

DE LA NATURE
ET DU
RÔLE ÉCONOMIQUE
DE L'ÉPARGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 11 mars 1936, à 14 heures.

PAR

JÓZEF-JERZY GURANOWSKI

Magister Juris.

Président : M. JEAN LESCURE, professeur.

Suffragants { *MM. PIROU, professeur.*
BAUDIN, professeur.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, Rue Soufflot, 13

1936

DE LA NATURE
ET DU
RÔLE ÉCONOMIQUE DE L'ÉPARGNE



DE LA NATURE ET DU RÔLE ÉCONOMIQUE DE L'ÉPARGNE

AVANT-PROPOS

Toute étude scientifique comporte deux procédés concomitants : le raisonnement déductif et l'observation. Les économistes, en étudiant l'épargne, doivent donc chercher les prémisses nécessaires à la formation de leurs opinions — dans les données tirées de la vie pratique. L'observation de l'épargne peut être accomplie, soit en prenant comme point de départ l'individu, soit en examinant la vie collective; les économistes optent pour la seconde méthode, du moins le plus souvent. Mais pourquoi cette préférence? Son explication se trouve dans ce fait que lorsque les économistes parlent de l'épargne, c'est presque toujours en essayant de mettre en lumière son rôle économique, son influence sur le bien-être, et ils laissent dans l'ombre l'autre aspect du problème de l'épargne, sa nature économique. Voilà la cause de ce choix en faveur de l'observation de la richesse collective.

En effet, chacun de ces aspects exige une méthode différente. L'examen du rôle économique de l'épargne exige l'observation des faits sociaux, l'examen de la nature économique n'exige pas nécessairement l'adoption de cette

méthode. Les éléments du concept de l'épargne étant toujours les mêmes, on peut les *déduire*, soit de l'épargne — fait individuel, soit de l'épargne — fait social.

Notre procédé sera essentiellement déductif; lorsque nous en verrons nécessité, nous ferons appel à l'observation, mais l'objet de notre argumentation sera indifféremment l'épargne — fait individuel ou l'épargne — fait social.

On voit donc que dans notre thèse, nous nous attacherons plus à l'étude de la « nature » de l'épargne qu'à celle de son « rôle ». Dans la seconde partie de notre essai, nous nous proposerons d'exposer les théories qui réservent à l'épargne une place de tout premier ordre dans le fonctionnement des faits économiques qui font l'objet de leurs études.

INTRODUCTION

Dans toute étude, nous sommes amenés à mettre préalablement en lumière le sens qu'on attache au mot désignant un phénomène à étudier. Ainsi, ayant intitulé notre essai : « De la nature et du rôle économique de l'épargne », il nous paraît indispensable de donner ici, ne fût-ce que sommairement, la manière habituelle dont on emploie le mot d'épargne.

Or, cette tâche n'est pas aisée; ni le langage courant, ni la langue des économistes ne prêtent à ce mot un sens absolu ou même précis.

Dans le langage courant, le mot « épargne » est employé au moins dans deux sens différents. Par épargne, on comprend ou bien une certaine manière d'administrer son revenu, ou bien le résultat même de cette gestion et ce nom désigne alors la « chose » que l'on a « épargnée ».

Dans la première acception de ce mot, les uns voient dans l'épargne une mise en réserve d'une part du revenu, d'autres entendent le mot « épargner » d'une manière bien plus large, celle d'économiser. Ils disent alors aussi bien « j'épargne » comme ils diraient « j'économise », pour désigner un seul et même acte. Et pourtant ces deux notions sont loin d'être synonymes. En effet, tandis que « épargner » signifie ne pas dépenser entièrement son revenu pour sa

consommation immédiate, le mot « économiser » veut plutôt dire consommer, mais de façon à obtenir la plus grande satisfaction possible. Économiser, c'est mettre en pratique cette vérité que l'homme appartient à l'espèce *homo sapiens*, car à la base de son activité, on retrouve le raisonnement. L'homme raisonne et agit selon le principe du moindre effort : il se propose de trouver les moyens les plus rationnels pour arriver aux buts visés. « Économiser, c'est « satisfaire à ses besoins en consommant le moins de « richesses possibles », dit Ch. Gide¹. La même idée se retrouve chez Ed. Spranger² qui s'exprime ainsi : « Homo « œconomicus est, dans le sens le plus large du mot, celui « qui dans toute circonstance de la vie raisonne et agit en « vue de la valeur-utilité ; tout lui sert de point d'appui « pour assurer son existence, tout lui est bon dans sa lutte « naturelle afin de rendre celle-ci plus agréable. Il écono- « mise la matière, le temps, l'espace, afin d'en tirer le « maximum d'utilité. Son activité ne se justifie que par « les avantages qu'elle lui procure. Le but final de l'homo « œconomicus est de rechercher le rationalisme économique « et de transformer tout processus de la vie en un calcul « dont chaque phase doit être prise en considération. » Ainsi donc le sens du mot « économiser » est si étendu qu'il ne saurait s'appliquer au mot « épargne » lequel dans la conception vulgaire désigne plutôt la consommation différée.

La seconde acception du mot épargne dans le langage courant, peut prêter à confusion avec l'expression : « capital », car ce qu'on épargne se transforme par la suite le plus souvent en capital productif.

1. Gide Ch. *Cours d'Economie Politique*, t. II, p. 505.

2. Spranger. *Lebensformen*, p. 430.

De même dans l'acception scientifique, il n'y a pas non plus une définition précise de l'épargne mettant d'accord, sinon l'unanimité, du moins la majorité des économistes. Et, tout d'abord, il faut signaler les divergences qui existent entre les conceptions françaises et anglaises de l'épargne. Pour Adam Smith, Stuart Mill et tant d'autres, le mot « épargner » est réservé à la dépense qui a pour objet un profit ultérieur. En français, écrit M. Rist¹, le mot « épargne » signifie essentiellement une somme d'argent mise en réserve.

Sans avoir la prétention de reproduire toutes les définitions de l'épargne que M. Rist a exposé dans son article, nous nous proposons néanmoins d'en donner quelques-unes.

Le mot « épargne » serait d'abord réservé à la non consommation, à une non utilisation, précédant toute destination ultérieure de la richesse épargnée². Dans cette conception l'épargne ne serait définie que par un acte négatif, elle ne serait qu'une condition subordonnée à un emploi postérieur. Il faut se garder de l'identifier même avec la thésaurisation; nous citerons, à ce propos, Beauregard : « L'épargne, « si elle n'est pas suivie d'un emploi utile de la richesse « épargnée, aboutit à la thésaurisation, c'est-à-dire à un « entassement stérile des richesses³. » Ce qui ressort de

1. Rist Ch. Quelques définitions de l'épargne. Essai de critique. *Revue d'Economie Politique*, 1921.

2. Dans ce sens se prononce le dictionnaire de Coquelin et Guillaumin, dans l'article sur l'épargne, nous lisons : « C'est la conservation calculée d'un « objet ou d'une partie d'objet utile, c'est la mise à part de ce qui n'est pas « absolument nécessaire ou indispensable aux besoins actuels, c'est une pré- « voyante réserve pour certaines éventualités, une provision, une ressource « que la persévérance accroît de jour en jour en vue de parer aux nécessités « de l'avenir incertain. En général, elle se réalise indirectement en numé- « raire jusqu'à ce que la somme trouve un placement profitable ou soit confiée « à quelque institution libre ou officielle de prévoyance. »

3. *Eléments d'Economie Politique*, leçon 8.

ce passage, c'est que l'épargne, qui peut ainsi aboutir à la thésaurisation, n'en constitue pas moins une notion entièrement distincte. M. Colson¹ paraît être du même avis lorsqu'il dit : « Il suffit que l'épargne, au moment « où elle est constituée sous forme de monnaie, puisse indif-
« féremment être transformée en capitaux de jouissance ou
« en capitaux de production. » Il y a ici une certaine analogie entre l'opinion qui voit dans l'épargne une mise en réserve et celle de M. Truchy² qui définit l'épargne : « une transformation du revenu capital. » Cette analogie, d'ailleurs, pourrait paraître quelque peu douteuse, car, dirait-on, la mise en réserve et la création du capital semblent être deux opérations absolument distinctes. Mais tout dépend de la définition qu'on donne du mot « capital ». M. Truchy³ le comprend comme suit : « Pour l'individu, personne morale
« ou personne physique... le capital est la partie durable
« du patrimoine, celle que l'administrateur diligent... doit
« s'efforcer de garder intacte et, si possible, d'accroître. » Et, plus loin, en parlant de la formation du capital, M. Truchy ajoute : « L'homme qui, au lieu de consommer son revenu
« disponible, en met en réserve une part, se crée un capital;
« il épargne, et c'est, dans ce sens, que l'on peut dire que
« l'épargne est la source du capital. » Il faut signaler pourtant que, tandis que Beauregard refuse de conférer à la capitalisation le qualificatif d'épargne, dans la conception de M. Truchy (de même que dans celle de M. Colson) le mot d'épargne peut très bien convenir à la fois à la thésaurisation et à la capitalisation.

Une opinion tout opposée voit apparaître l'épargne seule-

1. Cf. Divisia : *L'Épargne et la Richesse collective*, p. 20.

2. *Cours d'Economie Politique*, p. 38.

3. Truchy. *Op. cit.*, p. 38.

ment à l'occasion d'une dépense ayant un but productif, et elle se rapproche par là de l'acception anglaise de ce mot. On peut citer dans ce sens M. Briot¹ qui estime que la seule véritable épargne est ce qui est employé dans un but vraiment productif, et par là, il refuse de considérer la thésaurisation comme une modalité de l'épargne. Joseph Garnier², lui aussi, met dans l'opération de l'épargne l'emploi productif au premier plan, et il s'exprime ainsi « en n'employant
« pas tout ce que l'on produit pour ses besoins personnels
« ou de sa famille, en réservant la différence entre la pro-
« duction et la consommation en vue d'un emploi productif,
« on épargne ».

Cette opinion qui a beaucoup de partisans dans le monde scientifique, fut adoptée par J.-B. Say, et elle trouve aussi sa confirmation dans la théorie de L. Walras³ qui termine ainsi son analyse de l'excédent du revenu brut sur le revenu net consommable : « Enfin l'excédent positif est supérieur
« au montant de l'amortissement et de l'assurance. Alors
« notre homme augmente la quantité de ses capitaux en
« demandant à la production des capitaux proprement dits
« neufs (des engins de production) au lieu de produits
« consommables; il épargne. »

M. Rist n'adopte entièrement ni la première, ni la seconde thèse. Pour la première, il lui reproche de ne voir dans l'épargne qu'un effet négatif. Il s'exprime ainsi à la page 1 de son article⁴ : « La conception de l'épargne comme un acte
« essentiellement négatif favorise naturellement toutes les

1. Compte rendu de la séance du 5 janvier 1933 de la Société d'Economie Politique.

2. *Traité d'Economie Politique*, p. 87-88.

3. *Éléments d'Economie Politique*, section V, leçon 23.

4. *Op. cit.*, p. 730.

« équivoques. Ou l'épargne est un acte économique et alors « cela comporte une description positive. Ou elle n'est que « l'abstention de certains actes économiques. Dans ce cas, il « vaut mieux bannir de la science un nom qui ne saurait « être qu'un simple *flatus vocis*. » Pour la seconde, en l'adoptant, il faudrait, d'après lui, faire abstraction de l'acception littéraire du mot.

M. Rist établit une distinction entre deux phénomènes qui, d'après l'éminent économiste, sont complètement différents¹, car, il y a, d'une part, la mise en réserve que M. Rist appelle l'épargne-réserve, et d'autre part, la création d'une nouvelle source de revenu net : épargne-créatrice.

L'épargne-réserve est celle prélevée sur le revenu brut. Il faut donc comprendre sous cette désignation toutes les espèces de réserves et non seulement celles destinées à la consommation ou à la production, car « les réserves monétaires ne se distinguent pas les unes des autres² ». Il nous faut d'ailleurs ajouter que M. Rist ne comprend l'épargne que dans le sens de l'épargne monétaire. L'épargne-réserve alimente le marché monétaire. L'épargne-créatrice, prélevée sur le revenu net consommable, par contre, alimente le marché financier et crée ainsi une nouvelle source de revenu net. Il n'y a pas lieu de distinguer, leur mécanisme économique étant le même, entre l'utilisation des ressources provenant de l'épargne-réserve et celles dues à un prélèvement récent.

Mais cette distinction entre deux formes de l'épargne établie par M. Rist n'a pas reçu non plus, l'assentiment

1. M. Rist s'exprime ainsi dans l'article précité : « La mise en réserve « d'une somme est une opération économique particulière; un emploi spécifique du revenu méritant une désignation particulière, celle d'épargne-« réserve nous paraît commode. »

2. *Op. cit.*, p. 739.

général. Une critique détaillée de l'épargne-réserve et de l'épargne-créatrice est donnée par M. Divisia dans son livre que nous avons cité précédemment.

Après avoir signalé ces quelques significations données par les auteurs au mot « épargne », nous passons à présent à l'opinion de M. Lescure, qui est dans une certaine mesure celle de Ch. Gide. Cette nouvelle conception établit une distinction entre l'épargne-prévoyance et l'épargne-capital. La première incite le bénéficiaire du revenu à renoncer momentanément à consommer, en vue d'une consommation à venir; la seconde, comportant toujours la même abstention, consiste à transformer le revenu épargné en capital productif.

Il faut rechercher la raison de cette distinction dans l'évolution de l'épargne. Sous l'ancien régime, l'épargne revêtait l'aspect d'un acte de prévoyance¹ : elle n'était que la consommation différée : « Mais il n'est pas de phénomène économique qui ait davantage évolué² ». Et l'épargne a évolué à un triple point de vue³. D'abord au point de vue de ses organes : l'antique bas de laine a cédé la place aux Caisses d'Épargne et aux Établissements de Crédit. Elle n'a pas moins évolué au point de vue de ses formes : elle est devenue souvent collective. Mais elle a surtout évolué quant à son emploi : « à l'emploi en objets précieux et en monnaies thésaurisées a succédé le placement en immeubles et en valeurs mobilières ». Mais au fond, il n'y a ici qu'un phénomène de l'épargne, qui dans son évolution, économique, n'a fait que changer de forme tout en conservant, par ailleurs, sa forme initiale.

La nouvelle distinction de l'épargne diffère, on le voit

1. Lescure. *L'Épargne en France*. Introduction, p. 1.

2 et 3. *Op. cit.*, Introduction, p. 1-2.

bien, de celle établie par M. Rist. Tandis que pour celui-ci, il y a deux sortes d'épargne de nature bien différente, pour M. Lescure l'épargne-prévoyance et l'épargne-capital représentent toutes deux actes de consommation. L'épargne-prévoyance serait la consommation différée, et l'épargne-capital la consommation déviée. La consommation déviée n'est pas une consommation de la part du bénéficiaire du revenu, mais cela ne signifie nullement que l'épargne-capital échappe en définitive à la consommation. Mais cette consommation sera accomplie par celui à qui la « chose » épargnée sera prêtée ou confiée, et c'est ainsi que la phrase d'A. Smith : « tout ce qui est épargné est finalement consommé », trouve ici sa confirmation.

Ce bref aperçu de différentes conceptions de l'épargne démontre qu'il n'y a point d'accord chez les économistes pour assigner à la notion d'épargne un sens absolu. Mais de toutes ces manières de concevoir l'épargne, celle de M. Lescure nous paraît la plus conforme à la réalité. En effet, elle met en jeu, d'une part l'idée de prévoyance, l'expression de consommation différée s'appliquant à la formation d'un fonds de réserve destiné à procurer à son bénéficiaire un certain pouvoir de consommation futur, et d'autre part, en démontrant le rôle de l'épargne dans la production, elle vise par l'expression de consommation déviée à insister sur le fait, que l'épargne ne diminue pas le total du pouvoir d'acquisition dans une Société. En plus, la distinction de l'épargne-prévoyance et de l'épargne-capital aide à la juste appréciation du rôle de l'épargne dans les crises.

L'étude que nous entreprenons n'a pas pour but de donner une définition absolue de l'épargne, et nous n'avons nullement l'ambition de résoudre ici les problèmes que les meilleurs économistes ont traités sans leur trouver une

solution satisfaisante. Nous nous proposons seulement de démontrer l'existence d'un seul concept de l'épargne, tel qu'il résulte de sa nature économique, malgré les multiples aspects qu'il peut revêtir, et d'analyser ensuite sa fonction économique.

PREMIÈRE PARTIE

LA NATURE DE L'ÉPARGNE

GÉNÉRALITÉS

L'épargne comprise de manière très générale présente un double caractère : l'un moral, l'autre économique. Depuis des siècles, elle attire l'attention de ceux qui s'occupent du bien-être tant moral que matériel des hommes.

En tant que qualité morale, l'épargne n'a pas changé d'aspect : dès l'aube de l'humanité jusqu'à nos jours elle apparaît chez les hommes comme l'art de se dominer, ou de limiter les fantaisies ou même les véritables besoins. Le motif de cette privation réside dans les devoirs de l'homme vis-à-vis de lui-même, vis-à-vis de ses proches ou à l'égard de la Société. Nous citerons à ce propos deux passages de Samuel Smiles, grand écrivain, moraliste anglais (1812-1904), à qui nous devons les considérations sur le « Devoir », la « Dépense », « l'Épargne », et qui s'exprime comme suit : « L'Épargne est un grand devoir. Sans elle l'homme ne peut être d'accord avec son sentiment de la justice et de l'honnêteté. S'il manque de prévoyance, il commet une cruauté vis-à-vis de sa femme et de ses enfants, même si cette imprévoyance est née de l'ignorance ¹. » Cette opinion était déjà celle qui prévalait dans l'antiquité, au moyen âge, et elle reste encore actuelle de nos jours. L'épargne est un

1. Cf. *Przegląd Oszczednościowy*, t. 3, 1934.

sacrifice accompli dans le présent au profit de l'avenir, sacrifice sans lequel on ne peut être en accord avec les principes imposés par la morale. Les procédés d'épargne sont peu compliqués car, ajoute Smiles « ils consistent à dépenser moins qu'on ne gagne. Voilà la règle première et fondamentale de l'épargne ».

Cette conception de l'épargne ne retiendra pas notre attention. Car, bien qu'elle fasse allusion à la constitution d'une provision pour l'avenir, le premier plan étant occupé par la satisfaction d'avoir rempli son devoir, c'est plutôt le bien-être moral que matériel, qu'elle tend à assurer. Or, ce qui nous intéresse principalement dans cet essai, c'est précisément le bien-être matériel.

La conception de l'épargne en tant que phénomène économique a évolué beaucoup et continue à évoluer, sans d'ailleurs acquiescer, nous l'avons déjà vu, la netteté désirable. L'épargne comportant nécessairement la restriction de la consommation de la part du bénéficiaire du revenu, on a donc remarqué dans ce phénomène, non seulement un acte de prévoyance, mais encore la cause de la sous-consommation. C'est pourquoi on l'accusait autrefois, et on l'accuse de même aujourd'hui, d'entraver le progrès économique. Dans l'antiquité déjà on trouve cette opinion, Gracques, par exemple disait que « si l'on ne consomme pas assez, c'est que l'on épargne trop¹ ». Et plus près de nous Mirabeau dit de même : « L'épargne est un grand mensonge anti-social. » Le président Hoover² paraît être du même avis lorsqu'il dit : « L'épargne est une suspension de consommation qui arrête sans raison le progrès. »

1. Cf. Carmille. *Réflexions de l'heure actuelle sur l'épargne. Revue d'Economie Politique*, 1^{er} janvier 1934.

2. *Idem.*

Le caractère productif du placement révélé par Ad. Smith, et qui fut nettement mis en valeur au cours de l'évolution de l'économie moderne, a amené les économistes à appliquer à cette forme d'épargne une dénomination spéciale, savoir celle de capitalisation ou d'investissement. Mais faut-il en déduire que nous sommes en présence de deux épargnes, l'une étant la véritable et l'autre bénéficiant du nom sans le contenu? Faut-il en conclure que l'épargne-capital et l'épargne-prévoyance sont deux concepts distincts, ayant à la base une différence de nature? Nous ne le croyons pas, car ni l'épargne-prévoyance, ni l'épargne capital ne pourraient exister dans le cas où le revenu consommable ne serait pas supérieur au revenu consommé. La définition de l'épargne donnée par M. Carmille¹ : « L'épargne est excédent du produit du travail de la collectivité sur la consommation totale », ne fait point de distinction entre deux épargnes. Le passage de l'article de Michel Lacombe sur l'Epargne dans le Dictionnaire d'Economie Politique de L. Say démontre encore plus clairement qu'il ne s'agit que d'une seule épargne : « Sous quelque forme qu'elle se produise, l'épargne trouve ses conditions d'existence dans « l'excédent soit des produits sur les biens de consommation, soit des forces productives sur ceux de la production. »

La preuve que l'épargne-prévoyance et l'épargne-capital sont deux aspects différents du même phénomène, réside dans le fait qu'une seule richesse peut revêtir en même temps l'aspect de l'épargne-prévoyance, et celui de l'épargne-capital. Les Caisses d'Epargne, qui sont l'organe de

1. *Op. cit.* Nous dirons par la suite qu'il ne suffit pas de définir l'épargne comme étant un excédent, mais pour le moment nous voulons seulement démontrer que l'épargne, d'après l'opinion des économistes, sous chacun de ses aspects, se constitue dans les mêmes conditions.

l'épargne-prévoyance et qui placent les fonds à eux confiés, en contribuant ainsi à leur transformation en capital, fournissent un exemple de ce genre. Nous citerons à ce propos M. Rist¹ : « Combien de fois n'a-t-on pas remarqué que les « phénomènes de la vie collective ne sont pas une simple « addition de ceux de la vie individuelle ? que la première « réalise des possibilités dont l'énoncé même serait contra- « dictoire, appliqué à la seconde ? »

« L'épargne-réserve en fournit la preuve : déposée dans « une banque elle est à la fois utilisable par la banque et « par le déposant. Celui-ci en dispose avec la même sécurité que s'il l'avait dans son tiroir, et cependant la somme « versée par lui, est au même moment prêtée au public. » Alors si M. Rist qui trouve une différence de base entre l'épargne-réserve et l'épargne-créatrice, admet que la même somme puisse être considérée à la fois comme une réserve et comme un objet² d'utilisation par les banquiers, il nous paraît à plus forte raison que la consommation différée et la consommation déviée sont deux aspects du même phénomène.

1. Mécanisme social et psychologique de l'épargne. *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1921.

2. Nous disons « objet d'utilisation » et non « source de revenu net » ce qui correspond à la façon dont M. Rist comprend l'épargne-créatrice. Cette source de revenu net, c'est pour lui un instrument de production, un capital fixe. Or, les réserves immédiatement utilisables étant le capital circulant, ne peuvent devenir « une source de revenu ». Mais ce point de vue de M. Rist est critiqué par M. Divisia qui dit qu'aucun capital ne peut être considéré comme une source de revenu en soi : « dans la masse totale des richesses, il est impossible de discerner la part due à chacun des deux facteurs — capital et travail — qui ont collaboré à la production de cette richesse. Et ensuite nous trouvons ce passage à la page 179 de *L'épargne collective* :

« Quoi qu'il en soit d'ailleurs de cette discussion qui porte peut-être plus « sur les mots que sur les idées, n'est-il pas du moins certain, qu'il serait « parfaitement arbitraire de considérer comme source de revenu le capital « fixe à l'exclusion du capital circulant ? Or, ce dernier est souvent fourni par « l'épargne-réserve placée dans une banque et grâce à laquelle un industriel « ou un commerçant, client de cette dernière, pourra faire ses commandes « de matériel. En quoi cette épargne est-elle donc moins créatrice de revenu « net que l'épargne-créatrice elle-même ? »

Il faut pourtant signaler immédiatement que la conception de M. Rist de l'épargne-réserve ne répond pas exactement à la conception de M. Lescure de l'épargne-prévoyance. Car, tandis que l'expression « épargne-réserve » embrasse l'ensemble des réserves monétaires, l'expression « épargne-prévoyance » ne vise que les réserves dont la consommation est différée. Ce qui constitue le trait distinctif de l'épargne dans la théorie de M. Lescure, c'est le fait de sa consommation ultérieure par son propriétaire ou sa consommation actuelle par une autre personne; dans ce dernier cas, l'épargne sera alors la consommation déviée.

Or, chaque réserve, même monétaire, ne reçoit pas nécessairement la dénomination de l'épargne-réserve; nous citerons ici M. Lescure : « Tous les dépôts de banque ne représentent pas, en effet, des épargnes¹ », — il y a des sommes destinées aux besoins journaliers. — Le taux des reports et le taux d'escompte procurent dans une certaine mesure l'élément d'appréciation si les dépôts appartiennent à l'épargne ou à la consommation à court terme. Le passage cité prouve aussi que l'épargne, sous chacun de ses aspects, est toujours prélevée sur le revenu consommable, tandis que pour M. Rist l'épargne-réserve est prélevée sur le revenu brut.

Ensuite, l'épargne-réserve se caractérise par le rôle qu'elle joue dans l'alimentation du marché à court terme, et à ce point de vue nous soulignons encore une différence entre deux modes de la classification de l'épargne. Car, dans la conception de M. Lescure cette tâche incombe à l'épargne flottante, c'est-à-dire à celle qui en attendant un placement, revêt la forme de dépôt à vue.

1. Lescure. *Op. cit.*, p. 53.

Mais toutes ces différences entre l'épargne-réserve et l'épargne-prévoyance ne diminuent en rien l'intérêt qu'il faut attacher à notre citation de M. Rist, car il s'agissait seulement de démontrer que la « chose » épargnée est susceptible d'une sorte de dédoublement, en vertu duquel les mêmes sommes pourraient constituer de l'épargne-prévoyance de la part des déposants et de l'épargne-capital de la part des banquiers.

En terminant ces observations, nous pouvons dire que l'épargne, appartenant à deux domaines, celui de la morale et celui de l'économie politique, possède deux natures correspondant à chacun de ces deux domaines, mais envisagée du point de vue économique, elle n'a qu'une nature. Nous tâcherons, par la suite, de démontrer comment les phénomènes, au premier abord distincts, parviennent, après l'analyse de leurs éléments, à se grouper sous un seul concept.

Avant d'aborder cette question, nous voulons signaler l'importance de la notion de l'épargne dans l'étude de l'activité économique.

CHAPITRE PREMIER

L'ÉPARGNE ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le phénomène de l'épargne se place dans l'ensemble des phénomènes constitués par l'activité humaine. Plus précisément, l'épargne est une modalité de cette partie de l'activité des hommes qui porte le nom d'activité économique.

Le concept de l'activité humaine en général comprend deux principaux éléments constitutifs : une action et l'objet sur lequel cette action s'exerce. Donc, dans le cas de l'épargne, il y a lieu de distinguer entre l'acte de l'épargne et la « chose » qu'on épargne. Il nous semble que pour dégager l'importance théorique de l'épargne et pour lui assigner sa place au sein de l'activité économique, il suffit de considérer un seul de ses facteurs, les deux éléments étant infiniment liés l'un à l'autre. Or, c'est l'acte de l'épargne qui nous servira de guide dans nos recherches présentes.

Il y a deux critères qui servent à distinguer l'activité économique des autres activités. Ce sont ses moyens et son but.

Quant au but, il n'y a point d'unanimité chez les économistes pour le définir. Pour les uns, il consiste dans la satisfaction des besoins, pour les autres, il réside dans l'acquisition des biens matériels. Nous nous attacherons plutôt à cette dernière opinion, en lui conférant seulement

une signification plus restreinte. Pour nous, le but réel de l'activité économique serait l'acquisition d'un surplus de biens matériels, autrement dit un bénéfice¹.

Certes, l'homme éprouve le besoin de porter des vêtements, de s'entourer de confort, et pour y satisfaire, il produit. Mais la production et la consommation sont des procédés physico-chimiques de transformation de la matière et celui qui ne saisira pas les circonstances psychiques présidant à leur développement, ne comprendra rien à leur essence économique.

Les besoins, il est vrai, incitent l'homme à participer à l'échange, à la consommation, à la production, mais la constatation de cette vérité ne suffit pas pour expliquer les conditions de son apparition. L'homme, avant de s'engager dans une entreprise, pèse le pour et le contre. Et il n'agira que dans le cas où les avantages qu'il espère retirer, l'emporteront sur les sacrifices imposés.

De la même façon qu'elle guide la production, l'idée du bénéfice guide la consommation. En effet, l'homme renoncera plutôt à satisfaire ses besoins, si la jouissance obtenue ne l'emporte pas sur les dépenses de consommations.

C'est aussi l'idée de bénéfice et non le vague sentiment des besoins qui marque les limites de la production et de la consommation dans l'économie isolée.

Robinson travaille; il entasse; il a des denrées pour une année, — il s'arrête.

S'il travaille encore plus, il devra consentir un nouvel effort, qui évidemment se traduira par l'augmentation des denrées entassées. Mais cet effort lui coûte de plus en plus; son usure s'accroît; les denrées amassées si péniblement

1. Cette opinion est longuement motivée par le professeur Krzyzanowski de l'Université de Cracovie dans *La théorie et la Politique de l'Épargne*.

représentent pour lui une valeur toujours décroissante ; les besoins contentés sont de moins en moins impératifs.

La question qui se pose pour lui est de savoir à partir de quand continuer ses approvisionnements cesserait d'en valoir la peine. Or, il interrompt son labeur au moment où il juge que l'entassement des denrées équilibre la balance des efforts et des résultats.

L'économie de notre solitaire, nous l'avons vu, est orientée par définition vers l'apaisement direct de ses besoins. Et cependant, nous constatons, même là, une sorte de dérivation de l'idée de bénéfice, idée qui guide l'économie actuelle intensément organisée pourtant en vue d'échange.

En définitive, nous pouvons soutenir que la poursuite des bénéfices étant l'arbitre suprême de l'activité économique, c'est le bénéfice qui devient le but véritable de cette dernière.

La conception du but de l'activité économique telle que nous l'avons adoptée implique déjà une indication concernant les moyens de cette activité : ils doivent répondre au principe hédoniste.

Le principe du moindre effort est l'essence même de toute activité humaine. L'homme, ayant à exercer son intelligence dans deux domaines principaux, celui de la vie psychique et celui de la vie pratique, a créé deux sciences, toutes deux tendant à appliquer, dans leur domaine respectif, le principe du moindre effort. De sorte qu'il y a des économistes qui en arrivent à assimiler l'acte économique à l'application du raisonnement logique. A ce propos, citons Pareto qui s'exprime à peu près ainsi¹ : « Nous pouvons distinguer abstrac-
« tivement les actions non logiques et les actions logiques,

1. Ce passage est cité de la traduction polonaise de Pareto.

« répétées constamment, qu'exécutent les hommes pour se
« procurer des choses qui satisfont à leurs goûts. » Dans cet
ordre d'idées, on peut dire que les procédés de l'activité
économique ressortissent du principe du moindre effort, qui
est l'art d'obtenir le maximum de résultats avec le minimum
d'efforts.

Nous estimons que ce principe a deux applications dans la
vie économique : la rationalisation et l'épargne. L'on
s'étonnera peut-être que nous rapprochions ces deux termes
en nous objectant que l'épargne est habituellement consi-
dérée comme un acte d'abstention (opinion qui, nous l'avons
vu, a soulevé maintes critiques), alors que la rationalisation
apparaît comme une mise au point des procédés techniques
en vue d'une production augmentée et comme une diminu-
tion des frais d'exploitation et des dépenses de consomma-
tion.

Il ne s'ensuit pas que cette notion de l'épargne ne soit pas
à la base de tout acte économique, la parenté même des
deux vocables — « économie » et « épargne » — nous
montre à quel point leurs rapports sont intimes.

La première des deux applications du principe du moindre
effort, la rationalisation, peut revêtir deux formes :

De deux choses l'une :

I. *Hypothèse*. — Ou bien le rendement (ou la jouissance
maxime par consommation) reste stationnaire ; — l'appli-
cation du principe du moindre effort consiste alors dans la
restriction des dépenses.

Si nous étudions la rationalisation du point de vue de la
production, le rendement dont nous supposons l'immutabi-
lité, sera représentée par le même rapport entre les quan-
tités produites après et avant la rationalisation. La restriction

des dépenses se traduira par l'allégement des frais de production.

II. *Hypothèse.* — Ou bien l'importance des dépenses demeure stationnaire ; — c'est le rendement (ou la jouissance) qui s'accroît.

Dans le domaine de la production, la rationalisation se traduit par le résultat suivant : le rendement s'accroît, c'est-à-dire qu'avec les mêmes frais de production on parvient à produire mieux ou davantage.

Considérée du point de vue de la consommation, la rationalisation consiste à procurer une jouissance supérieure, bien que les dépenses n'aient pas augmenté.

Jusqu'ici la situation était claire : dans le processus de la rationalisation nous avons vu que les modifications apportées au volume des dépenses produisaient leurs effets, soit sur l'un, soit sur l'autre des objectifs économiques, — rendement ou jouissance — qui influencent le bien-être. Cela veut dire que les variations du rendement et de la jouissance intervenant à la suite des fluctuations des dépenses, sont complètement indépendantes les unes des autres.

Le problème se complique si nous passons à la deuxième application dans la vie économique du principe du moindre effort, à l'épargne. Nous représenterons l'épargne d'une façon sommaire, comme une diminution des dépenses en vue d'obtenir un meilleur résultat ultérieur, ou de parer dans l'avenir à des circonstances défavorables toujours à redouter.

La complexité du phénomène présente deux particularités : l'une ressort de l'interdépendance dans leurs variations, du rendement et de la jouissance, l'autre vient du fait que la portée des mots « dépenses » et « rendement » est limitée.

Quant à la première caractéristique, il faut signaler que dans le processus de l'épargne, par opposition à celui de la rationalisation, les deux objectifs économiques varient simultanément dans le sens inverse, c'est-à-dire que la diminution de la jouissance actuelle entraîne l'augmentation du rendement, donc aussi de la jouissance future. La restriction de la consommation en vue de l'épargne coïncide toujours, pour le consommateur, avec l'augmentation de sa puissance d'acquisition, puisque l'individu conserve son revenu, ou l'augmente.

Par contre, cette corrélation n'entraîne pas nécessairement l'intervention de la production. Tout en profitant de l'épargne, abstraction faite de la thésaurisation, la production n'est mise en cause que lorsque la restriction de consommation est faite en vue d'augmenter le revenu. Nous laissons de côté cette question que nous aurons l'occasion d'approfondir dans le prochain chapitre.

Quant à la signification des mots « rendement » et « dépenses », il faut insister sur le fait qu'en étudiant le processus de la rationalisation, nous avons attribué au rendement d'une part, et aux dépenses de l'autre, une double portée : l'une en matière de production (rendement *sensu stricto* et dépenses de production), l'autre en matière de consommation (rendement dans le sens d'efficacité de l'acte de consommation, c'est-à-dire dans le sens du degré de la jouissance, et dépenses de consommation). En étudiant le cas de l'épargne, nous prendrons les notions, rendement et dépenses, chacune dans une signification unique, laquelle nous nous proposons de retrouver à présent.

A. — Les économistes sont d'accord sur ce point que l'épargne implique un prélèvement sur le revenu. Quoique la notion du revenu soit une des moins claires dans la

science économique, nous pouvons employer le mot dans un sens bien déterminé¹, suivant lequel le revenu confère à l'homme la faculté de pourvoir à ses besoins.

Il en résulte que lorsqu'on parle de diminution de dépenses à propos « épargne », on entend précisément la limitation des dépenses du revenu. Et comme le rôle normal du revenu consiste à satisfaire directement les besoins, on peut dire qu'en épargnant, on limite les dépenses de consommation.

Nous nous défendons de limiter l'épargne au domaine de la consommation ; nous affirmons que la production n'est pas étrangère à ce phénomène, et voici pourquoi :

1° Admettons un instant que l'épargne n'apparaît que lors de la consommation, il est certain, le processus même de la production ne pouvant comporter que des opérations de production, *qu'au cours* de la dite production, aucune épargne n'aurait lieu.

Or, si l'on considère que l'organisation de la production fournit le revenu, la production peut parfaitement contribuer d'une façon indirecte, *lors de la répartition du revenu produit*, à diminuer les dépenses de consommation ; l'affectation du revenu, soit aux actionnaires sous la forme de dividendes, soit à la formation des fonds de réserve ou d'amortissement, en fournit l'exemple.

2° Le rendement, dont l'augmentation est caractéristique de l'épargne, est intimement lié à la production.

B. — Le terme dépenses, parlant d'épargne, étant ainsi défini, quelle signification faut-il attribuer au terme rendement ?

La réponse va d'elle-même, car considérant que, d'une

1. Nous reviendrons sur cette question dans le prochain chapitre.

part, le motif de toute activité économique est la satisfaction des besoins, et, d'autre part, le degré de cette satisfaction dépend de l'importance du revenu, le rendement ne peut se traduire que par l'augmentation *du revenu consommable* lui-même.

Avant de terminer ces observations concernant l'intérêt théorique de la notion de l'épargne dans l'étude de l'activité économique, nous voulons consacrer un moment à l'opinion, selon laquelle l'épargne joue dans le domaine de la consommation un rôle analogue à celui de la rationalisation dans le domaine de la production. Cette opinion nous paraît mal fondée car, d'après ce que nous venons de dire, le mécanisme de la rationalisation et celui de l'épargne sont différents.

La première différence consiste dans ceci : Tandis que la rationalisation aboutit, nous le répétons, soit à la diminution des dépenses, soit à un rendement accru, l'épargne, en même temps qu'elle limite les dépenses de consommation, augmente le revenu consommable, et — c'est peut-être son caractère le plus éminent.

Deuxième différence. — La rationalisation s'applique séparément à la consommation et à la production ; ses répercussions dans un de ces domaines, à la suite de son introduction dans le second, sont plutôt indirectes.

L'application de l'épargne, au contraire, produit des effets dans les deux domaines à la fois ; — je souscris une émission — je contribue à la création d'un nouveau capital productif, et je diminue en même temps mon pouvoir de consommation en le transférant à autrui.

Troisième différence. — La rationalisation intervenant

pendant la production, intéresse le revenu brut et indirectement seulement le revenu net.

L'épargne étant prélevée sur le revenu consommable, c'est-à-dire sur le revenu net, a pour objet soit la conservation, soit l'augmentation du revenu consommable.

La quatrième et dernière différence. — En indiquant l'épargne et la rationalisation comme deux applications du principe du moindre effort, nous avons été guidé par ce trait commun, que l'une et l'autre tendent à améliorer la situation économique des hommes. Mais, si l'on considère les choses de plus près, une différence fondamentale entre épargne et rationalisation apparaît.

En effet, si l'on considère, non pas une amélioration sporadique, mais la continuité de la progression économique, le rôle de la rationalisation perd beaucoup de son importance. Si le progrès économique doit être constant, les phénomènes qui contribuent à son développement, doivent rester susceptibles d'application courante.

Or, la rationalisation ne saura répondre à cette condition, puisqu'elle comporte sa propre limitation : le résultat maximum une fois obtenu, on ne peut pas le dépasser, sauf naturellement une nouvelle invention technique.

Par contre, l'épargne s'adapte très bien aux exigences du progrès économique. Nous pouvons, au moins, théoriquement, employer son procédé autant de fois que nous le voulons. La quotité du revenu non consommé par son bénéficiaire et affectée à la production, restera peut-être mensuellement ou annuellement toujours la même, peu importe, ce qui compte, c'est qu'une nouvelle épargne est régulièrement affectée aux fins de la production.

On ne pourrait pas cependant, manquer de citer à ce

propos M. Truchy¹ : « Des auteurs ont fait remarquer « qu'il
 « y avait dans le fait de l'épargne un principe de contra-
 « diction interne, en ce sens que l'épargne porte en soi les
 « causes de sa propre limitation. L'épargnant restreint sa
 « consommation afin de transformer une partie de son
 « revenu en capital. Or, il ne peut trouver de placement pour
 « ces capitaux neufs en tant qu'ils servent à former des
 « biens de production que dans la mesure où trouvent pre-
 « neur les biens de consommation. La raison d'être des
 « biens de production c'est la production des biens de con-
 « sommation, et si le débouché de ceux-ci se restreint par
 « suite de l'excessive parcimonie du consommateur,
 « l'épargne à son tour perd ses débouchés. Il y a donc dans
 « le fait de l'épargne le germe d'une sorte de contradiction
 « économique. »

Cette citation, que d'ailleurs nous commenterons plus loin, ne réfute rien de notre observation précédente où nous avons voulu démontrer que l'afflux constant de l'épargne est indispensable au progrès, — si l'épargne devient impossible, le progrès s'arrêtera *ipso facto*.

Nous ne pouvons pas nous engager ici dans le problème de l'auto-limitation de l'épargne et de son rôle exact dans le progrès économique, car ces questions relèvent du rôle économique de l'épargne et seront traitées à l'occasion de ce chapitre.

Pour terminer ces observations, une conclusion générale s'impose : l'épargne, son importance dans la vie pratique mise à part, présente le plus haut intérêt dans l'étude théorique de l'activité économique. L'étude de celle-ci, l'épargne y étant impliquée, ne peut être suffisamment approfondie

1. *Op. cit.*, t. II, p. 188.

sans l'étude, sinon préalable, du moins simultanée, de l'épargne. L'épargne, l'application la plus importante du principe du moindre effort, constitue un élément essentiel de ce que l'on peut appeler la substance du concept de l'activité économique.

CHAPITRE II

LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉPARGNE

Nous avons dit dans le chapitre précédent que l'activité économique en général comprenait deux éléments constitutifs essentiels : une action et l'objet sur lequel cette action s'exerce. Or, considérant que d'une part, l'objet de cette partie de notre essai est l'examen de la nature économique de l'épargne, et que d'autre part, la nature économique d'un phénomène se définit par les éléments de son concept, nous devrions nous occuper tout d'abord de l'analyse de ces éléments.

Mais il semble préférable, pour la clarté de cette étude, d'examiner d'abord le fonctionnement de l'épargne. Les considérations qui précèdent ont été guidées par l'acte-épargne qui constitue seulement une part du concept de l'épargne. L'étude du mécanisme économique de l'épargne exige l'adoption d'un point de vue différent, nous prendrons comme guide du présent examen « la chose-épargne » se manifestant par les « valeurs » — objet de notre acte d'épargne.

La cause de ce changement de méthode nous paraît assez simple. Pour constater que l'épargne est une modalité de l'activité économique et pour prouver son importance théorique, il fallait raisonner en tenant compte du trait le plus saillant des éléments de l'activité économique : l'action de l'homme.

A présent la situation change. Le prélèvement sur le revenu une fois opéré, l'action volontaire de l'épargnant, sans s'effacer totalement, perd le principal de son importance. Certes, la volonté de l'épargnant peut déterminer l'heure de la consommation, elle peut influencer sur le moment où la « chose-épargne » passera à la production. Mais, généralement, abstraction faite de la thésaurisation, la « chose-épargne » continue, nous dirons presque continue automatiquement, son chemin nécessaire vers la production. Nous nous occuperons en analysant les éléments de l'épargne, de ce que nous entendons exactement par notre terme de « chose-épargne ». Pour le moment, nous pouvons nous satisfaire de l'explication donnée plus haut.

Ces observations faites, nous pouvons aborder notre analyse du fonctionnement de l'épargne dans la vie économique. Nous nous proposons d'abord d'étudier la formation de l'épargne et ensuite d'examiner les rapports de l'épargne avec la production et la consommation.

SECTION I. — LA FORMATION DE L'ÉPARGNE

Le revenu réparti entre ses bénéficiaires sous forme de rémunération du travail ou du capital, peut échoir, soit à un individu, soit à une collectivité. Selon que l'épargne tire son origine d'un revenu individuel ou collectif, on distingue l'épargne individuelle et l'épargne collective. Quelleque soit son origine l'épargne doit son existence aux prélèvements opérés sur le revenu.

Puisque nous étudions la formation de l'épargne, nous laisserons de côté la distinction entre l'épargne-prévoyance et l'épargne-capital, qui tient aux divers motifs de l'acte d'épargne et à la destination ultérieure de la « chose-

épargne ». Ce que nous retenons de ce stade initial de l'épargne, c'est le fait que ce stade implique la restriction de la consommation personnelle de l'épargnant et qu'il contribue par cela à la formation d'un excédent utilisable du pouvoir de consommation sur le revenu consommé.

Mais les hommes sont en premier lieu des êtres sociaux. Mûs par leur nature ou poussés par le désir de gains plus élevés les hommes unissent leurs forces, c'est-à-dire mettent en commun leur argent ou leurs capacités pour parvenir à certains résultats inaccessibles aux individus isolés. Une collectivité, ainsi formée, peut épargner de la même façon qu'un individu. Et notons, immédiatement, pour éviter les équivoques, que le groupement prélève l'épargne sur son revenu propre qui est indépendant du revenu des membres de cette collectivité. On pourrait à cet égard citer le cas d'une société par actions dont le Conseil déciderait de constituer, avec la moitié des sommes normalement réparties en dividendes, un fonds de réserve.

Certes, il n'en était pas de même au moment de la formation du groupement. L'origine du patrimoine collectif est due aux apports de ses membres, mais une fois constituée, la personne morale commence à vivre sa propre vie.

C'est précisément à cause de cela, que les prélèvements opérés sur le revenu constituent l'épargne collective qui se distingue facilement des prélèvements sur le revenu individuel.

D'abord, l'individu s'il veut épargner doit subir une nouvelle peine qui constitue à « sortir l'argent de poche¹ ». Il n'en sera pas de même dans le cas de l'épargne collective. Ici, le membre de la collectivité n'est pas obligé de fournir

1. Lâinville. *L'Épargne collective*, p. 7.

l'argent supplémentaire aux fins de l'épargne — l'individu supporte seulement ce qu'on peut appeler « le manque à gagner¹ » et qui durera pendant la période de capitalisation.

On pourrait noter encore d'autres différences entre ces deux modes de formation de l'épargne, elles tiennent principalement : 1° à la durée des personnes morales et individus ; 2° au caractère obligatoire de l'épargne chez les personnes morales.

Ad. 1. — Tandis que le patrimoine individuel est soumis aux partages après la mort de son possesseur, le patrimoine collectif est plus durable, puisque la vie d'une personne morale est incomparablement plus longue. C'est à cause de leur durée que des capitaux importants peuvent être créés par des personnes morales.

Mais il est indispensable d'ajouter immédiatement que la durée des personnes morales ne saurait être seule cause décisive de la formation de ces capitaux. Ce qu'il faut prendre aussi en considération, c'est une certaine disposition d'esprit, se manifestant avec esprit de suite dans les prélèvements sur le revenu.

Et alors, si l'on envisage la formation des capitaux dus à l'épargne du point de vue de l'ensemble des épargnants, la durée des personnes qui épargnent, perd de son importance. La tradition dans les prélèvements sur le revenu, la tradition transmise d'une génération à l'autre, supplée dans une large mesure à la courte vie des épargnants individuels.

Ad. 2. — Le même raisonnement que ci-dessus, s'impose dans l'analyse des différences entre les deux modes de formation de l'épargne découlant du caractère d'obligation dans ladite formation.

1. Lainville. *Op. cit.*, p. 8.

Il existe des différences théoriques entre l'épargne collective et l'épargne individuelle, mais on est amené à constater que, dans le domaine pratique, ces différences s'effacent presque.

L'individu, abstraction faite des impôts, est libre d'épargner ou de ne pas épargner. Il y a cependant certaines dispositions législatives qui obligent l'individu à prélever, en vue de l'avenir, une somme sur son revenu. C'est le cas des retraites ouvrières ou des assurances sociales. Mais ce sont des dispositions d'ordre tout à fait exceptionnel, et elles ne pourraient pas prendre une ampleur considérable sans provoquer la diminution du rendement du travail et sans entraîner les conséquences les plus fâcheuses dans le domaine de la production.

Les collectivités dotées d'un patrimoine ne sont pas si libres dans leur action. La législation leur impose beaucoup de devoirs, et en outre leurs statuts réglementent leur activité. De sorte que la volonté des dirigeants de la fortune collective a moins d'importance que la volonté d'un particulier dans la gestion de ses affaires.

Il en résulte que l'action de prélèvements dans l'épargne collective se produit d'une façon plus constante. Ses applications principales sont : les prélèvements des sociétés par actions pour leurs fonds de réserves et les amortissements des dettes publiques ou privée. Il faut faire entrer dans cette forme de l'épargne les amortissements des sociétés privées et des collectivités publiques. Nous citerons à ce propos M. Lescure¹ : « Mais parmi les épargnes formées par « voie collective, nous rangeons aussi les amortissements « des sociétés privées et des collectivités publiques...

1. Lescure. *Op. cit.*, p. 58.

« L'amortissement consiste dans un prélèvement sur les
« bénéfices ou les rentrées d'impôts, exactement comme
« l'épargne individuelle consiste dans un prélèvement sur le
« revenu. »

La formation de l'épargne par voie collective étant indépendante des libres décisions de l'épargnant, ne serait pas seulement plus régulière, mais aussi d'une ampleur plus adéquate au revenu.

Mais suivant nos observations initiales il faut signaler que, si l'on considère l'ensemble des économes, cette différence n'apparaît pas si grande, et la supériorité de l'épargne collective sur l'épargne individuelle ne semble être très accentuée.

En effet, dans la société envisagée dans son ensemble on trouve beaucoup de gens peut-être trop prodigues, mais leurs dépenses exagérées sont balancées par la parcimonie des autres.

En résumé, l'examen de la formation de l'épargne soit par voie collective, soit par voie individuelle, ne révèle pas des différences essentielles entre ces deux aspects de l'épargne. L'intérêt du problème repose principalement dans le fait que l'épargne quelle que soit sa provenance, se forme par les prélèvements sur le revenu.

Dans l'étude de la formation de l'épargne il n'y a pas lieu, nous le répétons, de distinguer entre l'épargne-prévoyance et l'épargne-capital. Certes, les organes de l'épargne-prévoyance et de l'épargne-capital se distinguent assez nettement dès leur formation, mais dans l'analyse théorique et abstraite, nous sommes dispensés d'en tenir compte. Ce qui résulte de cette analyse, c'est que dans les deux cas, nous sommes en présence d'une sorte de fonds de réserve, et ce, quelle que soit sa destination ultérieure.

Mais il faut ajouter immédiatement que nous ne comprenons pas nécessairement le fonds de réserve comme étant une accumulation des richesses. Sa durée ne nous sert pas de critérium. Et nous estimons que, même si sa durée est minime, le prélèvement implique la disponibilité. De sorte que si par exemple l'achat d'une valeur mobilière fut effectué au moment même de la perception du revenu, une quantité disponible à la durée très courte a existé, le prélèvement sur le revenu ayant précédé le placement.

SECTION II. — L'ÉPARGNE ET LA PRODUCTION

L'épargne, constituée par les voies que nous venons de décrire et ayant pour point de départ les prélèvements opérés sur le revenu, ne quitte jamais définitivement le circuit économique. Disons, pour préciser notre pensée, que le phénomène appelé l'épargne consiste, dans sa dernière phase, dans la restitution à la vie économique des forces momentanément non utilisées par l'épargnant. Cela signifie que la part non consommée du revenu poursuit son chemin à travers la vie économique et arrive, sauf les cas où les valeurs thésaurisées serviraient à la consommation ultérieure du thésauriseur, au but de sa mission résidant dans la production. Ainsi, l'épargne sert à créer des nouveaux capitaux productifs et révèle la fonction économique en tant qu'instrument du progrès.

Nous estimons opportun, avant d'entrer dans les détails de l'examen des rapports entre l'épargne et la production, d'insister un moment sur la notion du revenu.

Cette notion a le plus haut intérêt pour la théorie de l'épargne. En négligeant de s'expliquer sur la manière dont on le conçoit, on risquerait de ne rien comprendre au phéno-

mène de la réapparition des forces épargnées, au phénomène qui se trouve à la base du fonctionnement des grandes catégories économiques, savoir : de la production, de la circulation, de la répartition et de la consommation.

Il nous serait impossible de procéder dans cet essai à une étude détaillée et approfondie de la nature et du concept du revenu. L'examen complet de ce problème implique l'analyse de toutes les idées fondamentales de l'économie politique, ce qui dépasserait largement le cadre de notre principal sujet.

Quelques observations générales et sommaires concernant surtout la fonction économique du revenu, sont tout de même indispensables.

Tout être vivant éprouve des besoins immédiats; c'est une réalité parfois dure et fâcheuse, mais le fait que les hommes sont la proie de ces besoins est incontestable.

Les besoins réclament leur satisfaction et pour l'obtenir on est contraint de recourir aux biens économiques (sous cette expression nous comprenons les biens matériels et les services), qui seuls peuvent la fournir. Eu égard au fait, que les biens économiques en leur majorité écrasante, font l'objet du droit de propriété, celui qui aurait besoin du concours des biens, est obligé d'abord de les acquérir.

Or, le fait que chaque individu, même le plus pauvre, possède un avoir quelconque, rend cette tâche possible. L'avoir, qui a sa source dans le fonctionnement des deux principaux modes de la répartition, celui de la rémunération du capital et celui de la rémunération du travail, renferme un certain pouvoir d'acquisition.

D'où provient-il ce pouvoir? La réponse s'impose d'elle-même, si l'on admet que d'une part, l'avoir se définit par l'ensemble des biens dont l'individu peut s'assurer la possession ou la disposition et que d'autre part, des biens ont

toujours une valeur d'échange. L'avoir, considéré du point de vue de la destination qu'il reçoit dans la vie et des buts auxquels il sert, se subdivise en deux parties : capital et revenu. Le capital et le revenu, leurs éléments constitutifs étant identiques, se ressemblent beaucoup, puisqu'ils sont tous les deux représentés par les biens et donc possèdent une force d'acquisition.

Mais malgré cette analogie on ne saurait pas assez exagérer la différence pratique qui les oppose. Suivant l'expression de Fisher, qui conçoit le revenu comme une émanation des services de toutes richesses existantes, le capital est un fonds et le revenu est un mouvement¹. Ch. Gide, tout en ayant une conception du revenu différente, arrive à s'exprimer d'une façon analogue² : « Le revenu est donc, comme « d'ailleurs le mot le suggère, un flot qui s'écoule et revient « sans cesse, l'eau qui coule de la fontaine. »

Donc, n'importe quelle serait la manière de le concevoir, le revenu se caractérise par son renouvellement périodique, c'est-à-dire qu'on peut utiliser le pouvoir d'acquisition en lui contenu, sans causer aucun préjudice à la moelle de l'avoir. De sorte, qu'on pourrait définir sommairement le revenu comme un pouvoir d'acquisition disponible et toujours nouveau.

Sous quel aspect se présente dans ces conditions, la fonction économique du revenu ? Après ce que nous venons de dire la réponse est aisée ; la fonction économique ne peut consister qu'à doter le bénéficiaire du revenu de forces d'acquisition des biens nécessaires à la satisfaction des besoins.

1. I. Fisher. *De la nature du capital et du revenu*, p. 80. Dans la traduction française, le mot « flow », qui a le sens plutôt d'un courant, fut traduit par le mot mouvement. Nous dirions plutôt courant.

2. Ch. Gide. *Op. cit.*, t. 1, p. 193.

Mais ici une nouvelle difficulté surgit : il s'agit encore de savoir vers l'acquisition de quels biens économiques se dirigera le revenu ? Tous les biens ne se prêtent pas, en effet, d'une façon égale à la satisfaction des besoins. Il y a parmi eux ceux qui remplissent parfaitement le rôle d'objet de consommation et qui, par leur nature même, ne peuvent servir qu'à la consommation, — nous les appellerons les biens de consommation. La deuxième catégorie des biens — ce sont les biens qui par leur nature ne peuvent servir qu'à la fabrication de nouveaux produits — nous les appellerons les biens de production.

Ayant posé que, d'une part, la satisfaction des besoins est le moteur véritable¹ de l'activité économique et que, d'autre part, l'apaisement des besoins ne s'ontient que grâce à la consommation, le revenu devrait s'épanouir dans l'achat de biens de consommation. Mais la réalité économique est beaucoup plus complexe. La quantité infinie et la diversité des besoins réclame la grande variété aussi du côté des biens. Il en résulte, qu'afin de pourvoir à ces nouveaux besoins, on est bien obligé de faire augmenter le revenu.

Or, en vue de cette éventualité, on donne une destination spéciale au pouvoir d'acquisition représenté par le revenu en le dirigeant vers un emploi productif. Le qualificatif « productif » devant être compris dans le sens très large, l'emploi productif ne consiste pas exclusivement dans l'achat

1. Dans le chapitre I, p. 22, nous avons dit que c'est le bénéfice qui détermine le but de l'activité économique. Or, il n'y a pas de contradiction entre ces deux idées, car le sens du mot « but » diffère foncièrement de celui du mot « moteur ». L'homme avant de s'engager dans une entreprise de production ou avant de se décider à un achat dans le but de consommation, examine si la besogne qu'il va entreprendre en « vaut la peine ». Mais ces considérations qui précèdent toute action humaine, sont incitées, on pourrait même dire provoquées, par les besoins qui deviennent ainsi l'inspirateur de l'activité économique. Donc le besoin devient sa *causa efficiens*, tandis que le bénéfice détermine sa *causa finalis*.

des biens de production en vue d'une fabrication, mais il consiste également dans toute gestion conduisant au lucre. En effet, tous les biens, aussi bien ceux de production que ceux de consommation, par l'usage que leur donne leur propriétaire, peuvent produire un revenu. Nous citons à ce propos un passage de M. Ch. Gide¹ : « ... Or, comme
« le fait de rapporter un revenu est devenu aujourd'hui
« le trait caractéristique du capital, il faut donc recon-
« naître qu'il n'y a pas un seul bien qui ne puisse devenir
« un capital, si le propriétaire, au lieu de l'employer à ses
« besoins personnels, s'en fait un instrument de lucre. Non
« seulement une automobile, une villa de bains de mer, un
« costume de carnaval, peuvent être loués et par là devenir
« capital, mais n'importe quelle denrée qui se mange ou
« qui se boit, n'importe quel article de parure ou d'amuse-
« ment peut servir d'objet à un *commerce* et par là devenir
« ce qu'on appelle un fonds de commerce, c'est-à-dire préci-
« sément un capital. »

Cet emploi détourné du revenu peut se présenter de double façon : ou bien le retenu du revenu sera affecté, dès son prélèvement, à un emploi définitif ; ou bien le retenu du revenu sera obligé de rester pendant un certain temps dans une situation d'attente ; la thésaurisation en fournit l'exemple :

En définitive, nous pouvons conclure de l'examen de la fonction économique du revenu que : 1° notre manière de concevoir le revenu concorde parfaitement avec son emploi détourné ; 2° le pouvoir d'acquisition représenté par le revenu peut se porter indifféremment vers l'acquisition de n'importe quels biens économiques.

2. Gide. *Op. cit.*, t. I, p. 187.

La notion du revenu ainsi représenté, la part non consommée du revenu, c'est-à-dire l'épargne ou plus précisément la « chose » épargnée, ne saurait pas se déterminer autrement que ne l'a été le revenu lui-même. L'épargne représente alors, de la même façon que le revenu, le pouvoir d'acquisition disponible. Le qualificatif disponible est attribué au pouvoir d'acquisition du revenu par opposition à celui du capital qu'on pourrait définir la force d'acquisition engagée. Mais ici, une rectification s'impose : l'épargne est une force d'acquisition, non seulement disponible, mais libre. L'épargne étant appliquée après la soustraction du revenu des dépenses de consommation, représente un excédent, donc un pouvoir d'acquisition libre.

Après ces observations, nous pouvons poursuivre l'étude de l'épargne dans ses relations avec la production. Nous avons donc à examiner comment le pouvoir d'acquisition soustrait momentanément à la consommation sert aux fins de la production. Pour répondre à cette question, nous passerons en revue les emplois auxquels la « chose-épargne » est susceptible d'être affectée. A ce point de vue, nous distinguerons l'épargne-thésaurisation, l'épargne-flottante et enfin l'épargne-investissement.

Cette division a pour base les différences tenant au moment de l'utilisation définitive de l'épargne.

Reprenons ces trois cas séparément.

§ 1. — *La Thésaurisation.*

Par le mot thésaurisation nous comprenons toute opération de soustraction d'une part du revenu à la consommation immédiate, opération dont le produit ne reçoit aucun emploi. La thésaurisation apparaît sous deux formes : en espèces — le cas le plus fréquent et en nature — par exemple les

stocks de blé que le fermier entasse au grenier. La thésaurisation est la plus ancienne forme de l'épargne; appelée souvent « bas de laine », connue depuis toujours, elle persiste jusqu'à nos jours, malgré l'évolution des organes de l'épargne.

Les maintes critiques portées contre la thésaurisation n'ont pas abouti à faire disparaître ce phénomène, de sorte que nous sommes portés à croire que cette manière de disposer de son revenu résistera à toutes les attaques.

D'abord, pourquoi la condamne-t-on? On l'accuse très justement d'ailleurs, de refréner le progrès économique. En effet, le pouvoir d'acquisition représenté par le revenu retiré du commerce, ne possède aucun équivalent positif sur les marchés économiques. En immobilisant le pouvoir d'acquisition, la thésaurisation a pour conséquence la diminution de l'offre et de la demande; elle affaiblit à la fois l'importance de la consommation et de la production.

En outre, la thésaurisation rétrécit la circulation monétaire et à ce point de vue, elle constitue aussi un facteur défavorable au développement de l'économie nationale.

Quant aux causes de la pérennité de la thésaurisation, il faut les chercher plutôt dans le domaine de la psychologie et celui de la politique, que dans le domaine de l'économie politique.

Il y a d'abord une vieille tradition de cumuler les richesses directement en pièces d'or et d'argent, et même en billets de banque. Le fameux bas de laine se voit souvent le gardien de très grosses fortunes. Le manque de confiance en la sécurité des placements, le manque de foi en la signature des créanciers, contribue largement à cet état d'esprit, et pas seulement en temps de crise.

Ensuite, l'instabilité politique n'est pas de nature à changer

l'état d'esprit dû à une habitude multiséculaire. La crainte des guerres, la crainte de troubles qui rendraient difficile ou même impossible le retrait de leurs économies, incitent beaucoup d'épargnants à les garder chez eux. D'un autre côté, l'instabilité de la monnaie et le fantôme de la dévaluation favorise la thésaurisation de l'or et celle en nature.

Nous avons dit, il y a un moment, que la thésaurisation est la soustraction d'une part du revenu à la consommation et que la chose thésaurisée ne reçoit aucun emploi productif. Pourquoi donc dit-on que la thésaurisation est une modalité de l'épargne et quelles seraient ses relations avec la production ?

Ce qui a la plus grande importance dans le problème de la nature de l'épargne, c'est le sort du pouvoir d'acquisition du revenu épargné. Or, celui-ci ne périt pas même dans le phénomène de la thésaurisation, malgré sa soustraction à la consommation et à la production. Le trait caractéristique de la thésaurisation — l'absence d'emploi — trouve sa confirmation si l'on envisage le phénomène dans un moment précis sans suivre son évolution. Mais ce qui paraît incontestable à un moment donné, ne présente pas toujours le même aspect dans les considérations de longue perspective.

Dans le cas de la thésaurisation, le pouvoir d'acquisition immobilisé sera, au bout d'un certain temps, parfois très long, restitué aux marchés économiques. En thésaurisant on a toujours, conformément à la nature raisonnable de l'homme, un but précis qui peut consister soit dans la prévoyance, soit dans les visées lucratives. Et le motif de cette manière d'administration de son revenu est de sortir, à l'heure choisie et opportune, des valeurs thésaurisées, en libérant en même temps le pouvoir d'acquisition qu'elles renferment. Le pouvoir d'acquisition n'a pas péri et peut se

porter à présent, soit vers la consommation directe, soit vers l'épargne productive. Le phénomène de la thésaurisation détermine une situation d'attente à longue échéance, mais il ne saurait jamais être accusé de mettre définitivement le pouvoir d'acquisition hors du cours de la vie économique.

Stérile au point de vue de l'équilibre économique (elle réfrène à la fois la production et la consommation), fâcheuse au point de vue du progrès, la thésaurisation ne cesse pas d'être l'épargne par sa nature, parce qu'elle remplit les conditions exigées par son concept. En effet, le phénomène de la thésaurisation implique le prélèvement opéré sur le revenu et la restitution, lointaine peut-être, mais une restitution quand même (donc acte-épargne) du pouvoir d'acquisition par lequel s'analyse, comme nous verrons par la suite, la « chose » épargnée.

Quelles conclusions peut-on tirer de ces observations, quant à la relation de la thésaurisation avec la production ? Ce rapport est facultatif ; il peut se produire, mais il ne résulte pas automatiquement de la nature des choses. Il dépend au même degré des événements futurs et éventuels que de la volonté de l'épargnant. Voilà la cause pour laquelle, malgré la faculté qu'elle a d'être un jour éventuellement, très tard peut-être, transformée en une autre forme de l'épargne, il faut réserver à ce phénomène une dénomination spéciale.

Ce qui rend difficile l'appréciation de la thésaurisation, c'est l'impossibilité pratique d'évoluer statistiquement les sommes thésaurisées qui, libérées par suite, s'envoleraient vers la production. Mais il nous suffit, pour traiter la thésaurisation comme économiquement indésirable, de constater le manque, dans ce phénomène, de l'automatisme

caractéristique au fonctionnement normal de l'épargne et de constater, ce qui est encore plus grave, que les sommes thésaurisées restent stériles dans la vie économique.

§ 2. — *L'Épargne flottante.*

Pour fixer notre terminologie en vue de l'étude des relations de la « chose-épargne » avec la production, nous avons pris comme critère le nombre d'étapes parcourues entre le prélèvement et l'emploi productif. Nous avons commencé cette analyse par la thésaurisation. Elle nous est apparue comme la modalité de l'épargne la plus éloignée de la production. Et même, si on l'envisage statiquement, la thésaurisation est complètement dénuée de tous rapports avec le domaine de la production. Entre la thésaurisation et l'emploi productif (cette utilisation du revenu qui consiste dans l'acquisition des biens de production), une forme intermédiaire d'emploi de l'épargne vient s'intercaler; nous allons l'appeler l'épargne flottante.

L'épargne flottante représente les sommes qui, en quête d'un placement, sont déposées à vue dans les sociétés de crédit. Ce n'est pas une forme indépendante de l'épargne : considérée du point de vue de l'individu l'épargne flottante apparaît comme une thésaurisation, considérée du point de vue social, elle présente un certain intérêt pour la production. Nous l'examinerons à ce double point de vue.

A. *Les analogies de l'épargne flottante avec la thésaurisation.* — La dénomination même de l'épargne flottante démontre que cette forme d'emploi de l'épargne ne détermine rien de définitif. L'épargne attend la disposition de l'épargnant qui, tôt ou tard, l'affectera à la production. Nous pou-

vons donc dire que la situation d'attente constitue son premier trait commun avec la thésaurisation.

Dans le phénomène de la thésaurisation, nous avons assisté à la conservation des biens thésaurisés. Dans le cas de l'épargne flottante, que nous considérons comme concernant uniquement les prélèvements monétaires, il y a également conservation. Donc les sommes épargnées restent à la disposition de l'épargnant. Mais par opposition à ce qui se produit dans la thésaurisation, l'épargnant, en gardant toutefois le droit de propriété sur son argent, cède sa possession à un établissement de crédit. Il ne s'ensuit nullement qu'après ce transfert l'épargnant ne continue pas à disposer librement de son argent. Il n'avait mis son argent à la Banque qu'à la condition de pouvoir le retirer dès qu'il lui plairait. De sorte que, par sa liquidité, l'épargne flottante s'assimile pour l'individu avec la thésaurisation.

B. *L'intérêt de l'épargne flottante pour la production.* — L'épargne n'est pas seulement un fait individuel, elle est principalement un fait social. Ce qui importe dans notre étude, à ce point de vue, c'est l'usage que l'épargne reçoit pendant qu'elle est flottante.

Or, l'épargne flottante, dès sa formation, c'est-à-dire dès le moment du prélèvement, opéré sur le revenu, retourne à la vie économique. La restriction de consommation individuelle est compensée, au point de vue social, par l'utilisation immédiate de la part non consommée du revenu.

Conformément à ce que nous avons déjà dit, c'est une autre personne que l'épargnant, savoir celle à qui l'épargne fut confiée momentanément, qui se charge de lui donner un emploi productif. Le possesseur de l'épargne ne peut l'utiliser qu'à court terme, puisque le propriétaire peut réclamer son

argent à tout instant. C'est ainsi que l'épargne flottante alimente le marché à court terme et s'analyse par ce qu'on a l'habitude d'appeler les prêts de monnaie par opposition aux prêts des capitaux, qui caractérisent le marché à long terme.

Le marché à court terme est dominé par l'idée de l'organisation. L'épargne flottante n'intervient dans la circulation qu'en vue d'un retrait et parce que ce retrait est possible à tout moment. Donc une organisation spéciale s'impose, et dans le monde économique actuel, elle se traduit par un mécanisme de restitution assuré par les services des banques, des bourses, des caisses d'épargne.

La forme la plus caractéristique que l'épargne flottante puisse revêtir sur le marché à court terme, est celle du dépôt et du compte créditeur en Banque. Cette manière d'administration du revenu, c'est-à-dire, le placement à titre provisoire, convient au plus haut degré à l'épargnant qui se voit libéré de la responsabilité de tenir l'argent chez lui, et qui peut revenir à la première réquisition à la possession de son épargne et lui attribuer un emploi définitif.

Mais le rôle des Banques et des Caisses d'Épargne n'est pas exclusivement de fournir un service aux épargnants, ces institutions attirent à elles les épargnes pour leur donner un emploi spécial. Et celui-ci consiste dans des opérations d'escomptes, de report, d'avances. Toutes ces trois opérations présentent un trait commun, savoir : celui d'être des opérations à court terme, et celui d'être en accord parfait avec le caractère provisoire des dépôts à vue.

Ici une particularité à signaler. D'une part, les dépôts à vue pouvant être retirés même le lendemain de leur remise entre les mains des Banques ou des Caisses d'Épargne, et

d'autre part, l'escompte et les autres opérations à court terme étant effectuées à deux-trois mois, n'est-il pas trop hâtif d'affirmer qu'il existe un parfait accord entre ces deux phénomènes? Nous ne le croyons pas, et pour le prouver il nous suffira de rappeler que l'épargne est aussi un fait social. L'afflux constant et journalier des nouveaux dépôts permet de pourvoir aux retraits. C'est aussi la grande quantité d'opérations d'escompte, et cette simple réalité que chaque jour apporte le paiement de lettres de change escomptées, qui confirment cette concordance. C'est d'ailleurs une vérité qui n'est contestée par personne.

Dans le domaine de l'épargne flottante, la « chose » épargnée, le produit de la restriction de la consommation reçoit donc une utilisation immédiate. Dès sa formation l'épargne revêt une forme de dépôts qui sont employés à escompter. L'existence d'une contre-partie de l'abstention caractérise l'épargne flottante et la distingue de la thésaurisation.

Mais on ne peut pas manquer ici de souligner qu'il y a beaucoup d'économistes qui s'attachent, dans leurs considérations sur ce que nous appelons l'épargne flottante, plutôt au phénomène de la disponibilité et de la liquidité, qu'à l'emploi de l'épargne. Il en arrive ainsi, comme par exemple Ch. Gide, à ne pas distinguer l'épargne flottante de la thésaurisation. Nous citerons à ce propos un passage de Ch. Gide¹ : « Que va faire l'épargnant de ce qu'il a mis de côté ?

« Il peut le garder sans y toucher ; c'est ce qu'on appelle « la *thésaurisation*. Elle ne se fait plus guère sous la forme « d'accumulation d'or ou d'argent ou de pierres précieuses, « comme celles des « Mille et une nuits », ni sous celle de

1. *Op. cit.*, t. I^{er}, p. 509.

« monnaie enfouie dans un coin du jardin, comme celle
« d'Harpagon, quoique pourtant le cas ne soit pas rare dans
« les campagnes, mais sous la forme moderne de *dépôt* dans
« des établissements institués à cet effet, Caisses d'Épargne
« ou Banques. »

Nous pouvons à présent nous demander dans quelle mesure l'épargne flottante intéresse la production. C'est-à-dire, nous avons à examiner la productivité de l'emploi de la « chose-épargne ». Ayant exposé que cet emploi consiste dans l'escompte et les autres opérations à court terme, nous nous sommes bornés, dans notre étude, à prouver seulement la productivité du crédit. Le sujet est tellement débattu qu'il pourrait paraître impertinent d'y insister encore. Mais, tout de même, quelques observations générales s'imposent.

Le crédit ne peut être qualifié de « productif » dans le sens de la création des capitaux. Il consiste seulement dans un transfert de capitaux d'une main à une autre, et transférer, ce n'est pas créer. Selon l'expression de Stuart Mill le crédit n'est pas la permission d'employer le capital d'autrui¹.

Mais il ne s'ensuit pas que le crédit soit stérile pour la production. La vérité est qu'il rend d'éminents services en permettant d'utiliser le mieux possible les capitaux existants². Le crédit, ne fut-ce qu'à court terme, peut aussi contribuer à l'augmentation de la production. L'abondance des dépôts due à la grande épargne suggère aux producteurs la vente à terme contre des lettres de change, et au moment voulu le producteur pourra se présenter à la société de crédit, gardienne de l'épargne, pour escompter la traite. Il revient alors de cette manière en possession du prix de l'objet fabriqué et vendu.

1. Cf. Gide. *Op. cit.*, t. I, p. 466.

2. *Idem*, t. I, p. 468.

En conclusion, nous pouvons soutenir que l'épargne flottante, malgré son caractère provisoire, reste dans des relations intimes avec la production. Ses rapports ne sont pas directs, parce qu'elle ne se transforme pas en biens de production, mais les forces d'acquisition qu'elle contient, facilitent la production. Le crédit à court terme qui présente la contre-partie du dépôt, n'est pas un facteur de la production, mais on peut répéter avec Ch. Gide¹ qu'il est un mode spécial de celle-ci.

Pour terminer, une observation encore. On vient de dire que l'épargne flottante revêt la forme de dépôt à vue. Or, il serait impossible de soutenir le vice versa, c'est-à-dire on ne pourrait pas dire que le dépôt à vue représente toujours et nécessairement l'épargne flottante.

En effet, les dépôts ont double origine² : d'une part, les

1. Ch. Gide. *Op. cit.*, p. 466.

2. Nous citerons à ce propos le résumé de l'article de M. Luigi Einaudi paru dans *La Réforme Sociale* à Turin, nos 3 et 4, 1935, et reproduit également par *L'Épargne du Monde*, no 5, 1935, Milan. Voici le texte : « Bien des économistes et des spécialistes de choses financières s'efforcent de déterminer la différence entre « disponibilité », c'est-à-dire dépôts provisoires en compte courant, destinés à être consommés en peu d'années et « épargnes », c'est-à-dire dépôts destinés à être transformés en investissements.

« L'auteur ne nie pas l'importance doctrinale et pratique de cette distinction, mais, il met en lumière les difficultés et les dommages qu'il y a à transformer cette distinction de règle de jugement et de conduite en lien légal impératif.

« Et comment faire cette distinction ? D'après la durée des dépôts ? Si le dépôt est à brève échéance, c'est une disponibilité, s'il est à longue échéance, c'est l'épargne. Mais ne risque-t-on pas ainsi de grouper sous la même dénomination des faits très différents ? Le propriétaire qui temporairement ne dépense pas le prix du loyer reçu du locataire, mais le dépensera ou bien entend le dépenser complètement avant la prochaine échéance, peut le déposer à vue ; mais il peut être tenté de profiter des taux d'intérêts plus élevés offerts aux dépôts à terme, dans l'espoir que s'il a besoin de son argent avant l'échéance du terme, la Banque le lui donnera, lui débitant une commission. L'industriel verse habituellement au compte courant à vue, les sommes reçues des clients, sommes qui non seulement sont de l'épargne, mais même de l'épargne déjà investie, qui prend provisoirement la forme de l'argent.

« Peut-on faire cette distinction sur la base du taux d'intérêt nul ou presque nul payé aux disponibilités, et de celui plus élevé payé aux

fonds de roulement de la clientèle et, d'autre part, les sommes déposées à titre de placement provisoire. L'épargne étant le prélèvement du revenu net, ne peut alimenter que la seconde catégorie des dépôts. L'évaluation statistique de l'importance de l'épargne flottante est difficile à réaliser et parfois même impossible.

§ 3. — *L'Investissement.*

Jusqu'à présent, nous avons assisté à l'emploi temporaire des forces d'acquisition prélevées sur le revenu, et momentanément soustraites à la consommation. Cet emploi con-

« épargnes ? Il fut et il y aura des moments où l'épargnant timide porte à
« la Banque d'Emission, contre aucun intérêt, des épargnes vraies et propres
« qu'il n'a nullement l'intention de dépenser ni alors, ni jamais, tandis que
« des possesseurs de disponibilités provisoires peuvent les déposer à terme
« auprès d'une Banque qui paie 4-5 p. 100 d'intérêt, comptant sur l'habitude
« de la Banque de rembourser de suite, même avant l'échéance les sommes
« demandées.

« Il semble qu'il faudrait inventer quelque système « coactif » pour per-
« suader les déposants à se décider à priori à déclarer : voilà des disponi-
« bilités et voici des épargnes, et il semble bien qu'après avoir mis ainsi les
« déposants au pied du mur, il serait bien de leur dire encore « vous qui
« avez des disponibilités, apportez-les à un certain type de banque et vous
« qui avez des épargnes apportez-les à tel autre type de banque » auxquelles,
« ajoutent certains, on devrait défendre de s'appeler banques, lui réservant
« une dénomination dans le sens d'établissement d'épargne.

« En vérité, extravagance plus grande ne fut jamais dite. Combien de
« dépôts provisoires ne se transforment-ils pas avec le temps, en dépôts
« d'épargne définitive ? Pour éduquer le déposant à épargner, il faut, avant
« tout lui assurer que ses fonds sont toujours à sa disposition. Il faut aussi,
« s'il les a déposés à terme, être prêt à les lui restituer avec largesse, sans
« limite de somme et de temps, lorsqu'il a dit (non pas démontré) en avoir
« besoin.

« Faire une distinction donc entre disponibilité d'épargne, d'accord, mais
« que ce soit une distinction faite par des personnes expertes, non embar-
« rassées par des classifications utiles dans les lentes statistiques, par des
« diversifications « coactives », que ce soit une distinct on agile, flexible et
« volontaire, comme doit être toute règle relative à la conduite des affaires
« quotidiennes.

« Quels sont les dépôts plus disponibles que les dépôts des caisses
« d'épargne de personnes des classes moyennes et pauvres qui veulent
« garder leur argent disponible à vue, prêts à affronter toute les mille néces-
« sités de la vie Et pourtant, une bonne partie de ces dépôts ont pu être
« employés à dix ou vingt ans.

« Une once de confiance vaut mieux que des tonnes de discipline, de
« règlements, de classifications rigides, de leçons de doctrinaires. »

sistait, au point de vue des relations de l'épargne avec la production, à fournir à cette dernière le crédit à court terme, nécessaire à son roulement.

En dehors de cet emploi provisoire, la réalité économique peut réserver à l'épargne une utilisation définitive. C'est-à-dire que l'épargne soit tout de suite, au moment même de son prélèvement, soit après avoir revêtu provisoirement la forme de thésaurisation ou celle de l'épargne flottante, va se placer dans une entreprise productive.

Nous allons désigner cette opération par le mot d'investissement.

Dans l'énumération des étapes parcourues par la « chose-épargne », la phase d'investissement marque le point culminant. C'est au cours de cette phase que le pouvoir d'acquisition détourné du but de consommation, s'emploie indirectement, par l'achat de biens capitalistes, ou directement, à produire de nouveaux biens. Le phénomène d'investissement consiste donc dans la transformation de l'épargne en capital; quelques éclaircissements préliminaires et quelques précisions sont ici nécessaires.

D'abord la signification de l'expresssion « biens capitalistes ». Nous désignons par biens capitalistes à la fois les biens de production et les biens de consommation, à la seule condition qu'ils nous procurent une rémunération¹. C'est dans cette acception la plus large, qu'il faut comprendre la *productivité* de l'opération d'investissement.

Mais il est ici indispensable de distinguer entre l'individu et la société. Car il arrive souvent que le même revenu considéré comme nouveau par l'épargnant, ne l'est pas pour la société. Cette différence entre deux appréciations doit son explication au fait que la société ne peut s'enrichir que par l'élévation réelle du niveau de la production nationale, tandis

que pour l'individu ce sont seulement les bénéfices qui comptent.

La notion de l'épargne-investissement implique donc l'accroissement de la richesse de l'individu ou de la richesse de l'ensemble de la société. La première réflexion qui vient à l'esprit est de savoir s'il ne serait pas opportun de distinguer entre la création des capitaux nouveaux et le remplacement nouveaux ou usés.

Dans ce second cas, aucune augmentation de la richesse collective ne se manifeste — on ne devrait donc pas soutenir que l'épargne-investissement trouve ici son application.

C'est pourquoi M. Carmille¹ dans son rapport sur l'investissement arrive à conclure que le remplacement des capitaux détruits est une consommation. C'est selon le même raisonnement qu'un nombre d'économistes avec M. Rist en tête refuse aux assurances la qualité d'épargne.

L'assurance empêche un appauvrissement, elle n'ajoute rien à la richesse existante. Elle est un moyen purement réparatif et encore seulement pour l'individu, puisque pour la société la perte est définitive. Mais est-ce qu'il s'ensuit fatalement que l'assurance n'est pas l'épargne? Nous ne le croyons pas, car, parer aux circonstances défavorables ne nous semble pas être stérile au point de vue du progrès.

En effet, en cas de sinistre, grâce au fonctionnement du système des assurances, un nouveau capital sera mis à la disposition du sinistré. Et voilà en quoi le mécanisme éco-

1. Compte rendu de la séance du 5 décembre 1933 de la Société L'Economie Politique. — Le Dr Hartling (*Neue Bankwirtschaft*, 29 mai 1934, Berlin) paraît avoir une opinion opposée. En parlant des façons dont l'épargne s'adapte à la dynamique de l'économie, il mentionne, entre autres, la substitution du capital consommé et la compensation de la dépréciation prématurée des capitaux immobilisés dans des installations industrielles démodées par suite des innovations techniques.

nomique, mis en mouvement par l'assurance, remplit un rôle positif, sur lequel nous tenons à insister.

Au sinistré, il comble sa perte, et, bien que pour la collectivité la perte reste définitive, puisque la chose détruite ne renaitra pas de ses cendres, le règlement du sinistre contribue à la mise en service d'un capital nouveau. Et cette apparition d'un capital nouveau suffit, à notre avis, à nous permettre de prétendre que l'assurance est un cas d'épargne.

Le rôle positif du mécanisme de l'assurance a donc bien sa place dans le domaine économique.

Si il existe un côté négatif dans le fait que le capital ne comble pas, dans l'ensemble des richesses, le vide produit par le sinistre, cela tient au sinistre même, phénomène relevant du domaine physique.

Est-ce qu'on pourrait, dans ces conditions, soutenir encore que les primes qui composent le fonds d'assurances, ne sont pas un prélèvement à caractère d'épargne? Nous ne le croyons pas non plus. Ce qui est très intéressant dans le domaine de l'assurance, c'est qu'il prouve la solidarité humaine. Là où l'épargne individuelle serait insuffisante, et c'est le cas des fléaux frappant le capital (et non seulement le revenu), les individus isolés s'unissent pour parer au risque de l'avenir.

L'intérêt pour l'assuré, de cette action commune, est évident. Si le sinistre s'abat sur lui, il touche une réparation, et alors, les primes payées lui semblent une épargne raisonnable. Et si le fléau passe à côté de lui, il ne jugera point le paiement des primes (qui serviront aux autres) comme une dépense inutile, car le sentiment de la sécurité et la certitude de ne rien perdre en cas de sinistre, lui servira de compensation. L'idée de prévoyance étant à la base de l'épargne, l'assurance nous apparaît, elle aussi, comme un bel exemple

d'épargne par des moyens collectifs. Nous disons bien *épargne par des moyens collectifs*, et non *épargne collective*. Il n'y a épargne collective que lorsque les prélèvements sont opérés sur le revenu collectif (par exemple dans le cas d'une société par actions, le prélèvement doit être opéré sur le revenu net de l'entreprise, avant sa répartition parmi les actionnaires).

Avant d'aborder l'examen de l'épargne-investissement au point de vue de ses rapports avec la production, expliquons en quelques mots ce que nous appelons l'emploi définitif de cette forme de placement. Or, cet emploi n'est définitif que pour la Société. L'individu peut toujours rentrer en possession de son argent en vendant par exemple la maison ou les valeurs mobilières acquises, ou, en cas de prêt à long terme (les prêts hypothécaires par exemple), il retrouve son épargne après l'expiration du délai contracté, et même parfois avant cette expiration, au moyen d'un préavis.

Mais la société ne s'intéresse, ni au procédé par lequel l'épargne s'investit (les prêts à long terme ou l'achat), ni à la personne qui investit. Ce qui compte pour la production nationale, c'est l'existence d'une importante épargne prête à se placer pour un temps suffisant à sa transformation en capital. L'investissement est donc une opération grâce à laquelle l'épargne investie est acquise définitivement à la production nationale, et malgré les changements ultérieurs de possesseurs, deviendra tôt ou tard, capital productif.

Nous allons nous occuper à présent des principales applications de l'investissement; nous passerons en revue successivement : a) l'achat d'outillage et de moyens de production par l'épargnant; b) l'achat d'immeubles bâtis ou non bâtis; c) l'achat de valeurs mobilières.

a) Quant à l'analyse du premier mode d'investissement,

elle ne soulève pas beaucoup de difficultés, et ne demande que de brèves explications. L'épargnant emploie des forces d'acquisitions, libérées grâce à la restriction de sa consommation, à l'acquisition des biens de production qui lui serviront à fabriquer d'autres biens. Son revenu donc s'accroîtra, car il produira à présent davantage. La société y gagnera aussi, le supplément du revenu de notre épargnant résultant de l'augmentation de son capital productif et non de son capital lucratif. Et conformément à ce que nous avons dit, l'accroissement de la production est le seul moyen d'enrichir la société.

b) Le deuxième mode de placement définitif est l'acquisition des immeubles bâtis ou non bâtis. Son examen exige un peu de développement et dans le but de simplifier, nous nous occuperons séparément de chacune de ces deux façons d'investir.

D'abord l'investissement en immeubles non bâtis. L'individu acquiert donc de la terre contre son épargne. Mais nous avons déjà insisté sur ce point que dans le domaine de l'investissement l'épargne doit se transformer en capital. Or, la terre est-elle réellement un capital? Autant d'économistes, autant d'opinions. Capital ou non, un bien d'ordre spécial peut-être, la terre nous intéresse tout de même en tant que source de revenu pour son propriétaire. Affectée soit aux usages agricoles, soit aux usages industriels ou commerciaux, ou enfin en cas de la mise en bail, à titre simple d'objet de la propriété, la terre procure un revenu.

Au point de vue individuel le placement de l'épargne en terre est toujours l'investissement, puisqu'il est créateur de revenu. Mais socialement, le phénomène en question se présentera-t-il sous le même aspect?

Il est certain que par l'achat, qui implique l'idée de trans-

fert, il n'y a aucune augmentation de la richesse existante, on ne devrait donc pas parler de la productivité de cette transaction pour la société. Nous estimons tout de même que, sinon toujours, du moins dans la majorité des cas, la société y gagnera. Car, s'il y a un acheteur, il existe aussi un vendeur et celui-ci sera maintenant obligé de chercher un emploi à l'argent (d'un montant égal à l'épargne) reçu contre la terre. Cette somme, en quête d'un placement qui lui rapporterait un revenu au moins équivalant à l'importance du revenu précédent, passera de mains en mains et, faute d'un placement productif déjà existant, elle s'emploiera dans une entreprise nouvelle. Or, en fin de compte, la société s'enrichit, puisque le surcroît des pouvoirs d'acquisition est forcé de se transformer en capital productif.

Nous passons à présent aux immeubles bâtis. Dans ce domaine, de la même façon que précédemment, il y a un profond désaccord¹ parmi les économistes quant à la classification des immeubles, et surtout s'il s'agit des maisons d'habitation. Nombre d'économistes estiment que des maisons d'habitation sont des biens de consommation, il y a aussi les autres qui disent qu'une maison est toujours un

1. Nous citerons à ce propos l'opinion de A. Landry *L'Intérêt du Capital*, p. 9. « On répugne cependant en général à classer l'achat ou la construction des biens durables de consommation parmi les opérations capitalistiques. On incline à reconnaître comme opérations capitalistiques que ces opérations où la valeur acquise moyennant une dépense, un renoncement temporaire est réalisé. Acheter une maison, un piano pour le louer, tout le monde accordera que c'est capitaliser, en telle sorte que si une maison que son propriétaire a construite pour l'habiter lui-même vient à être louée, la construction de la maison devient rétrospectivement une opération capitaliste, après avoir été quelque chose d'autre. Mais à la vérité la réalisation de la valeur n'a aucune importance ; c'est une complication qui ne change rien à l'essence des phénomènes ; cela revient au même, en définitive, qu'on fasse une dépense pour se procurer dans l'avenir des biens, d'une valeur supérieure à cette dépense, que l'on consommera directement, ou pour se procurer des biens que l'on vendra. Et n'est-ce pas l'essence des faits à laquelle la science doit s'attacher ? »

capital (dans le sens des biens de production), parce qu'elle produit un revenu qui est l'abri, le confort.

Mais, moins qu'avant, cette discussion pourra retenir notre attention — elle se trouve dans un trop lointain rapport avec notre principal sujet. Tout immeuble sans considération de la place à lui attribuer dans des classifications subjectives, peut être un capital dans ce sens qu'il rapportera un revenu pécuniaire. Cette constatation à laquelle tout le monde donne son acquiescement nous suffira dans notre examen.

On peut subdiviser l'investissement en immeubles bâtis en deux groupes : 1° achat des immeubles d'habitation et 2° l'acquisition d'usines, fermes, etc. :

1° L'investissement de l'épargne par l'achat d'une maison ancienne ou par l'acquisition d'une nouvelle, aboutit à l'augmentation du revenu de l'acquéreur sous forme par exemple du loyer perçu. On pourrait faire entrer dans ce groupe l'achat d'une maison ou d'une villa pour la jouissance personnelle de l'acquéreur. En considérant que, d'une part, cette jouissance a un prix sur le marché, et que, d'autre part, la maison est par sa nature même un bien durable, on arrive à la fin d'une certaine période à amortir la dépense faite pour l'achat et à l'habiter sans frais.

Il est vrai cependant, que l'augmentation du revenu de l'acquéreur est dans notre exemple plutôt relative que positive — elle ne se traduit que par la diminution des dépenses en avenir et non pas par un supplément ajouté au revenu actuel. Mais la ressemblance que ce phénomène présente avec la simple économie est plus superficielle que réelle. Les deux phénomènes en question diffèrent foncièrement quant à leurs procédés. Tandis que l'économie s'applique à l'administration de l'ensemble du revenu et consiste dans le

remplacement, chaque fois qu'il est possible, d'une plus grande dépense par une plus petite, l'investissement en maison d'habitation dépend de l'existence préalable, au sein du revenu, des forces d'acquisition libres et dues à la restriction de la consommation immédiate.

L'achat d'immeubles d'habitation, envisagé au point de vue de la société serait-il stérile ? Dans cette transaction il n'y a qu'un changement de propriétaires — donc aucune augmentation de la quantité de biens. Mais en tenant compte que, par supposition même, l'épargne-investissement implique toujours l'apparition de nouvelles forces d'acquisition soustraites à la consommation, le problème changera son aspect.

En effet, l'épargnant transfère par l'acte d'achat « la chose-épargne » au vendeur et celui-ci, ou peut-être un autre à sa suite, sera obligé, pour trouver un placement pour son argent, de recourir à la création d'une nouvelle entreprise productive. Il est même probable que le dernier de la chaîne des vendeurs entreprendra la construction d'une nouvelle maison, ce qui augmentera, sans aucun doute, l'avoir actuel de la société.

2° La seconde subdivision d'investissement en immeuble bâti est celle de l'achat des usines, fermes, etc., son examen n'exigera pas beaucoup d'explication car — aussi bien du point de vue individuel que social — son rapport avec la production est évident. L'acheteur transforme son épargne en capital productif, c'est-à-dire qu'il acquiert des biens qui sont destinés exclusivement à la fabrication d'autres biens. L'augmentation du revenu à la fois individuel et social s'explique par le fait de la production des biens nouveaux.

Du point de vue de la société le problème de l'achat des

usines déjà existantes se présente sous le même aspect que dans le groupe précédent.

Il nous reste encore à analyser le troisième mode d'investir l'épargne, savoir l'achat des valeurs mobilières. Cette forme de placement a pris, grâce aux facilités de cession et parce qu'elle n'exige pas, le plus souvent, de grands débours en une fois, une grande ampleur dans la vie moderne. Mais après ce que nous avons dit à l'occasion des analyses précédentes, nous n'aurons pas, au point de vue de son fonctionnement, beaucoup à y ajouter :

Quant à l'individu, la transaction en question se traduit pour lui par la transformation de son épargne en capital, puisque les valeurs mobilières lui rapporteront un revenu fixe ou variable, selon la nature des titres achetés.

Ce qui détermine la fondamentale préoccupation de l'épargnant, c'est cette question du revenu. Le plus fréquemment l'individu, en épargnant, ne pense tant à augmenter son capital, qu'au supplément qui viendra s'ajouter à son revenu actuel. Il en résulte qu'il est indifférent pour l'individu de savoir ce qu'on va faire avec la force d'acquisition qu'il a transférée à l'État ou à une société privée, pourvu que le service des intérêts lui soit assuré.

Mais en se plaçant au point de vue de la société, la question du emploi donné à l'épargne nouvellement venue sur le marché des valeurs mobilières, ne reste point indifférente. La société, ne pouvant s'enrichir que par l'augmentation de la production *sensu stricto*, tient beaucoup à ce que les sommes transférées aux sociétés privées ou à l'État soient employées d'une manière productive.

La réalité donne presque toujours raison à ce postulat, car les plus grandes entreprises doivent leur existence ou leur développement à l'épargne investie pour elles par voie

de souscription des valeurs mobilières émises par l'entreprise. Certains emprunts de l'État accusent parfois le caractère de prêt de consommation, mais en dehors de cette exception, on peut soutenir que la souscription des émissions sert aux fins de la production.

Si l'on envisage à présent l'achat à la Bourse des valeurs mobilières anciennes, il faudra appliquer la même méthode du raisonnement que pour les cas analogues dans les autres modes d'investissement. Le vendeur du titre dispose maintenant de la somme égale à l'épargne, et si lui, ou éventuellement son successeur, désire maintenir le niveau de son revenu, il sera forcé de souscrire une nouvelle émission. De sorte que le surcroît créé par l'épargne nouvellement apparue sur le marché, s'emploie à acheter une valeur nouvelle, ce qui prouve que la production a augmenté; autrement dit, la nouvelle somme épargnée est définitivement acquise à la production. Voilà donc les principaux canaux par lesquels l'épargne pénètre vers la production. Dans chacune des situations susmentionnées les points de départ furent différents, mais l'aboutissement final du voyage de la « chose » épargnée est toujours le même, savoir la production.

Le chemin vers la production est tantôt long, tantôt court. Quand il s'agit d'acheter un engin de travail, de construire une maison, de fonder une usine directement par l'épargnant, ou enfin de souscrire une nouvelle émission, la production nationale y gagne automatiquement. Au contraire, quand il s'agit d'achat de maisons anciennes, d'usines ou de valeurs mobilières existantes, le chemin est plus long, mais il aboutit aussi à la production, parce que le surcroît que l'épargne nouvelle a provoqué dans l'offre sur le marché à long terme, doit trouver son placement.

Nous étions donc parfaitement fondés de soutenir que l'investissement de la « chose » épargnée équivaut au placement dans le domaine de la production et que l'épargne initiale se place, directement ou non, dans ce domaine.

Mais nous avons également dit que l'épargne investie, c'est-à-dire transformée en capital, était de nature à élever le niveau de la production. Or, à ce propos il surgit encore une question qui demande à être mise en lumière. Il s'agit de savoir si l'afflux de la nouvelle épargne qui évidemment devait avoir ce résultat, arrive toujours dans la vie économique à augmenter les effectifs de la production, ou autrement dit, il faut examiner s'il n'existe d'empêchement qui paralyserait l'action de l'investissement nouveau. Nous faisons allusion au problème du remplacement des capitaux détruits, relaté déjà à l'occasion de l'assurance.

Mais tandis que là bas, il s'agissait de remplacer les capitaux détruits ou usés, ici il s'agit de savoir dans quelle mesure la nouvelle épargne se substitue à l'autre, retiré *volontairement* et par opposition à ce qui se passait dans le domaine de l'assurance *après* l'apparition de la nouvelle épargne. On épargne, soit par prévoyance, soit pour des visées lucratives. Or, il peut arriver qu'une épargne formée seulement dans le but de prévoyance ait été précédemment investie et au bout d'un certain temps profitant de l'entrée d'une nouvelle épargne, s'en retire pour s'employer à la consommation.

Dans ces circonstances l'épargne récemment investie ne pourra pas influencer le volume de la production. Ce phénomène se rencontre surtout dans le domaine des valeurs mobilières, car ce mode d'investissement se prête assez bien au placement des petites sommes.

Le mécanisme que nous avons décrit à l'occasion de l'ana-

lyse de l'investissement en valeurs mobilières ne pourra donc pas jouer toujours, car le vendeur du titre, au lieu de chercher à maintenir son revenu, y renoncera et affectera à sa consommation la somme reçue contre son titre.

Mais il faut insister sur ce que l'épargne nouvellement formée (ou après avoir attendu comme la chose thésaurisée ou affectée à l'épargne flottante) et qui était passée par les canaux susmentionnés, est réellement investie, c'est-à-dire qu'elle est placée dans une entreprise productive et transformée en capital.

Le phénomène d'investissement est créateur du revenu par sa nature intime, et s'il n'arrive pas toujours à augmenter la production, c'est pour une cause étrangère au mécanisme intrinsèque de l'épargne.

Si nous voulons trouver la part d'investissement qui accroît *réellement* la richesse de la société, nous devons déduire de l'ensemble de l'épargne investie, celle qui sert de substitut aux capitaux détruits ou retirés. On appelle souvent cette forme de l'épargne-investissement, la capitalisation. Son évaluation statistique est extrêmement difficile — voire impossible — mais le fait est, que la capitalisation d'un pays augmente quand les investissements accroissent.

SECTION III. — L'ÉPARGNE ET LA CONSOMMATION

Dans un cycle économique le total de la production et l'ensemble du pouvoir d'acquisition sont de même grandeur — voilà un fait reconnu par tout le monde. Ce qui partage les économistes, c'est seulement le rôle attribué par eux aux changements dans la direction du pouvoir d'acquisition, c'est-à-dire à la répartition dudit pouvoir entre l'épargne et la consommation dans le passage de la période

d'essor à celle de dépression, changements qui caractérisent deux principales phases du cycle économique. Nous reviendrons encore à ce problème à l'occasion de l'étude du rôle économique de l'épargne.

Mais il nous est nécessaire d'ores et déjà d'insister sur cette vérité, que le pouvoir d'acquisition ne peut s'absorber que dans l'achat des objets produits et qu'au point de vue du cycle économique ces deux grandeurs sont égales. Il s'ensuit logiquement que quel que soit l'emploi donné au pouvoir d'acquisition disponible (c'est-à-dire sans considérer si le pouvoir d'acquisition est affecté à la consommation immédiate ou à l'épargne, puisque nous avons vu précédemment que toute l'épargne suppose un emploi quelconque) la constatation préliminaire ne peut subir aucun changement.

La section présente sera consacrée à la réfutation de l'opinion contraire et assez généralement répandue que l'épargne restreint la consommation.

Il y a un moment nous avons suivi l'épargne dans ses relations avec la production. Nous avons souligné à cette occasion deux points de rapport de l'épargne avec la production, qui se manifestaient tantôt en la facilitant, tantôt en la finançant. Et, ce qui est beaucoup plus grave, nous avons signalé la rigueur de ces rapports. En passant à présent au problème des relations de l'épargne avec la consommation, une observation semblable s'impose. Et même ces rapports sont tellement intimes que pour désigner l'épargne on emploie les expressions « consommation différée » et la « consommation déviée » ou « transférée ».

Quels seraient donc ses rapports? Comment se comporte la consommation vis-à-vis de l'épargne, s'il faut exclure d'avance que le fonctionnement de l'épargne nuise à la consommation?

Nous tâcherons de répondre à ces questions en expliquant le sens de ce que nous avons dit dans la section précédente, à savoir que la production est l'étape finale de l'épargne, et que le point initial du phénomène de l'épargne est marqué par la soustraction à la consommation d'une partie du pouvoir d'acquisition. Nous examinerons ces deux questions séparément.

Chaque économie étant un continuel devenir, le procès économique forme un circuit fermé. Si les économistes commencent leur exposé d'économie politique par l'une ou par l'autre des grandes catégories économiques, c'est seulement pour faciliter la compréhension des phénomènes et par nécessité d'employer une méthode quelconque. C'est pourquoi Ch. Gide commence son Cours d'Économie Politique par la Production et le finit par la Consommation, et M. Pierson emploie une méthode inverse et il commence son Traité d'Économie Politique par la Répartition et le termine par la Production.

C'est en s'inspirant de ces observations générales qu'il faut apprécier la production comme une *étape finale* de l'épargne. Nous avons voulu dire par là tout simplement, que la « chose » épargnée et investie ne saurait pas éviter, dans son passage de mains en mains, un emploi productif ; mais cela ne prouve dans aucune mesure que le procès économique soit terminé. La production et la consommation étant enchevêtrées l'une dans l'autre et la circulation étant perpétuelle, le cercle économique ne peut avoir ni son commencement ni sa fin.

Il s'agit donc de savoir quelles seront, dans le domaine de la consommation, les répercussions causées par l'affectation du pouvoir d'acquisition libre à la production. La réponse est impliquée déjà dans ce que nous venons de dire

et pour la dégager il suffit d'ajouter que chaque production ne suppose pas uniquement l'offre de produits, mais surtout, et il faut ici insister, la demande. Et la demande, non seulement des matières premières, mais aussi des forces de travail. Tous ceux qui participent au processus de la production bénéficieront de l'épargne travaillant comme capital, et ils deviendront par suite les nouveaux consommateurs. La « chose épargnée » parcourant des anneaux de la production, contribue à fournir la possibilité de satisfaire des besoins à ceux qui n'en avaient pas. Voilà l'explication de la phrase si célèbre de Stuart Mill¹ : « On est plus utile aux travailleurs, non pas par la richesse qu'on consomme soi-même, mais seulement par la richesse qu'on ne consomme pas soi-même. » Cette opinion est aussi celle de Marx; nous citons à ce propos un passage de M. Colson² : « Karl Marx dit que « l'épargne consiste essentiellement à affecter des denrées à « la consommation des ouvriers qui produisent du capital « et il a, en cela, parfaitement raison. Cette remarque fait « bien voir que l'épargne ne réduit nullement la demande « du travail. »

Cependant cette vérité, si simple qu'elle soit, était et est encore souvent méconnue. Par exemple, Sismondi³ en parlant de l'influence des machines sur la crise de la surproduction, estime que l'effet favorable pour l'économie nationale de l'application des machines en industrie, est conditionnée par l'augmentation préalable des revenus. Selon Sismondi, cette augmentation est indispensable pour que les ouvriers, chassés par l'emploi des machines, puissent trouver à s'embaucher ailleurs. Il ne veut pas admettre que la production

1. Stuart Mill. *Principes*, liv. I, chap. iv, § 3.

2. *Cours*, t. I, p. 83.

3. Sismondi. *Nouveaux Principes*, p. 379.

par elle-même (dans ce cas la production des machines) puisse créer la demande de main-d'œuvre.

Dans le cas contraire nous pouvons citer encore Stuart Mill¹ : « Ce mot épargne ne signifie pas que ce qui est épargné n'est pas consommé, ni même nécessairement que la consommation soit différée : il n'exclut pas nécessairement la consommation immédiate, mais veut dire que celle-ci sera faite non par l'épargnant, mais par autrui. » Nous voyons donc qu'il n'existe aucun changement dans le volume du pouvoir de consommation. Le pouvoir d'acquisition affecté à la production, au lieu de l'être à la consommation, ne peut modifier l'importance de cette dernière. L'effet unique de ce phénomène consiste à changer la personne du consommateur immédiat. C'est pourquoi on appelle l'épargne transformée en capital la consommation « déviée² » ou « transférée³ ». La qualificatif « déviée » nous semble mieux démontrer l'essence du phénomène, parce qu'il ne suffit pas de signaler le transfert du droit à la consommation, mais aussi que l'épargne a changé sa direction en s'orientant vers la production.

Nous passons à présent au deuxième point des rapports entre la production et la consommation. Nous devons donc nous expliquer comment nous entendons que l'épargne se commence par la soustraction d'une part du pouvoir d'acquisition à la consommation immédiate. La situation paraît nette : une contradiction indiscutable avec la conclusion précédente, selon laquelle l'épargne ne modifie pas le volume de la consommation. Nous tâcherons tout de même de démontrer que cette incompatibilité est plutôt apparente.

1. Stuart Mill. *Op. cit.*, liv. I, chap. iv, § 3.

2. Lescure. *Op. cit.*, p. 4.

3. Gide. *Op. cit.*, p. 510, t. II.

La consommation en tant que moyen de satisfaire aux besoins est purement individualiste. C'est-à-dire que c'est exclusivement l'individu qui peut consommer. L'épargnant qui n'emploie pas tout son pouvoir d'acquisition dans le but de sa consommation et qui lui donne une autre destination, restreint sa consommation actuelle.

C'est uniquement dans ce sens qu'il faut comprendre la soustraction de la part du pouvoir d'acquisition à l'usage consommatif, nous le répétons, à l'usage consommatif personnel de celui qui épargne. L'ensemble du pouvoir d'acquisition, c'est-à-dire l'addition des actes individuels de consommation ne se trouve pas atteint.

Il faut distinguer ici les diverses destinations que l'épargnant donne à son épargne. Nous avons déjà analysé l'effet que produit la transformation de l'épargne en capital, il nous reste à examiner le deuxième cas, celui de l'épargne réservée en vue de la consommation ultérieure. Or, cette manière d'administration de son revenu, issue du sentiment de la prévoyance, se traduit par une consommation différée.

Mais ceci exclusivement pour l'individu. Car considérant que d'une part, la consommation différée résulte de la prévoyance; et que d'autre part, le sentiment de la prévoyance est propre à tout être humain, on peut soutenir que dans un moment donné, les épargnes retenues en vue de la consommation ultérieure sont compensées par les épargnes antérieurement formées dans le même but et actuellement affectées à la consommation. Et si un excédent se produit, il se transformera en capital et un nouveau circuit commence.

Voilà un aperçu des relations entre l'épargne et la consommation. Ce qui en résulte, c'est que l'épargne, sous n'importe quelle forme, — abstraction faite de la thésauri-

sation qui, même diminuant les effectifs de la consommation n'influence en aucune mesure l'équilibre économique, puisqu'elle refrène en même temps la production, — n'est pas de nature à modifier l'importance du total du pouvoir d'acquisition affecté dans un moment donné à la consommation. C'est pourquoi A. Smith affirme que : « tout ce qui est épargné est finalement consommé ». Si M. Rist ne veut pas reconnaître la vérité de cette phrase, ce n'est pas qu'il conteste l'idée même, mais il remplace le mot de consommation par celui de dépense. Cette différence de terminologie résulte de la manière de définir la dépense et la consommation. M. Rist appelle la dépense tous les canaux¹ par lesquels les revenus s'absorbent, et la consommation, toute dépense en vue d'une satisfaction « finale » du bénéficiaire du revenu.

Dans ce cas il faut effectivement distinguer les deux termes, puisque l'épargne n'implique pas, bien au contraire, la satisfaction des besoins de l'épargnant.

Mais si l'on tient compte de ce que la consommation est *l'utilisation* du pouvoir d'acquisition en vue d'une satisfaction par n'importe qui, et pas forcément par celui qui épargne, on pourrait maintenir la terminologie d'A. Smith.

En conclusion, si l'on voulait définir les rapports entre la consommation et l'épargne, on pourrait dire que l'épargne n'ayant aucun empire sur le chiffre de la consommation, modifie seulement, ce qui n'est d'ailleurs pas sans importance, la distribution du pouvoir d'acquisition disponible, c'est-à-dire du pouvoir de consommation entre les bénéficiaires.

1. Ch. Rist. *Le mécanisme psychologique et social de l'épargne*. Ces canaux sont : 1° la reconstitution du capital ; 2° la mise en œuvre du capital ; 3° la consommation ; 4° l'épargne.

Pour terminer l'analyse des relations de l'épargne avec la consommation et avec la production, nous voulons signaler encore une difficulté qui relève plutôt de la politique de l'épargne que de sa théorie.

Nous avons décrit le mécanisme de ces relations, tel que nous le concevons du point de vue de l'économie mondiale. Mais si on le considère, du point de vue de l'économie d'un pays donné, le fonctionnement du mécanisme peut paraître faussé. Nous faisons allusion à l'absentéisme des capitaux, c'est-à-dire à l'émigration des capitaux ou encore au placement à l'étranger.

Les épargnes formées dans un pays par la soustraction d'une part du pouvoir d'acquisition disponible à la consommation actuelle de l'épargnant, causeraient un préjudice à l'économie nationale si elles étaient placées en fonds d'État étrangers ou en valeurs mobilières étrangères. Pour appuyer cette thèse on cite trois arguments : 1° en émigrant, l'épargne ne se transforme pas en capital dans les pays où elle fut formée ; 2° la diminution de la consommation est définitive ; 3° l'épargne nationale sert à l'économie d'un pays étranger au lieu de servir à celle de son propre pays.

Voilà le raisonnement basé sur les données apparentes, et qui incite souvent l'opinion publique à croire que le placement de l'épargne à l'étranger équivaut à l'émigration de l'épargne même. Heureusement, la réalité ne se présente pas aussi sombre qu'on vient de l'exposer. Il faut d'abord savoir si les émissions des valeurs étrangères sont suivies par l'envoi à l'étranger de la monnaie, ou si cette opération consiste dans l'ouverture des crédits.

Dans le premier cas il y aurait réellement une perte pour l'économie nationale, sous la réserve tout de même de l'utilité que les créances étrangères représentent pour la balance

des comptes. Il faut également tenir compte de ce que l'intérêt touché par les capitalistes serait quasi usuraire.

L'ouverture de crédit qui en réalité se rencontre exclusivement, se ramène à la question des commandes. Les pays souscripteurs, dont les banques ont reçu l'épargne contre des valeurs étrangères, soldent les commandes du pays étranger émetteur. Cette question des commandes fut l'objet d'une analyse détaillée de M. Lescure¹ dans son « Épargne en France », et nous nous bornerons ici à résumer les grandes lignes de son raisonnement. M. Lescure envisage le problème de deux façons : il recherche quel est l'objet de ces commandes, et quel pays les reçoit.

Quant à la première question, il y a deux possibilités :

— Ou bien il s'agit des commandes de navires, de canons, etc..., l'effet alors pour l'économie nationale sera exactement le même que si des valeurs nationales avaient été émises dans le même but ;

— Ou bien il s'agit des commandes des moyens de production. Il faut distinguer entre l'exportation de ceux qui sont destinés à faire la concurrence au pays exportateur, et de ceux qui n'ont pas cette destination. Tandis que l'exportation des premiers n'est pas favorable à l'économie nationale, l'exportation des seconds ouvre de nouveaux débouchés pour l'industrie et le commerce nationaux. Pour notre part, nous estimons que même quand il s'agit d'exporter les capitaux destinés à concurrencer l'industrie nationale, le danger pour celle-ci ne serait pas plus grand qu'en cas d'exportation des matières premières servant à la création de l'industrie concurrente.

Le deuxième problème est de savoir quel pays reçoit les

1. Lescure. *Op. cit.*, p. 27-33.

commandes — ici aussi la thèse d'après laquelle la perte de l'épargne est indiscutable, est exagérée. Même, quand les commandes sont passées à un pays étranger, l'organisation moderne des banques et des bourses est de nature à pouvoir sauver l'épargne nationale.

En effet, pour se procurer les fonds nécessaires au paiement des commandes faites à l'étranger par le pays débiteur, les banques ont recours à l'institution de l'arbitrage. C'est-à-dire les banques achètent les valeurs internationales sur la place de Paris, s'il s'agit par exemple de la France, et les vendent sur la place par exemple de Londres où des commandes ont été passées. Et c'est seulement avec cet argent qu'on soldera l'industrie anglaise. En fin de compte on a substitué les valeurs internationales à celles du pays débiteur, donc l'épargne nationale n'a pas quitté son pays. Au contraire, c'est l'épargne anglaise qui, en achetant les valeurs internationales, a soldé des industriels anglais.

Mais si les banques, au lieu d'acquérir en échange de l'épargne reçue des valeurs internationales, achètent des coupons et les envoient pour payer des commandes, la perte est incontestable.

En résumé, les émissions des valeurs étrangères peuvent causer un préjudice à l'économie nationale, mais ce préjudice n'est nullement inévitable. Et de fait, il se produit rarement.

CHAPITRE III

ANALYSE DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU CONCEPT DE L'ÉPARGNE

L'économie politique est une science d'observation du réel. Cette observation a pour objet de dégager les situations typiques et de constater les phénomènes individuels. Le caractère typique des situations économiques trouve son expression dans les données qui déterminent le point de départ de la construction des concepts individuels ; ces données ont surtout un caractère normatif et sont tirées par la science du cours normal de la vie.

Fidèles à ces principes concernant la méthode, nous avons retracé sommairement, on pourrait même plutôt dire signalé, le schéma de l'épargne, ses contours extérieurs. Nous avons alors constaté que l'épargne possède ses modes caractéristiques de formation et que, dans son fonctionnement, elle est liée intimement avec la production et avec la consommation.

Si nous avons limité notre exposé de la vie de l'épargne aux considérations les plus générales, il n'en résulte aucunement que nous les considérons comme suffisantes pour dégager le concept de l'épargne. L'auteur de cet essai a voulu tout simplement mettre en relief le terrain sur lequel il poursuivra ses investigations. Et ce terrain ne pourra pas être borné ni au domaine de la consommation, ni à celui de

la production, puisque l'épargne intéresse justement l'un et l'autre.

C'est à présent seulement que nous nous engageons dans l'examen plus serré de faits observés, et, conformément à la méthode adoptée, nous essaierons de dégager les situations typiques, là où l'épargne trouve son application et nous tâcherons ainsi de jalonner la route vers la constatation des phénomènes individuels. La notion du revenu, c'est-à-dire la notion du pouvoir d'acquisition disponible, notion fondamentale dans le phénomène de l'épargne, puisque c'est justement sur le revenu que l'épargne est prélevée, nous servira de base dans nos considérations.

Le concept de l'épargne éveille dans l'esprit de ceux qui lui consacrent leurs études, l'idée d'une mise en réserve ou celle de la création d'une nouvelle source du revenu qui est alors la transformation du revenu en capital. L'épargne dans l'acception vulgaire du mot signifie la même chose.

En nous attachant d'une manière générale à cette façon de concevoir le problème, nous commencerons notre analyse par l'examen de l'épargne d'abord au point de vue de la non-utilisation du pouvoir d'acquisition, et ensuite au point de vue de l'utilisation dudit pouvoir.

§ 1. — *La non-utilisation du revenu.*

Le terme *revenu*, compris *sensu stricto*, désigne cette partie du patrimoine qui sert à la satisfaction des besoins. La non-utilisation du revenu devrait signifier alors la non-absorption du pouvoir d'acquisition disponible par la consommation.

Mais ce n'est pas exclusivement dans ce sens qu'il faut entendre l'expression en question, parce que le revenu peut être compris dans le sens plus large, et ce terme désignerait

alors cette partie du patrimoine qui étant renouvelable, peut être dépensée sans diminuer pour cela l'importance du patrimoine. Or, la non-utilisation comprise également dans le sens large, signifierait que le pouvoir d'acquisition reste disponible entre les mains du bénéficiaire du revenu, c'est-à-dire que ledit pouvoir reste susceptible de recevoir un emploi consommatif ou un autre.

La non-absorption du revenu par la consommation, ou tout court la non-consommation, comporte en elle-même sa limitation, puisque les besoins, les plus impérieux du moins, doivent être satisfaits. La non-utilisation du revenu se traduit donc du point de vue de la non-consommation par un excédent de revenu, à la rigueur entièrement consommable, sur le revenu consommé. Mais il faut ajouter immédiatement que pour pouvoir parler de la non-utilisation dans le sens large, il faut que l'excédent lui aussi reste disponible.

Cet excédent sert souvent aux économies comme critérium de l'épargne et même on l'a définie par lui. Dans ce sens, citons par exemple Léon Walras¹ : « L'épargne est la « différence positive entre l'excédent du revenu sur la « consommation et le montant de l'amortissement et de « l'assurance des capitaux proprement dits », ou tout court : « L'épargne est excédent du revenu net sur la consommation. »

Nous analyserons la non-utilisation d'abord sous l'angle de l'excédent-épargne et ensuite du point de vue de l'individu et de la collectivité. Quelle est la forme et quelle est la source de l'excédent-épargne — voilà deux questions qui retiendront notre attention.

1. Malgré ce qu'on pourrait croire d'après cette citation, Léon Walras conçoit l'épargne dans le sens de « saving » anglais, c'est-à-dire dans le sens d'une dépense productive ou d'un placement.

L'excédent-épargne qui représente le pouvoir d'acquisition encore libre, garde sa forme initiale. Cela veut dire que, n'ayant été jusqu'ici l'objet d'aucun emploi, l'excédent du revenu sur les dépenses de consommation revêt la même forme que le revenu lui-même. Si le revenu échoit au bénéficiaire sous forme de numéraire, l'excédent, lui aussi, sera en monnaie. Si le revenu échoit en nature, l'excédent sera aussi en nature. Il serait illogique de supposer un changement de la forme de l'excédent de revenu, puisque justement nous nous refusons d'utiliser cet excédent.

Nous passons à présent à la deuxième question, savoir quelle est la source de l'excédent-épargne? L'opinion la plus répandue est que l'origine de l'excédent épargne réside dans l'abstinence de l'épargnant. Nous ne pouvons adhérer à cette opinion qu'avec beaucoup de réserves. D'abord, est-ce qu'il est juste de parler de l'abstinence de l'épargnant? Donc l'individu ne se nomme épargnant qu'à condition d'avoir un excédent positif de revenu sur sa consommation. Est-ce qu'on explique la source de la fortune d'un homme riche en disant quelle était faite par un homme riche? Nous entrons dans un cercle vicieux qui ne saurait rien expliquer.

Et même en changeant le qualificatif « épargnant » en celui du bénéficiaire du revenu, ou encore en celui du consommateur, est-ce qu'on pourrait qualifier cette réponse comme satisfaisante? Nous estimons que ce n'est pas inadmissible, mais il faut s'expliquer sur la manière de concevoir le mot d'abstinence.

L'abstinence évoque l'idée de sacrifice. Or, dans le phénomène de la formation de l'excédent-épargne, ce n'est pas toujours le sacrifice qui est à sa base. Nous citons à ce

propos M. Truchy¹ qui s'exprime comme suit : « Toutefois, « le lien n'est pas très étroit entre l'épargne et l'idée de « sacrifice. Au-delà d'un certain niveau, l'idée de sacrifice « s'évanouit. Où est-il chez le milliardaire ? Il y a moins ici « épargne au sens traditionnel et bourgeois du mot, qu'ac- « cumulation automatique du capital, transformation néces- « saire en capital, de revenus qui dépassent les facultés de « consommation. Même dans la zone des revenus qui ne « sont pas de cet ordre de grandeur, il y a des gens pour « qui l'épargne est moins un sacrifice qu'un penchant natu- « rel, presque un plaisir. L'avare est le type de ce genre. « Mais bien des gens dans notre milieu économique à qui « ne s'explique pas le nom d'avare, épargne sans regret, « soit qu'une longue habitude les y ait pliés, soit qu'ils « trouvent une joie à l'idée que la sécurité de l'avenir est « assurée à eux-mêmes et à leurs enfants. »

Ensuite l'abstinence suppose une intervention consciente de la volonté de l'homme, qui se traduit par une décision préalable, et nous avons déjà vu, et nous verrons encore, que le pouvoir d'acquisition disponible excède souvent la consommation sans qu'une abstention réfléchie intervienne.

En conclusion, s'il ne faut pas entendre par abstinence la peine que l'homme s'inflige, ni même, en maintes occasions, un acte conscient, quels sens faut-il lui attribuer ? Nous estimons qu'il est préférable de ne donner au terme abstinence que l'importance symptomatique d'une situation de fait. Et de la même façon que pour expliquer la source du mouvement d'une automobile, nous indiquons l'action du moteur comme l'origine de ce mouvement, sans nous préoccuper du rôle du pilote, nous pouvons dire pour le cas de

1. Truchy. *Op. cit.*, t. II, p. 185.

l'excédent-épargne, que l'abstinence en tant que source de cet excédent, se traduit par le fait que la consommation est restreinte au-dessous des possibilités offertes par l'importance du pouvoir d'acquisition disponible.

Nous examinerons à présent la non-utilisation du revenu du point de vue individuel et collectif.

Au point de vue de l'individu la non-utilisation du revenu se manifeste par la restriction du pouvoir d'acquisition affecté à la consommation, et par sa conservation. Deux questions que nous devons mettre en lumière sont : Comment et pourquoi l'individu restreint sa consommation et n'utilise pas l'excédent de son revenu.

Le procédé de la non-consommation est simple, il consiste à comprimer ses besoins. Ce procédé trouve son application dans deux cas.

Dans le premier, en supposant que le revenu à la suite de circonstances propices (augmentation du traitement par exemple) est accru, l'abstention du consommateur se manifeste par le maintien de la consommation au niveau antérieur. Le bénéficiaire du revenu renonce alors à mieux satisfaire ses besoins.

Dans le deuxième cas, si l'on suppose que le revenu est stationnaire, la non-consommation se manifestera par la diminution de la consommation actuelle par rapport à la précédente. Le bénéficiaire du revenu renonce donc à certaines satisfactions qu'il s'accordait jusqu'à présent.

Peu importe, pour l'épargnant, sous quelle forme se manifestera la non-utilisation de l'excédent-épargne. La conservation de l'épargne sous sa forme initiale immédiatement utilisable étant le trait caractéristique de la non-utilisation, il est indifférent pour l'épargnant de garder le surplus-épargne chez lui (le proverbial bas de laine) ou de

le déposer dans une banque ou caisse d'épargne. Nous avons déjà dit que le dépôt à vue s'assimile, au point de vue de la liquidité et de la disponibilité, à la thésaurisation.

La notion du pourquoi de la non-utilisation du revenu implique deux ordres de réflexions : sur le but dans lequel et les motifs pour lesquels on n'utilise pas le revenu. Quant au motif de la non-consommation, il peut être déterminé au moment de la restriction, mais ce n'est nullement obligatoire. Si le motif a été précisé d'avance, il coïncide avec l'un des deux buts de l'épargne qui sont : l'un de différer la consommation, l'autre de transformer l'excédent en capital.

Si le motif n'est pas précisé d'avance, il consiste à ajourner la décision concernant l'emploi du pouvoir d'acquisition disponible.

Quant au motif de la non-utilisation de l'excédent il réside dans le désir de thésauriser.

Nous pouvons à présent réfléchir sur la deuxième idée impliquée dans la notion du pourquoi de la non-utilisation du revenu, c'est-à-dire sur son but. Il faut le rechercher dans l'opération même de la non-consommation et de la non-utilisation de l'excédent. Tandis que le motif peut se trouver en dehors du mécanisme qu'il actionne, le but est rendu évident quand le fonctionnement du mécanisme commence ; de sorte que l'on pourrait identifier le but que l'on vise avec l'effet qui résulte de la restriction de la consommation. En s'inspirant de ces observations on peut désigner comme but de la non-consommation, la formation d'un excédent-épargne, qui sera en même temps l'effet de la restriction de la consommation. Le but de la non-utilisation de l'excédent est de mettre cet excédent de côté, ce dont il résulte qu'il n'a reçu aucun emploi.

Il faut se garder ici de confondre le but de la non-utilisa-

tion avec le but de l'épargne. La notion de la non-utilisation n'épuise pas le concept de l'épargne, car nous retrouverons celle-ci aussi à l'occasion de l'examen de l'utilisation du revenu. Le but de l'épargne est la prévoyance, c'est-à-dire la consommation différée, ou les visées lucratives, c'est-à-dire la transformation de l'excédent-épargne ou du revenu en capital. Et ils correspondent avec le motif de la non-utilisation, mais pas avec son but qui consiste à former et conserver l'excédent qui nous servira ultérieurement.

Le problème de la non-utilisation du revenu a une importance capitale du point de vue de l'individu, puisque celui-ci doit restreindre sa consommation actuelle et ce qui s'ensuit, accumule les réserves en vue de l'avenir, soit pour les consommer ultérieurement, soit pour les transformer en capital, soit enfin pour les thésauriser. Le même problème envisagé du point de vue de la société se présente sous un jour complètement différent. Il faut distinguer ici également entre la non-consommation et la non-utilisation de l'épargne. Les deux questions qui se posent sont : Quelles seront, dans l'ensemble de la consommation collective, les répercussions de la restriction de la consommation individuelle d'une part, et de la thésaurisation individuelle d'autre part.

Le total du pouvoir de consommation ne subira aucun changement, car la restriction de la consommation personnelle se traduit pour la société par la consommation, selon les cas, différée ou déviée, et le mécanisme tel que nous l'avons décrit, remplit son rôle. Il ne faut pas en conclure que la consommation dès le moment où on la restreint, devient de la consommation différée. L'excédent pouvant être employé autrement qu'à la consommation, l'épargne ne s'appelle la consommation différée qu'à la condition d'être

effectivement consommée dans l'avenir. Nous avons voulu souligner tout simplement que dans la vie collective, grâce au grand nombre d'individus agissant de la même façon, la restriction de la consommation en vue de la prévoyance d'un individu donné, se produit dans le même moment que la consommation de l'excédent-épargne par un autre qui l'a formé précédemment. Et si l'individu restreint sa consommation pour transformer l'excédent en capital, la consommation sera effectuée pour autrui, donc ni dans le premier, ni dans le second cas, il n'y a pas de changement dans le volume du pouvoir d'acquisition affecté dans un moment donné aux fins de la consommation.

Dans le cas de la thésaurisation individuelle, c'est-à-dire de la non-utilisation de l'excédent, il y a incontestablement une perte pour l'ensemble de la consommation, car la restriction de la consommation individuelle, n'a aucune contrepartie. Cet état de choses n'est pas cependant nuisible pour la société, car si l'on considère que la consommation et la production se trouvent en même temps diminuées l'équilibre économique ne subit aucun préjudice ; il est seulement peu favorable, puisqu'il entrave le progrès.

Il faut noter ici que la non-utilisation de l'excédent, ce que nous avons appelé la thésaurisation individuelle, ne correspond pas toujours avec la notion de la thésaurisation, telle qu'elle est vue par la société. C'est principalement le cas du dépôt à vue. Pour l'individu, il n'y a par là aucune utilisation de son excédent-épargne, puisqu'il conserve la faculté de revenir en sa possession à toute réquisition, et ce qui est encore plus important, il conserve son épargne sous la *forme initiale*. Mais pour la société ce n'est pas la thésaurisation, puisqu'il y a un placement temporaire.

§ 2. — *L'utilisation du revenu.*

La non-utilisation du revenu se caractérisait par la conservation à l'état libre d'une partie au moins du pouvoir d'acquisition disponible. L'utilisation, comme le sens du mot l'indique, ne saurait se caractériser que par le trait inverse. Et en effet, chaque fois que le bénéficiaire du revenu dépense son pouvoir d'acquisition, ou perd seulement sa disponibilité, nous disons que nous nous trouvons en présence d'une utilisation du revenu.

Les procédés employés par les bénéficiaires du revenu et qui aboutissent aux aliénations ou pertes du pouvoir d'acquisition, feront l'objet du présent examen. Nous nous occuperons d'abord des différents modes d'emploi du revenu par lesquels l'individu se *dessaisit* de son pouvoir d'acquisition, et ensuite de ceux par lesquels *il perd la disponibilité* dudit pouvoir.

L'individu, le bénéficiaire du revenu peut se dessaisir d'une partie de son pouvoir d'acquisition disponible, et il est bien forcé de le faire, en le donnant en échange des biens indispensables à sa subsistance et dont il détruira l'utilité. C'est le cas de la consommation *sensu stricto*, c'est-à-dire entendu dans le sens de l'acte de manger qui s'applique exclusivement aux objets matériels.

Ensuite, l'individu peut offrir le pouvoir d'acquisition dont il dispose, contre des biens qui ne sont pas des objets matériels, par exemple les honoraires d'un médecin, d'un avocat, les places de théâtres, etc... Les biens de cette catégorie que nous appelons des services, sont aussi de la consommation, puisque l'individu en tire la satisfaction de certains de ses besoins.

En dehors de ces deux cas de consommation, le bénéficiaire du revenu a encore deux autres moyens de dépenser son pouvoir d'acquisition. Le premier consiste à l'anéantir, l'autre à l'offrir sans rien recevoir en échange.

Dans le premier cas, il s'agit de dépenser le pouvoir d'acquisition de telle manière qu'il ne servira à rien ni à celui qui dépense, qui se débarrasse de son revenu, ni à personne d'autre, puisqu'on ne le transfère pas, mais on l'anéantit. C'est le cas d'un maniaque qui jette l'argent à la Seine ou le cas de ceux qui allument leur cigarette avec un billet de cent francs. Si rarement que cela arrive dans la vie, il faut signaler tout de même cette façon de dépenser, car elle diminue le pouvoir de consommation de l'individu, et par différence avec la consommation, elle diminue aussi celui de la collectivité. Cette manière de dépenser le revenu se traduit donc par une perte sèche.

Comme dernier procédé de dépense du pouvoir d'acquisition disponible, il faut citer les œuvres de charité. L'individu offre son pouvoir d'acquisition sans aucune contrepartie. Pour lui c'est une perte nette, mais pas pour la société.

Nous passons à présent au deuxième mode d'emploi par le fait duquel le bénéficiaire du revenu perd sa disponibilité. Dans ce domaine il faut également distinguer des procédés différents, ils seront au nombre de deux. D'abord l'individu peut donner son pouvoir d'acquisition disponible en échange d'un bien qui satisfera un besoin quelconque et qui ne perdra pour cela, ni son utilité, ni sa valeur. On retourne donc au domaine de la consommation, quoique on ne trouve ici aucune destruction des biens utilisés. Or, ce qui caractérise la consommation, ce n'est pas la destruction des biens mais la satisfaction qu'elle procure. Nous citons

Ch. Gide qui s'exprime comme suit, au sujet de la destruction des biens, dans le sens naturellement de destruction de l'utilité ou de la valeur¹ : « C'est une nécessité « fâcheuse, mais qui n'est pas essentielle à la consommation. La consommation est la cause finale et, comme le « nom le dit si bien, l'accomplissement de tout le procès « économique, production, circulation, répartition. »

Il faut placer dans cette catégorie d'emploi du revenu, les acquisitions de vêtements, de meubles et de tous les biens qui ne se détruisent pas au premier usage. La consommation la plus désirable est celle où la jouissance ne cause aucun préjudice à l'objet; la consommation d'art en fournit l'exemple.

Il y a donc une grosse différence entre les deux manières de consommer, entre celle que nous avons décrite, lors de notre examen du premier mode de dépense du revenu et celle que nous avons retrouvée, lors de l'examen du second.

Cette différence ne tient ni à l'essence, ni à la substance de la consommation, mais aux effets que ces deux manières de consommer produisent dans l'état du pouvoir d'acquisition de l'individu. Tandis que dans le premier cas le bénéficiaire s'en déssaisissait définitivement, dans le second il reste son propriétaire, mais il ne peut plus en disposer à son gré, puisque le pouvoir d'acquisition est engagé. Lorsque l'on achète un tableau pour orner le mur de son appartement, on ne diminue pas par là son pouvoir d'acquisition — on change simplement sa forme qui, au lieu d'être libre, se trouve immobilisée dans et représentée par la valeur du tableau.

Le dernier emploi que le revenu est susceptible de rece-

1. Gide. *Op. cit.*, t. II, p. 434.

voir, consiste à offrir le pouvoir d'acquisition disponible en échange des valeurs productives d'intérêt. On désigne cette manière de la gestion du revenu par le mot « placement ». Et c'est dans ce sens, nous l'avons déjà vu, qu'A. Smith, Stuart Mill et avec eux beaucoup d'autres économistes, notamment anglais, conçoivent l'épargne; ils éliminent donc du concept de l'épargne l'idée d'une mise en réserve, l'idée, nous le répétons, qui est tellement à la base de l'acception française du mot. Cette manière d'administration du revenu consiste en une transformation du revenu en capital; nous avons appelé cette forme de l'épargne, épargne-capital. Nous devons tout de même faire observer qu'il y a également le phénomène de transformation en capital dans la notion de cette épargne qui apparaît à l'occasion de la non-utilisation du revenu. Mais tandis qu'à propos de l'utilisation du revenu — épargne-capital — c'est le revenu lui-même qui se transforme en capital, dans le phénomène de la non-utilisation c'est l'épargne-accumulation de valeurs non consommées, que l'on a l'intention de transformer en capital. L'explication de cette différence est assez aisée, car en supposant comme nous l'avons fait, par la définition même de l'utilisation, que chaque portion du revenu est utilisée, il n'y a pas place, lors de ces manipulations, pour un excédent-épargne *préexistant* à la décision d'achat d'immeubles, de valeurs mobilières, en un mot de capitaux productifs d'intérêt.

Or, puisque nous ne trouvons aucune mise en réserve, c'est tout simplement le fait de la création d'une nouvelle source du revenu pour l'avenir, le fait causé par le placement, qui confère à cette manière d'utiliser le revenu le droit au vocable « épargner ».

Nous avons dans le domaine de l'épargne-capital deux

questions que nous nous proposons d'éclairer un peu. La première est : quel est le mécanisme de la transformation du revenu en capital ; la seconde : de quelles manières différentes l'épargnant voit se modifier, par l'épargne-capital, la disponibilité et la liquidité de son pouvoir d'acquisition.

Le problème du mécanisme de la transformation du revenu en capital se présente différemment si on l'envisage du point de vue individuel ou collectif. Pour l'individu l'affaire est simple, il emploie une part de son revenu à l'acquisition des richesses qui ne sont pas destinées à lui fournir une satisfaction immédiate, mais qui aboutissent à augmenter son pouvoir d'acquisition disponible dans l'avenir. Il n'est pas question ici de la formation d'un capital de production. Lorsque l'individu achète une maison ou une valeur mobilière, ce sont pour lui de nouvelles sources de revenu. Mais dans l'achat du capital, il n'a pas considéré, du moins pas obligatoirement, la création d'un nouveau capital dans le sens d'un nouvel objet produit¹. Ce qu'il faut entendre par le mot « capital », c'est seulement le capital lucratif, la source juridique du revenu, et nous ajoutons que la transformation en capital se présente indifféremment qu'il s'agisse de la transformation du revenu ou celle de l'excédent-épargne.

Si l'on serre le problème d'un peu plus près, le phénomène qui semble si simple pour l'individu, apparaît comme beaucoup plus compliqué. Son ambiguïté ressort dans toute son ampleur si, au lieu de se placer au point de vue de l'individu vivant dans la société, on se place au point de vue

1. Nous faisons maintenant abstraction de la productivité des investissements en général, car il s'agit ici de considérations du point de vue individuel.

de la société même. Pour la société, l'apparition d'un nouveau capital se traduit par de nouveaux moyens de production, et nous avons eu soin d'y insister précédemment, tous les investissements aboutissent à la création d'un nouveau capital de production. Or, chaque fois que l'individu transforme son revenu en capital, source juridique du revenu, il y a dans ce fait un symptôme de la naissance d'un nouveau capital productif dans la société. Le vrai aspect du problème du mécanisme de l'épargne-capital se manifeste donc par la transformation du revenu en capital de production.

La clef du problème se trouve dans le phénomène de la division du travail, qui caractérise la société d'échange. Nous citerons ici quelques constatations, tenant aux faits les plus simples et qui servent de prémisses à notre raisonnement pour la démonstration du mécanisme de l'épargne-capital. Savoir : 1° le capital est un produit ; 2° en tant que produit le capital doit être fabriqué ; 3° pour produire il faut disposer de forces productives, c'est-à-dire de forces de travail ; 4° les forces de travail se distribuent dans la société d'échange, grâce au fonctionnement du mécanisme de l'offre et de la demande des services ; 5° le revenu nécessaire à l'acquisition des forces productives, représente le pouvoir d'acquisition disponible ; 6° le revenu est affecté généralement à la satisfaction des besoins, c'est-à-dire à l'acquisition des biens de consommation qui sont, eux aussi, des produits.

Supposons à présent que le bénéficiaire du revenu n'épuise pas le total de son pouvoir d'acquisition dans l'achat des biens consommables, mais acquière une valeur mobilière par exemple, qui sera pour lui la source d'un dividende. C'est tout pour l'individu, son rôle est terminé. Mais le processus économique poursuit son cours.

D'une part, les forces de travail jusqu'ici occupées à la fabrication des biens de consommation, se trouvent inoccupées par suite de la non-consommation de l'individu. D'autre part, le vendeur du titre dispose à présent d'un pouvoir d'acquisition qui, abstraction faite du cas où il « mangerait son capital », est en quête d'un placement productif d'intérêt. Ce dernier contribuera à l'accroissement direct ou indirect de la quantité de biens consommables, et cet accroissement constitue un revenu pour notre vendeur. Faute d'un placement rémunérateur ancien, il (le vendeur) sera forcé de créer un nouveau capital de production. Pour arriver à cette fin, il fait appel aux forces de travail libérées par « l'abstention à consommer » de l'acheteur de la valeur mobilière et il les fait travailler dans la production de ce nouveau capital.

Voilà les grandes étapes de la transformation du revenu en capital et celles-ci ne sont rien d'autre que les faits, si bien connus et précédemment récapitulés dans l'ordre inverse. Nous pouvons en conclure que l'apparition d'une nouvelle personne désireuse d'augmenter son revenu par la voie de transformation d'une partie de ses ressources actuelles en capital, se traduit par l'augmentation de la quantité des produits.

Pour terminer l'examen du mécanisme de la transformation du revenu en capital, nous citerons encore Böhm-Bawerk¹ qui s'exprime comme suit : « ... il faut, avant que
« le capital puisse être effectivement formé, que les forces
« productives nécessaires à sa formation soient d'abord
« économisées en les prenant sur la jouissance immédiate
« de la vie.

1. Böhm-Bawerk. *Théorie positive du capital*, liv. II, chap. IV.

« Une épargne de forces productives, car les forces productives et non les biens capitalistes eux-mêmes, sont l'objet immédiat de l'épargne. C'est là un point important sur lequel il convient, en présence de l'opinion courante qui ne s'y est point arrêtée, d'insister fortement. On économise les moyens de jouissance ; par là on épargne des forces productives, avec lesquelles on peut enfin produire des biens capitalistes. »

Nous passons à présent à la deuxième question que nous avons posée au commencement de l'examen de l'épargne-capital, savoir quelles sont ses répercussions sur la disponibilité et la liquidité du pouvoir d'acquisition de l'épargnant. Il faut signaler tout d'abord que l'épargnant ne se dessaisit nullement de son pouvoir d'acquisition, mais perd seulement sa disponibilité. Au lieu de le posséder liquide ou disponible immédiatement, l'épargnant conserve son pouvoir d'acquisition sous la forme de la valeur achetée.

On pourrait se demander ici quelle est au juste la différence entre l'épargne et la consommation sous sa seconde forme — achat d'objets d'art, par exemple, puisqu'elles exercent les mêmes effets sur le pouvoir d'acquisition, — elles l'engagent. Or, on peut citer deux différences capitales : la première relève des buts de l'utilisation du revenu, la seconde réside dans les modifications subies par le pouvoir d'acquisition.

1° Le but de l'utilisation du revenu-consommation est la satisfaction des besoins actuels. Le but de l'utilisation du revenu-épargne est d'augmenter le revenu dans l'avenir.

2° Lorsque l'individu épargne, par ce fait même il restreint sa consommation. Mais l'importance théorique de la restriction de la consommation dans le cas de la transformation de l'excédent-épargne est beaucoup moindre que

dans le cas de la transformation directe du revenu en capital. Tandis que là-bas la restriction de la consommation était *l'origine* de l'excédent-épargne, ici elle n'est que *l'effet* de l'utilisation du revenu en vue de créer une nouvelle source de revenus.

Après avoir exposé la notion de l'épargne, telle qu'elle nous est apparue lorsque nous avons examiné l'utilisation et la non-utilisation du revenu, nous allons à présent examiner les notions caractéristiques qui y interviennent.

Nous retenons les notions suivantes : 1° *la non-consommation*; 2° *la conservation de l'excédent* qui résulte de la non-consommation; 3° *la création d'une nouvelle source* de revenu, et enfin 4° *le pouvoir d'acquisition disponible*. Les trois premiers points s'appliquent aux actes de la non et de l'utilisation du revenu, le dernier à la « chose » qui fait objet de ces actions. L'objet de notre examen sera de savoir dans quelle mesure nous pouvons utiliser ces notions en vue de la délimitation du concept de l'épargne. Nous les examinerons séparément.

§ 3. — *Analyse des différents aspects de l'acte d'épargne.*

La non-consommation par le bénéficiaire d'une partie de son revenu est indispensable pour qu'il y ait formation d'un excédent, pour que celui-ci puisse être mis en réserve et enfin pour qu'on puisse effectuer un placement. En effet, si le bénéficiaire du revenu avait consommé entièrement son revenu, toute épargne deviendrait impossible.

Il s'ensuit que la non-consommation apparaît comme une condition d'existence de l'épargne, mais elle ne saurait pas constituer, à elle seule, l'acte d'épargne. Et pour appuyer cette thèse il suffit, à notre avis, de rappeler que la

non-consommation ne joue pas le *même* rôle dans le phénomène de la non-utilisation du revenu, que dans celui de l'utilisation. Tandis que dans le premier cas, nous avons constaté que si nous ne consommons pas, nous ne faisons rien du tout, donc nous épargnons (thésaurisons), l'épargne-capital n'est pas uniquement liée à la non-consommation, puisqu'on peut utiliser le revenu autrement que dans un but de jouissance ou d'investissement. Quoiqu'il soit certain que si nous achetons une valeur mobilière, nous ne pouvons pas en même temps consommer la part de revenu qui fut consacré à cet achat, cette remarque ne suffit pas tout de même pour voir dans la non-consommation l'acte de l'épargne-capital ; tout au plus pourrait-on dire que la non-consommation l'accompagne toujours. Nous citerons à ce propos M. Rist qui s'exprime comme suit¹ : « La source
« principale des confusions dont nous avons cru pouvoir
« relever quelques-unes chez les meilleurs économistes, est
« essentiellement la définition purement négative que l'on
« persiste à donner à l'épargne. On le considère essentielle-
« ment comme une abstention. L'épargne est, pour tous les
« auteurs, une non-consommation. »

« Or, il y a bien des manières de ne pas consommer un
« revenu consommable, de même qu'il y a bien des manières
« de n'être pas coupable... Je puis mettre mon revenu en
« réserve, c'est-à-dire, ne pas dépenser du tout, je puis le
« dépenser à la création d'un revenu neuf ou le verser
« comme prime d'assurance sur la vie. Mais je puis encore
« le jeter à la mer, en faire des largesses, ou les distribuer
« en œuvres de bienfaisance. Tous ces actes sont des actes
« de la non-consommation. Tous ces actes impliquent une

1. *Le mécanisme social et psychologique de l'épargne*, p. 413.

« abstinence. Ces actes pour cela sont-ils tous l'épargne?
« Évidemment non. »

Nous citerons encore la suite du raisonnement de M. Rist, parce qu'on trouve ici la base à la réfutation des théories qui définissent l'acte d'épargne essentiellement comme un acte d'abstention : « Tout acte économique implique un choix
« entre diverses alternatives. On pourrait même dire que
« c'est par le choix impliqué dans chacun d'eux, que les
« opérations de production, de consommation et d'échange
« ont un aspect économique et non seulement physique ou
« technique. La gestion économique d'un revenu n'est pas
« autre chose qu'une série de choix effectués par le bénéficiaire du revenu. L'aménagement économique d'une
« société consiste à répartir ses ressources productives
« suivant certains choix. Se décider pour une alternative,
« c'est donc renoncer par le fait même à toutes les autres
« qui sont infiniment nombreuses. Il est irrationnel de
« désigner l'acte par les alternatives auxquelles on renonce
« plutôt que par celle qui a été choisie.

« Acheter un chapeau, c'est aussi ne pas acheter tous les
« autres objets que l'on aurait pu obtenir pour le même
« prix. C'est en même temps ne pas l'employer à la reconstitution du capital, ou à la création du revenu neuf. Dans
« ces conditions, définir un acte économique par un seul de
« ses aspects négatifs, c'est ne pas le définir du tout »

Nous voyons ainsi que la notion de la non-consommation n'est pas de nature à nous éclairer au sujet du concept de l'épargne, peut-être alors la notion de la conservation de l'excédent de revenu consommable sur le revenu consommé nous permettra-t-elle de sortir de ce dilemme? Or, nous verrons que la conservation ne s'adapte pas mieux que la non-consommation à cette notion de l'épargne qui

apparaît lorsque nous examinons l'utilisation du revenu.

A la base de l'idée de la conservation se trouve l'idée d'ajournement de l'utilisation. C'est dans ce sens que Bastiat¹ déjà définissait l'épargne : « Épargner, c'est mettre « volontairement un intervalle entre le moment où l'on « rend des services à la société et celui où l'on en retire des « services équivalents » Nous trouvons le même fondement chez Ch. Gide qui définit l'épargne par la consommation différée : « ... ce sont là deux actes tout à fait indépendants, « car l'épargne trouve en elle-même son propre but et se « suffit à elle-même ». Voilà une façon catégorique de distinguer l'épargne et le placement qui, d'ailleurs, dans la dernière édition² du Cours de Ch. Gide semble être atténuée.

Nous sommes donc amenés à limiter la notion de l'épargne à une simple mise en réserve et nous sommes ainsi d'accord avec Beauregard³ qui dit : « L'abus de langage consiste « à désigner par un seul mot deux faits particulièrement « distincts : l'épargne, c'est-à-dire l'effort d'abstinence⁴, et « la destination donnée à la richesse épargnée ». et encore plus nettement : « Épargner est une chose et dépenser en est « une autre. »

Mais cette conception de l'épargne est sujette à maintes critiques. Certains économistes estiment qu'il est inexact de représenter l'épargne comme une conservation du revenu

1. Bastiat. *Harmonie économique*, chap. iv, p. 494.

2. Le passage que nous venons de reproduire est cité par M. Rist et M. Divisia. Or, dans la dernière édition du Cours d'Economie politique de M. Gide, nous trouvons le passage suivant : « Il faut insister sur ce fait que « le placement est « un acte de consommation » afin de réfuter l'erreur si « générale dans le public que ce qui est placé est soustrait à la consommation », t. II, p. 510.

3. Beauregard. *Op. cit.*, 8^e leçon.

4. Nous dirions plutôt abstention, abstinence désignerait pour nous une tendance habituelle, alors que abstention serait un acte, une décision.

pour une transformation ultérieure en capital. La condamnation de cette opinion se trouve chez M. Rist, dont nous citerons un passage¹ : « D'abord le placement n'a nul besoin
« d'être précédé d'une accumulation préalable... Je donne,
« par exemple, à ma banque l'ordre de souscrire à un
« emprunt avec le produit des coupons qui doivent m'échoir
« à cette même date. J'épargne au sens courant du mot
« (qui est ici le sens d'A. Smith), et pourtant je n'ai mis
« aucune somme en réserve. C'est ici le placement lui-même
« qui constitue l'épargne. On ne voit pas comment l'on
« pourrait y découvrir deux opérations distinctes, qu'on
« appellerait l'une épargne, l'autre placement.

« D'autre part, l'accumulation préalable des sommes
« successives est une méthode générale, qui précède bien
« d'autres opérations que le « placement » ou la « consom-
« mation différée » de M. Gide. »

En conclusion nous pouvons soutenir que ni l'une, ni l'autre des actions de la non-utilisation du revenu ne nous suffit pour délimiter les contours de l'épargne. Essayons maintenant d'examiner l'acte de l'utilisation du revenu, la transformation en capital.

Nous sommes ici obligés de faire une distinction entre deux aspects que peut revêtir la création du capital, suivant le sens que l'on attribue au mot capital.

Tout d'abord, si l'on adopte les définitions du capital et du revenu, telles qu'elles furent données par I. Fisher, savoir que le capital est la quantité des richesses existantes à un moment précis et que le revenu est le flux total des services émanant de ces richesses, il est complètement impossible de transformer un revenu en capital.

1. Rist. *Quelques définitions de l'Épargne*, p. 739.

Mais il y a bien d'autres définitions du capital. M. Truchy qui définit l'épargne précisément par la transformation du revenu en capital, définit le capital et le revenu comme suit¹ : « Pour l'individu, personne physique ou morale, le « revenu est la portion de ses biens qu'il espère voir se « renouveler à mesure qu'il la consomme et que, par consé-
« quent, il peut consommer sans s'appauvrir ; le capital
« est la partie durable du patrimoine, celle que l'administra-
« teur diligent... doit s'efforcer de garder intact et, si
« possible, d'accroître. » Si l'on adopte cette définition du capital toute mise en réserve devient capital, car : « l'homme
« qui, au lieu de consommer tout son revenu disponible en
« réserve une part, se crée du capital, il épargne et c'est en
« ce sens, que l'on peut dire que l'épargne est la source
« du capital² ».

Or, dans cette manière de concevoir le capital on ne trouve plus d'idée de la création d'une nouvelle source de revenu, création propre à la transformation du revenu en capital. Donc elle ne suffit pas à délimiter le concept de l'épargne.

L'acception de capital, telle que nous l'avons adoptée à la suite de Böhm-Bawerk, selon lequel le capital consiste en instruments de production, jette une nouvelle lumière sur notre problème. Nous devons ici rappeler qu'à l'occasion de l'examen du mécanisme économique de l'épargne-capital nous avons insisté sur le fait que ce mécanisme aboutit à transformer le revenu en capital *productif*. La distinction entre le capital lucratif et le capital productif est assez généralement admise ; M. Truchy appelle le capital intervenant dans le phénomène de la production, capital

¹ et ². Voir p. 6.

d'entreprise, et celui qui apparaît à l'occasion de la répartition, capital lucratif ou juridique.

Mais pas beaucoup plus que précédemment, cette nouvelle manière de concevoir le capital, ne nous avance dans nos recherches. Si la transformation du revenu en capital doit se manifester par la création d'une nouvelle source de revenu, dans le sens d'un *nouveau produit*, le phénomène de la mise en réserve reste en dehors du mécanisme; il n'est point indispensable.

En fin de compte nous ne pouvons pas retenir la transformation du revenu en capital, comme une définition générale de l'acte d'épargne, puisque tantôt elle détermine une mise en réserve seulement et tantôt elle ne détermine que la création d'un nouveau produit.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de cette revue des différents actes dont chacun s'applique à une seule forme de l'épargne, sans que l'on puisse confondre les autres sous son vocable? Il nous semble que la cause de toutes ces difficultés réside dans le désir de réunir en une seule notion des éléments distincts. Il ne s'ensuit pas qu'il faille borner le concept de l'épargne à une seule des actions précitées, en y éliminant toutes les autres, mais au contraire que le concept de l'épargne, trouve son expression à l'occasion des différents actes. Cela veut dire que le concept de l'épargne embrasse plusieurs phénomènes.

Dans l'opération de l'épargne, il n'existe pas d'acte unique et à elle particulièrement propre; tous ces actes n'ont pas de but par eux-mêmes, car ils sont simplement les moyens d'atteindre un objectif. C'est seulement en introduisant la notion du but de l'épargne que nous pourrions nous rendre compte si et lequel de nos actes peut devenir l'acte de l'épargne.

Nous avons déjà fait à plusieurs reprises allusions au but de l'épargne, notamment à l'occasion des observations concernant le motif de la non-consommation. Nous avons dit alors que les buts de l'épargne se traduisent par un ajournement de la consommation et par la formation d'un capital. Mais ceux-ci déterminent plutôt les voies conduisant vers un but, que le but lui-même. Le but de l'épargne est très nettement dégagé par M. Lacombe¹ dont nous citerons le passage essentiel : « Le vrai but de l'épargne est non de
« soustraire une¹ valeur à la consommation, mais de subs-
« tituer une consommation plus utile le plus souvent repro-
« ductive à une moins utile, surtout à une vaine destruc-
« tion. C'est pour remplir cette fin que l'épargne réserve
« le produit, c'est-à-dire le garde pour un autre temps
« quand une consommation différée offre plus d'utilité
« qu'une consommation immédiate, ou par un autre usage
« quand il peut plus avantageusement servir à créer de
« nouveaux produits. »

1. *Nouv. Dict. d'Économie Politique* de Léon Say et Chailley, article *L'épargne*, signé par Lacombe. Nous citons la définition et l'argumentation *in extenso*.

« Sous quelque forme qu'elle se produise, l'épargne trouve ses conditions
« d'existence dans un excédent soit des produits, sur des biens de consom-
« maton, soit des forces productives sur ceux de la production.

« Son caractère primordial est d'être mis en réserve totale ou partielle,
« soit de cet excédent, soit de l'utilité, qu'il représente; cette conservation,
« d'ailleurs, n'est pas un but mais un moyen (ici se trouve le passage donné
« dans le texte).

« S'il fallait enfin définir l'épargne par le but qu'elle se propose on pourrait
« dire qu'elle est l'ordre introduit dans les consommations suivant leur
« degré d'utilité et cette définition, est à nos yeux, plus vraie qu'aucune de
« celles qui ont été données jusqu'ici. » Cette définition de l'épargne est
critiquée par M. Divisia dans son « Épargne et la richesse collective » qui
reconnaissant d'ailleurs son bien-fondé général lui reproche d'être trop
compréhensive, p. 29.

Nous signalons à ce propos l'opinion de M. Krzyzanowski, dans sa *Théorie et la Politique de l'Épargne*, et de M. Kempner, dans l'article qu'il a publié à *Ekonomista* en 1923..., selon laquelle la méthode du raisonnement aboutissant à l'épargne est une application en matière d'économie de la méthode logique qui est le guide des raisonnements précédant toute activité.

Le but de l'épargne apparaît alors comme l'amélioration de la situation économique de l'épargnant.

Si nous examinons à présent la non-consommation, la conservation et la transformation en capital, en tenant compte du but de l'épargne, nous verrons que ces trois actes ne sont pas efficaces au même degré, pour amener l'épargnant à améliorer sa situation économique.

Quant à l'acte de non-consommation, il est incapable par lui-même, d'amener une amélioration, ou comme l'écrit Lacombe, d'influencer le degré d'utilité de la consommation ultérieure, puisque ayant un caractère passif, la non-consommation apparaît toujours conjointement avec un autre acte. La non-consommation est la condition de l'épargne et l'accompagne toujours. S'il s'agit de la conservation ou de la transformation de l'excédent en capital, la non-consommation précède ces actes, et s'ils s'agit de la transformation en capital, elle en découle.

La conservation de l'excédent qui garde le revenu à la disposition de l'épargnant, constitue déjà par elle-même un acte d'épargne, puisque l'individu disposera dans l'avenir d'un pouvoir d'acquisition plus important. Mais la conservation étant temporaire par sa nature, elle n'est qu'une forme transitoire, et l'excédent du revenu consommable sur le revenu consommé, objet de la conservation, sera un jour utilisé, c'est-à-dire qu'il sera, abstraction faite comme insignifiant, d'autres modes d'emploi du revenu, consommé ou transformé en capital. La consommation différée et la transformation d'excédent en capital devient le prolongement de la conservation, qui détermine alors, elle aussi, l'acte conduisant à l'amélioration de la situation économique de l'épargnant.

Quant à la transformation directe du revenu en capital, elle

aboutit à augmenter le revenu en avenir, — donc à améliorer la situation de l'épargnant. Il faut insister ici sur le fait, que d'après leur nature et fonctionnement, la transformation directe et celle de l'excédent sont analogues.

En terminant l'examen de l'acte de l'épargne nous pouvons maintenir notre hypothèse préliminaire, selon laquelle l'épargne trouve son application à propos de procédés de gestion divers du revenu. L'ajournement de la consommation et la transformation du revenu ou de l'excédent en capital étant des opérations distinctes, il est impossible de remplacer l'une de ces dénominations par l'autre. Si nous voulons donner une définition de l'acte de l'épargne, nous devons nous résigner à une désignation plutôt qu'à une définition proprement dite — la diversité des opérations qui y interviennent nous y oblige.

Or, en tenant compte de l'aboutissement de ces opérations nous pouvons dire qu'il y a trois actes de l'épargne, l'ajournement de la consommation, c'est à-dire la consommation différée, et la création d'une nouvelle source du revenu, c'est-à-dire la transformation du revenu ou de l'excédent en capital. On pourrait y ajouter le troisième : la conservation temporaire de l'excédent. C'est ainsi que l'on distingue selon ces trois actes différents, l'épargne prévoyance, l'épargne-capital et la thésaurisation — forme transitoire de l'épargne.

Nous voulons justifier encore pourquoi nous avons appelé la consommation différée, la prévoyance. L'épargne étant faite en vue d'une amélioration de la situation économique de l'épargnant, celui n'ajourne la consommation que s'il juge que dans l'avenir l'utilisation du pouvoir d'acquisition disponible lui sera plus utile qu'à présent, et contribuera ainsi à améliorer sa situation économique *future*. C'est exactement

à cause de cette idée concernant l'amélioration que nous appelons la consommation différée, l'épargne-prévoyance. Il faudra distinguer tout de même entre l'épargne-prévoyance et la simple distribution de la consommation qui sera par exemple dans le cas de celui qui ajourne au soir l'achat du pain, qu'il devait faire le matin. Il n'y a là aucune idée d'amélioration de la situation future, — donc pas d'épargne-prévoyance.

§ 4. — La « chose » épargnée.

Il nous reste encore la quatrième et dernière notion que nous avons retenue à la suite de notre exposé de la non-utilisation et de l'utilisation du revenu, savoir la notion du pouvoir d'acquisition disponible. Nous nous proposons à présent de démontrer que le pouvoir d'acquisition disponible est la « chose » que l'on épargne.

Avant d'aborder cet examen, il nous faut pour ne pas être soupçonné d'avoir confondu l'épargne et le revenu, expliquer la manière dont nous concevons les rapports entre le revenu et le pouvoir d'acquisition disponible.

Le revenu, représentant toujours le pouvoir d'acquisition disponible et nouveau, n'est, comme dit M. Truchy¹, qu'une catégorie de comptabilité résultant de la distinction entre ce qui peut, à un moment précis, être consommé et ce qui ne peut pas l'être, c'est-à-dire le capital.

Le pouvoir d'acquisition disponible et, nous ajouterons tout de suite, nouveau, par opposition à celui qui redevient disponible à la suite d'une vente par exemple, est un pouvoir d'acquisition encore en attente de recevoir un emploi, c'est-à-dire celui qui n'a reçu jusqu'ici *aucune destination* précise.

1. *Op. cit.*, t. I, p. 36.

Le revenu et le pouvoir d'acquisition disponible seraient donc tout un? Nous ne le croyons pas, car tandis que le revenu comporte toujours le pouvoir d'acquisition disponible, ce dernier déborde la notion du revenu. En effet, le pouvoir d'acquisition disponible ne se nomme le revenu qu'à un instant précis, *au moment même* où il échoit à son bénéficiaire et *avant* qu'une décision concernant son emploi ait été prise. Une fois affecté, le pouvoir d'acquisition disponible cesse d'être le revenu, mais pas forcément d'être disponible. Par exemple, si nous mettons une part de notre revenu dans le tiroir pour la garder durant quelques mois, nous ne le considérons plus comme un revenu et pourtant c'est toujours un pouvoir d'acquisition disponible.

Cette remarque faite, nous pouvons revenir à l'examen du pouvoir d'acquisition disponible. Ce pouvoir, par le fait même que les hommes peuvent l'utiliser en vue de la satisfaction de leurs besoins pour la production, revêt deux aspects : celui d'un pouvoir de consommation et celui d'un pouvoir de production. Et c'est ainsi que le pouvoir d'acquisition disponible peut être considéré comme la « chose » que l'on épargne. Nous vérifierons cette supposition en examinant à ce point de vue la thésaurisation, l'épargne-prévoyance et l'épargne-capital.

La thésaurisation qui répond à la notion de la non-utilisation est par sa définition même la soustraction du pouvoir d'acquisition disponible à tout emploi. Donc la thésaurisation se caractérise par la conservation en disponibilité de la forme initiale dudit pouvoir.

En considérant que d'une part, la thésaurisation ne revêt encore, ni l'aspect du pouvoir de production, ni celui du pouvoir de consommation, et que d'autre part, pour s'employer elle est forcée de revêtir l'un ou l'autre de ces

aspects, nous pouvons soutenir que ce sont exactement le pouvoir de consommation et le pouvoir de production — le pouvoir d'acquisition en général, — que nous épargnons en thésaurisant.

Quant à l'épargne-prévoyance, elle revient à différer la consommation. La question de savoir ce que nous épargnons dépend ici de la conception que l'on se fait de la consommation.

Si l'on se représente la consommation comme la destruction de l'utilité ou de la valeur d'un bien, la consommation différée apparaît comme une mise en réserve de ce bien qui constitue donc la « chose » que l'on épargne. Cette conception de la consommation est, selon notre opinion, inacceptable car, si on l'adoptait, on aboutirait à voir l'épargne dans tout intervalle qui sépare le moment de la destruction de l'utilité ou de la valeur du bien consommé du moment de son acquisition. Quand j'achète par exemple le matin le pain pour le manger le soir, y a-t-il là une épargne? Certainement non.

Ensuite, si l'on se représente la consommation comme une satisfaction des besoins, la consommation différée apparaît comme un ajournement de cette satisfaction; le bien mis en réserve afin de servir ultérieurement à l'apaisement du besoin, constitue donc, de la même façon que précédemment, la « chose » que l'on a épargnée.

Mais en adoptant cette manière de concevoir la consommation on risque de voir dans le phénomène de l'épargne deux sortes de consommation. Nous citons à ce propos M. Divisia¹ qui s'exprime fort justement, à notre avis, comme suit : « Si le mot de consommation répond à l'idée

1. Divisia. *Op. cit.*, p. 10.

« de satisfaction directe des besoins humains, ne peut-on
« dire que l'épargne répond directement au besoin d'épar-
« gner; si, poussé par ce besoin, un individu met en réserve
« une somme qui pourrait être mieux employée, il détruit
« par là de l'utilité pour répondre à son besoin d'épargne,
« donc il « consomme ». L'épargne serait donc à la fois une
« « consommation actuelle » et une « consommation dif-
« férée ». »

L'auteur de cet essai a adopté une autre conception de la consommation qui se rapproche d'ailleurs de la conception précédemment citée, dans ce sens que le pourquoi de la consommation reste toujours la satisfaction des besoins. Mais tandis que là-bas la satisfaction déterminait le but de la consommation, ici elle constitue le motif pour lequel nous visons à jouir de biens.

La jouissance peut impliquer ou non la destruction de l'utilité, de la chose qui procure la satisfaction, et son trait caractéristique réside dans la satisfaction finale du besoin. Mais il nous semble que cette caractéristique ne suffit pas pour avoir une idée claire de la consommation, puisqu'elle comporte aussi un prélèvement sur le revenu. Il faudrait donc pour compléter la définition de la consommation introduire la notion de la contre-partie, la notion de ce que nous abandonnons pour satisfaire à nos besoins. En définitive, on pourrait se représenter la consommation comme *l'utilisation du pouvoir d'acquisition en vue de la satisfaction des besoins*. La consommation différée serait alors *l'utilisation différée* du pouvoir d'acquisition en vue de la satisfaction.

Étant admise cette manière de représenter la consommation, l'épargne-prévoyance s'accomplit avant l'utilisation du pouvoir d'acquisition disponible, de sorte que la « chose »

épargnée n'apparaît plus comme le bien, la richesse qui nous servira à satisfaire nos besoins, mais comme le pouvoir d'acquisition lui-même, encore non utilisé et conçu comme le pouvoir de consommation. Nous citerons à ce propos M. Rist¹ qui, en réfutant la thèse d'après laquelle les approvisionnements constitueraient l'épargne, s'exprime comme suit : « ... le moment où l'opération de l'épargne s'accom-
 « plit est celui où le revenu n'est pas encore dépensé. C'est
 « à cet instant que l'on décide si le revenu sera consommé,
 « mis en réserve ou dépensé à la création d'un revenu
 « neuf. Or les approvisionnements résultent d'une dépense
 « de revenu qui a pour fin la consommation. Les appropi-
 « sionnements, une fois effectués, la question du savoir si
 « le revenu sera consommé ou épargné ne se pose plus ; la
 « décision est prise en faveur de la consommation. On ne
 « saurait ni désigner du même nom le revenu non dépensé
 « et l'objet acheté avec ce revenu, ni faire une théorie
 « valable simultanément pour deux catégories économiques
 « aussi différentes que du pouvoir d'achat non dépensé et
 « des biens de consommation approvisionnés. »

Passons à présent à l'épargne-capital. Elle se caractérise par l'augmentation du revenu et tend à créer un nouveau capital.

Nous avons déjà cité à une autre occasion² cette phrase de Böhm-Bawerk où il insiste avec tant de force sur le fait, que pour créer un capital on économise les moyens de jouissance, on épargne par là des forces productives avec lesquelles on peut enfin produire des biens capitalistes. Or, il ressort de ce passage, à l'évidence même, l'opinion du célèbre économiste que la « chose » épargnée ce sont les

1. *Quelques définitions de l'épargne*, p. 731.

2. *V.* p. 90.

forces productives. Et peu importe qu'il s'agisse de la transformation directe du revenu ou de celle de l'excédent pré-existant, en capital. Dans le premier cas, si par exemple nous achetons une valeur mobilière, nous n'épargnons pas des chaussures qui se trouvent chez le chausseur et que nous aurions pu acheter, mais le travail des ouvriers destiné à la fabrication d'autres chaussures qui auraient remplacé celles que nous n'avons pas achetées.

Dans le second cas, exactement la même chose, si une accumulation de fonds a précédé l'achat de la valeur mobilière cela signifie : ou bien que nous avons thésaurisé — donc épargné le pouvoir d'acquisition disponible qui, dès le moment de la décision prise en faveur de l'épargne-capital, revêt l'aspect du pouvoir de production,

— ou bien que l'accumulation fut effectuée sous la forme de l'épargne flottante, et celle-ci ne diffère pas par sa nature de l'épargne-capital, puisque son affectation aux buts de la production est décidée.

En conclusion de ce triple examen nous estimons que nous pouvons maintenir notre supposition initiale que ce sont le pouvoir de consommation et le pouvoir de production, tous les deux pouvoirs d'acquisition, qui constituent la « chose » épargnée.

§ 5. — *Résumé et Conclusions.*

Pour terminer l'analyse des éléments du concept de l'épargne, résumons à présent nos résultats et regardons dans quelles mesures ils nous aident à définir le concept de l'épargne.

Nous avons vu tout d'abord qu'il n'existe pas un *acte unique* dans l'opération de l'épargne et que de ce côté on ne

peut pas espérer obtenir une indication suffisante pour délimiter le concept de l'épargne. Nous avons constaté seulement que partout où il y a une épargne, elle est combinée avec la non-consommation, mais celle-ci ne détermine que le côté négatif d'un autre acte positif.

Ensuite, nous avons vu que le but de l'épargne est l'amélioration de la situation économique de l'individu. Mais cela est-il suffisant pour donner une idée claire de ce phénomène? Toute activité économique tend vers cet objectif. Nous citons à ce propos M. Divisia¹ : « On ne peut pas
« toutefois s'abstenir d'observer qu'avec une définition aussi
« compréhensive, il y a de l'épargne partout, tout acte de
« distribution des consommations devenant acte d'épargne ;
« il y a épargne de la part de celui qui boit son vin rouge
« avec le rôti, au lieu de le boire au début du repas, mais il
« y a aussi épargne de la part de celui qui conserve son
« bien pour plus tard, mais aussi du fils de famille qui
« trouve plus d'utilité à dissiper son patrimoine qu'à con-
« tinuer à le placer, de la part du capitaliste qui prête ses
« capitaux à l'industriel, mais aussi de cet industriel qui
« trouve plus utile de consommer dès à présent des
« richesses importantes en investissements. » Bien que ces observations aient été émises par M. Divisia dans son examen critique de la définition de l'épargne donnée par M. Lacombe, est-ce qu'elles ne vaudraient pas autant contre une définition plus large encore que « l'ordre introduit dans les consommations d'après leur degré d'utilité » — celle qui voudrait définir l'épargne par *amélioration* en avenir de la situation économique de l'épargnant? Et encore pourrait-on ajouter que l'amélioration de la situation de fortune d'un individu

1. Divisia. *Op. cit.*, p. 29.

peut se produire d'une manière complètement étrangère à l'épargne, par exemple par le hasard d'un gain de jeu, ou d'un vol. Une notion si générale ne suffit donc pas par elle-même, pour délimiter le concept de l'épargne.

Nous avons vu enfin que les forces de consommation et celles de production constituent la « chose » épargnée. Mais pour qu'elles puissent être qualifiées d'épargne, elles doivent subir des procédés particuliers de gestion. Donc il est impossible de définir l'épargne uniquement par l'objet épargne.

Or, est-ce vraiment impossible de *préciser le concept de l'épargne* par les caractères propres à sa nature, ou ce qui revient au même est-il impossible de la *définir*? Ce qui est certain, c'est que cette définition et il s'agit naturellement d'une définition acceptable à la majorité des économistes, n'a jamais été énoncée. Il y a des économistes qui, devant ce « spectacle de ruines », comme dit M. Divisia¹, déconseillent de chercher un criterium général de la définition; ils disent que les économistes peuvent se servir du mot de l'épargne dans les différents sens selon l'utilité qu'il présente pour leur doctrine. Nous citerons à ce propos M. Divisia²: « Scientifiquement il est de mauvaise méthode « de vouloir considérer le mot « épargne » comme une « donnée et de s'efforcer de déterminer ce qu'il contient. « C'est la méthode exactement inverse qui est la bonne : « l'étude scientifique crée le concept et pour la commodité « du langage, le recouvre ensuite, comme d'une étiquette « d'un nom déterminé. Libre donc aux économistes de se « servir du mot épargne pour recouvrir tel concept de leur

1. Divisia. *Op. cit.*, p. 32.

2. *Idem*, p. 160.

« science qu'ils jugeront utile, sauf aux lexicographes à en
« tenir compte par la suite, s'ils le désirent. »

Pour notre part, nous estimons qu'il serait excessif que les auteurs usassent du mot épargne avec tant de liberté. Le mot épargne existe dans le langage courant, il possède un sens et il faut en tenir compte dans les définitions scientifiques car : « Une bonne définition doit toujours remplir
« deux conditions, elle doit être utile à l'analyse scientifique,
« et elle doit être d'accord avec l'usage populaire et instinctif¹. » C'est, d'ailleurs, l'opinion également des autres économistes comme Böhm Bawerk, Adolph Landry et tant d'autres.

En conclusion, si l'auteur de cet essai n'a pas prétention de donner une définition succincte de l'épargne, il estime tout de même que l'on pourrait marquer les grandes lignes de son concept. Quoique aucun des éléments ici traités, ne paraisse capable de donner un aspect complet de l'épargne, tous ces éléments réunis présentent un intérêt considérable pour jeter une lumière sur notre problème. Rappelons que ces éléments sont : la notion de la non-consommation, la notion des actes qui l'accompagnent, la notion du pouvoir d'acquisition, la notion de l'objectif de l'épargne.

Ceci posé, on pourrait dire que nous sommes en présence du phénomène de l'épargne chaque fois que nous rencontrons simultanément :

1° Consommation restreinte (diminuée par rapport aux possibilités offertes à l'individu par le montant de son revenu).

2° Ou bien *la conservation du pouvoir d'acquisition*, conçu comme tel ;

1. Fisher. *Op. cit.*, p. 125.

Ou bien *ajournement de la consommation* réalisé également par la *conservation du pouvoir d'acquisition*, conçu cette fois comme pouvoir de consommation;

Ou bien enfin *création d'une nouvelle source du revenu* réalisée par la *transformation* du pouvoir d'acquisition disponible, conçu comme pouvoir de production.

Et 3° Comme but de ces actes, amélioration de la situation économique de l'individu.

Dans cette esquisse du phénomène de l'épargne nous avons donc inséré tous les éléments qui interviennent à l'occasion de la thésaurisation, de l'épargne-prévoyance et de l'épargne-capital. Ces trois phénomènes diffèrent quant à l'acte, ce qui sépare les deux premiers de l'épargne-capital. Mais malgré cette différence, ils ont tous trois le même objet, ils impliquent tous trois la non-consommation et s'appliquent au même objet. Aussi faisons-nous entrer la thésaurisation, l'épargne-prévoyance et l'épargne-capital au sein du même concept de l'épargne.

CHAPITRE IV

L'ÉPARGNE EN U. R. S. S.

Dans l'analyse des éléments constitutifs du concept de l'épargne, nous avons tenté de prouver que malgré la diversité de formes que l'épargne peut revêtir, elle ne correspond au fond qu'à un seul concept qui embrasse à la fois le phénomène de la thésaurisation, celui de l'épargne-prévoyance et encore celui de l'épargne-capital.

Mais il pourrait sembler que notre représentation de l'épargne est assez loin de pouvoir s'appliquer absolument à toutes les éventualités devant lesquelles la vie peut nous placer. Et voilà pourquoi :

Dans tout ce qui précède nous nous sommes servis de données tirées du fonctionnement de l'épargne dans l'économie soi-disant capitaliste, comme prémisses de notre raisonnement. On pourrait donc être porté à croire que le concept de l'épargne, ne pouvant embrasser dans l'économie socialiste le phénomène de l'épargne-capital, ne trouve sa justification que dans l'économie « bourgeoise ». Et c'est exactement l'opinion, d'ailleurs très atténuée par l'expérience, des économistes soviétiques qui, ne considérant le capital que comme un travail « cristallisé », prêchent le caractère strictement capitaliste des notions comme « monnaie », « marché », « épargne ».

Or, en voulant démontrer ici que l'épargne est un concept

indépendant du régime économique et de ses formes, nous dirions même indépendant des conditions du lieu et de temps, nous nous occupons à présent de savoir comment et sous quel aspect l'épargne apparaît en U. R. S. S.

On divisera cet examen en trois parties : la première sera consacrée à l'épargne-capital, la seconde à l'épargne-prévoyance et la troisième à la thésaurisation.

§. 1. — *L'épargne capital en U. R. S. S.*

D'après les conclusions du chapitre précédent, il faut pour que le phénomène de l'épargne apparaisse, que quelques phénomènes subordonnés interviennent simultanément ; à propos de l'épargne-capital il s'agit de déceler les phénomènes de la non-consommation, de la libération des forces productives et de la création d'un nouveau capital.

Dans l'économie individualiste, la pierre de touche du phénomène de l'épargne est marquée par un prélèvement libre opéré sur le revenu en vue d'obtenir dans l'avenir un supplément de revenu. En U. R. S. S. l'État étant seul producteur, c'est lui seul qui doit se soucier de trouver les ressources nécessaires à la création des nouveaux capitaux et, comme il doit pour s'en procurer, entraver le pouvoir de consommation des habitants, nous allons essayer de démontrer que nous sommes en présence d'une épargne d'État. C'est en examinant comment le gouvernement de l'U. R. S. S. a réussi à alimenter son plan quinquennal, que nous verrons, s'il y a lieu de parler de l'épargne-capital en U. R. S. S.

Le plan quinquennal a pour objet l'industrialisation de la Russie en une période de cinq ans, à l'heure actuelle terminée d'ailleurs, mais prolongée encore de cinq ans. Pour arriver au but proposé, il fallait disposer de ressources en

proportion avec cette entreprise d'immense envergure. Les frais d'exécution du plan furent évalués¹ à 90 milliards de roubles et ils devaient être supportés principalement par le budget (44 milliards), ensuite par les entreprises industrielles (19 milliards), par le crédit (6 milliards), par les majorations d'assurances (9 milliards) et enfin par les diverses ressources de la Russie (6,5 milliards).

Afin de mieux mettre en relief la différence quant aux manières, dont les États se procurent les fonds d'investissement en Russie et en Europe, et de souligner à quel point les différents procédés donnent des effets semblables, nous examinerons toutes ces ressources séparément.

Le budget en U. R. S. S. comporte deux catégories de recettes : l'impôt et les bénéfices des entreprises. L'impôt est principalement indirect car le produit de l'impôt indirect est évalué au budget de 1932 à 15 milliards 250 millions de roubles, tandis que le produit total des impôts s'élève à 16 milliards 753 millions de roubles. Cela signifie que c'est un impôt de consommation qui, impliqué dans le prix de vente, l'augmente et rejette tout son poids sur le consommateur russe. L'impôt indirect est payé par les entreprises et vise spécialement le chiffre d'affaires. Il est vraiment choquant de constater que les socialistes et les communistes ont introduit cet impôt en Russie, tandis que dans tous les pays ils luttent contre l'impôt indirect, lui reprochant d'être antidémocratique et de peser lourdement sur la classe laborieuse.

Ensuite viennent les bénéfices des entreprises qui, déduction faite de l'amortissement de l'amélioration des engins, alimentent le budget. Il faut aussi mentionner les bénéfices

1. Tous les chiffres que nous citons dans ce chapitre sont reproduits des livres de M. Lescure : *Le Bolchevisme de Staline* et *La Révolution russe*.

des Chemins de fer et des Postes évalués à 3 milliards 700 millions de roubles et les opérations de crédit, 4 milliards 350 millions de roubles. La plus importante position de recettes est quand même celle des entreprises industrielles qui, à elle seule, est marquée par 26 milliards.

Les dépenses budgétaires comportent : les dépenses administratives (plus de 4 milliards), celle des chemins de fer, des postes et télégraphes (environ 4 milliards), les dépenses industrielles, nécessitées par l'exécution du plan (16 milliards) et enfin le crédit public et les dotations diverses (2 milliards et demi environ).

Nous revenons à présent à la part prise par les entreprises industrielles dans l'exécution du plan. D'après le projet elles doivent fournir 19 milliards. Pour parvenir à ce résultat on était obligé d'accroître les bénéfices. Pour cela, deux moyens s'offraient, à savoir : la diminution du prix de revient et la hausse du prix de vente. Le premier a pour résultat la diminution de salaire et cause la mauvaise qualité des produits, le deuxième pèse lourdement et directement sur le consommateur. Ces procédés ont fourni 13 milliards de roubles.

Le crédit est le troisième moyen d'alimenter les investissements. Bien que cette ressource ne joue pas un grand rôle dans la répartition de charges financières de plan quinquennal, son examen présente un intérêt considérable au point de vue doctrinal. Les emprunts intérieurs auxquels recourt le gouvernement soviétique, apportent aux souscripteurs un intérêt et constituent ainsi une brèche, non pas unique d'ailleurs, dans la doctrine selon laquelle la rémunération du travail est la seule légitime. Nous assistons ici à un des détours caractéristiques de la politique soviétique. D'abord,

« Pour résoudre un problème de répartition, le socialisme a
« compromis la production et l'essor des entreprises indis-
« pensables dans un pays à population croissante¹ », et
ensuite pour faire revivre cette production, il compromet le
principe de sa doctrine économique.

Bien que l'ouvrier russe ne puisse pas se dérober à la
souscription, M. Liubimoff² estime que le vrai caractère de
ces emprunts les assimile aux emprunts patriotiques et il
s'exprime comme suit : « ... Les masses laborieuses consi-
« dèrent l'achat du titre non seulement comme un acte
« d'intérêt personnel, mais comme en quelque sorte de
« devoir social ou de service public à l'égard du développe-
« ment économique du pays. » Et ensuite, pour prouver
cette thèse M. Liubimoff ajoute : « Les porteurs de titres
« peuvent les vendre à n'importe quel moment et en quan-
« tité illimitée au cours du jour, habituellement plus élevé
« que le cours d'émission fixé par la Banque d'État... 75 à
« 80 p. 100 des titres achetés restent entre les mains des
« souscripteurs primitifs. »

Nous voulons bien croire que l'ouvrier russe souscrive les
emprunts très volontiers et même avec une profonde joie,
surtout quand l'intérêt est assez élevé ; il est vraiment
impossible de pénétrer jusqu'en son for intérieur, mais ce
qui est un fait, et ce qui nous intéresse principalement, c'est
qu'on ne lui demande pas son avis et qu'on déduit le prix
du titre de son traitement en diminuant ainsi son pouvoir
de consommation actuelle.

Cette dernière remarque s'applique également au qua-
trième et au cinquième moyen d'alimenter les investisse-
ments, savoir aux majorations des cotisations d'assurances

1. Lescure. *La Révolution russe*, chap. x, p. 346.

2. Les Finances de l'U. R. S. S. dans la *Rev. Pol. et Parlm.*, 29 janvier 1928.

sociales et de contributions des syndicats ouvriers et des coopératives. Quant aux assurances, bien qu'elles soient supportées par les entreprises, leur majoration exerce une influence sur le montant des salaires et des prix de vente.

Voilà les moyens par lesquels l'État se procure en U. R. S. S. les fonds nécessaires aux investissements. Ce qui en résulte, c'est que le pouvoir de consommation se trouve restreint. C'est donc à ce point de vue que l'épargne d'État en U. R. S. S. ressemble à l'épargne pratiquée dans les autres pays, elle en diffère par son caractère obligatoire. Nous citerons à ce propos M. Lescure¹ qui s'exprime comme suit : « Si l'on serre le problème d'un peu plus près, ces « ressources représentent un *sacrifice demandé au consommateur russe*... En tout cas c'est le consommateur qui paye « les frais : son prix d'achat est majoré par l'impôt, par la « politique léonine des ventes, des entreprises d'État. » Un peu plus loin nous trouvons le passage suivant : « Un prélèvement très original sur le consommateur, prélèvement obligatoire et d'État, remplace ce resserrement « de la consommation qui résulte ailleurs de l'épargne et de « la privation libre, que pratique le consommateur en vue « de former des capitaux. Le résultat est le même : un fonds « de réserve est constitué en vue de produire des biens de « production. Il alimente les « investissements », au lieu « d'aller à la consommation directe. »

Nous sommes alors en présence de l'épargne d'État, car c'est l'État lui-même qui assignant à chacun sa part de pouvoir d'acquisition, destinée à la consommation, effectue le prélèvement, et par là libère les forces de production nécessaires à la formation de nouveaux capitaux. Mais est-

1. Lescure. *Le Bolchevisme de Staline*, chap. iv, p. 94.

ce que l'on pourrait dire, en se plaçant au point de vue de l'ouvrier russe, qu'il y a une épargne. Il nous semble que si, car de la même manière qu'ailleurs l'épargnant livre ses disponibilités à un entrepreneur pour augmenter son revenu dans l'avenir, l'ouvrier russe rend à l'État-entrepreneur, quoique obligatoirement et pas toujours sciemment, ce qu'il aurait pu consommer, pour obtenir un meilleur salaire et pour être mieux servi dans l'avenir. Du moins c'est l'objectif de l'épargne d'État.

Quel jugement pourrait-on porter sur cette nouvelle forme de l'épargne ? Il est assez difficile de donner une réponse catégorique ; si l'on regarde les statistiques, on voit que le revenu en U. R. S. S. de 1928-1932 s'est accru quatre fois, mais on trouve aussi que la production a augmenté de très peu, que la production agricole a même diminué. La clef de ce dilemme réside dans le fait que d'une part, c'est le gouvernement soviétique qui fixe d'office les prix, qui sont alors indépendants de la quantité de la circulation monétaire. D'autre part, le rouble, à la suite de la hausse des prix, a perdu beaucoup de son pouvoir d'achat depuis 1928. « La « dépréciation du rouble — dit M. Lescure¹, n'est pas « un phénomène monétaire. Elle nous permet cependant de « comprendre l'accroissement des budgets, pendant la « période d'exécution du plan ; elle nous permet d'expliquer « cette « réserve de pouvoir d'achat », qui a permis de faire « face aux dépenses du plan et qui rappelle l'épargne « privée. »

C'est précisément à cause du rôle assez effacé de la monnaie que nous sommes sceptiques, dans une certaine mesure, quant aux résultats de l'expérience russe. Les investisse-

1. Lescure. *Le Bolchevisme de Staline*, chap. IV, p. 98.

ments sont particulièrement favorisés dans l'économie crédito-monnaire, grâce à la division du travail entre le capitaliste et l'entrepreneur, et grâce au jeu de taux d'intérêt, dont les fluctuations déterminent l'orientation des capitaux libres. En U. R. S. S. le gouvernement doit se heurter, faute d'un critère monétaire, à des difficultés dans leurs calculs de la productivité de ses entreprises, qui comportent nécessairement un jugement arbitraire.

§ 2. — *L'Épargne-prévoyance en U. R. S. S.*

Nous passons à présent à la deuxième forme de l'épargne, à l'épargne-prévoyance. Il pourrait apparaître que dans un pays comme l'U. R. S. S. où l'État assume tous les soucis concernant le bien-être actuel et futur des habitants, il n'y a pas place pour cette forme de l'épargne qui a pour but d'assurer l'avenir en cas de maladie, du chômage, etc... Pourtant les Caisses d'Épargne qui sont le principal organe de l'épargne-prévoyance existent bien en Russie. Le motif de cette concession à l'égard de l'économie dite capitaliste, n'est peut-être pas celui d'offrir aux ouvriers l'occasion de former des capitaux, mais il réside essentiellement dans le besoin impérieux d'argent qu'éprouve l'État ; le taux d'intérêt assez élevé et oscillant entre 6-9 p. 100 en sert de preuve¹.

Les économistes soviétiques ont constaté que sans collaboration de la société, toute entière, on ne parviendrait jamais, ni à trouver des moyens nécessaires à la construction des industries nouvelles, ni à mobiliser toutes les forces de travail. C'est d'ailleurs aussi à l'application de ce principe

1. *Neue Bankwirtschaft*, n° 34, 1934.

que le plan quinquennal doit la possibilité de son exécution. La même idée a guidé le gouvernement en U. R. S. S. quand il procède en 1923 à la création des premières Caisses d'Épargne, de sorte que celles-ci vont se joindre aux impôts, à la majoration des prix et à la baisse du prix de revient, aux emprunts enfin, dans leur tâche de drainer de la société tous les capitaux improductifs pour les rendre à l'État. D'où le dédoublement des fonctions des Caisses.

Les Caisses d'Épargne en U. R. S. S. ont donc comme but principal non seulement d'accumuler les épargnes, mais aussi celui d'accumuler tous les moyens disponibles de la population. La méthode choisie afin d'atteindre ces buts, est celle de l'organisation spéciale du système du paiement des salaires qui basée sur les principes de la circulation sans intermédiaire de la monnaie, rend possible d'une part, le versement des traitements sur les comptes des bénéficiaires et, d'autre part, l'accomplissement des paiements au nom du bénéficiaire par la voie de transferts¹. Les Caisses d'Épargne en Russie ont un caractère analogue avec les Chambres de Compensation, ce qui est conforme aux vœux émis par le deuxième Congrès Panrusse des Conseils économiques² de supprimer la monnaie. On a résigné momentanément de la réalisation totale de ce plan, mais l'examen de la question est poursuivi.

Il est intéressant de noter le développement des Caisses qui accusent un essor considérable, malgré l'impossibilité pratique en U. R. S. S. de disposer à son gré de l'épargne, ce qui prouve d'ailleurs que les visées lucratives ne sont pas

1. *Przegląd Oszczednościowy*, n° 1, 1933.

2. Lescure. *La Révolution russe*, ch. ix, p. 283.

uniques dans l'action d'épargner. Nous citerons à ce propos quelques chiffres¹ :

1923 . . .	41.500.000 Rb.	1928 . . .	353.200.000 Rb.
1924 . . .	15.000.000 —	1929 . . .	589.200.000 —
1925 . . .	46.400 000 —	1930 . . .	752.000.000 —
1926 . . .	126.116.300 —	1931 . . .	1.156.700.000 —
1927 . . .	208.300.000 —	1932 . . .	1.217.500.000 —

Quant à l'emploi de leur fonds, les Caisses d'Épargne participent largement à la souscription des emprunts, elles accordent les prêts sur gage, etc...

Pour terminer avec les Caisses d'Épargne, il faut noter encore, que les dépôts à destination précise trouvent également en U. R. S. S. son application. Nous citerons ici un passage caractéristique du compte rendu des Caisses ouvrières d'épargne² : « Conformément aux dispositions « officielles, le nombre de dépôt à destination précise « s'accroît constamment, sur 680.000 machines à coudre qui « seront produites en 1931, 500.000 machines resteront à la « disposition des Caisses d'Épargne pour leurs clients (le « prix de la machine à coudre peut être versé par 4 à « 15 mensualités régulières). »

§ 3. — *La thésaurisation en U. R. S. S.*

Il nous reste encore à étudier la troisième forme de l'épargne, savoir la thésaurisation. Il faut distinguer ici entre la thésaurisation en matière et en monnaie.

Quant à la thésaurisation monétaire, il nous paraît qu'après ce que nous venons de dire au sujet des divers moyens par lesquels l'État draine les disponibilités, la thésaurisation monétaire ne devrait jouer qu'un rôle insignifiant. C'est

1. *Bulletin mensuel de Statistique de la S. D. N.*, 1^{er} octobre 1932.

2. *Przegląd Oszczednosciowy*, n° 1, 1933.

d'ailleurs seulement au commencement de la N. E. P., plus précisément à partir du 13 août 1921¹; que le Gouvernement soviétique a accordé le droit de posséder des quantités illimitées de monnaie.

Quant à la thésaurisation monétaire, elle est assez importante; les expéditions répressives que le Gouvernement russe envoie afin de rechercher surtout le blé, en portent le témoignage. Le paysan préfère souvent garder les produits de la terre pour les consommer dans l'avenir, que les vendre à l'État qui paie un vil prix. Mais il nous semble qu'il est vraiment difficile de parler de thésaurisation *sensu stricto* en U. R. S. S., le paysan gardant les produits agricoles pour sa consommation personnelle. Il est préférable, à notre avis, de parler plutôt de l'épargne-prévoyance d'une économie primitive. Il arrive aussi souvent que l'État lui-même stocke les produits agricoles, et ce, non seulement pour constituer une réserve des vivres qui aurait permis de ravitailler les ouvriers occupés à construire des usines, mais également pour les revendre ultérieurement à un prix plus élevé.

Nous avons donc vu qu'en Russie, dans un pays dont l'économie nationale est organisée sur les principes socialistes, l'épargne existe sous ses différents aspects. En tant qu'épargne-capital, suffira-t-elle au redressement économique de l'U. R. S. S. L'épargne d'État, l'épargne obligatoire pourra-t-elle remplacer l'épargne privée? L'avenir nous en rapportera la réponse; à présent il est difficile, voire impossible de se rendre compte si la capitalisation en Russie progresse et dans quelle mesure, car nous ne savons même pas combien exactement de capitaux furent détruits. Ce qui nous

1. Lescure. *Op. cit.*, chap. x, p. 304.

intéresse principalement dans l'expérience russe, c'est son trait saillant déterminé par le caractère obligatoire des prélèvements et par la gestion étatiste des fonds accumulés¹.

Ce dernier point retiendra à présent notre attention, car nous tenons à insister, avant de terminer l'examen de l'épargne d'État, sur le problème de l'épargne dans l'Économie dirigée si souvent préconisée comme moyen de sortir des difficultés économiques contemporaines.

§ 4. — *L'épargne et l'économie dirigée.*

Dans le cas de l'U. R. S. S. nous sommes en présence d'un État qui assume à la fois la tâche d'accumuler, de libérer le pouvoir d'acquisition et d'en disposer. Mais l'ingérence de l'État peut se produire également sous une forme moins étendue et, tout en laissant aux individus la liberté de choisir entre la consommation immédiate et l'épargne, elle permet à l'État de dresser le plan de la distribution des fonds accumulés. Nous arrivons ainsi à la conception de l'épargne dirigée. Mais avant d'examiner en quoi elle consiste exactement et de la critiquer, disons quelques mots concernant l'économie dirigée en général.

L'économie dirigée suppose que l'on distingue deux aspects de l'acte directeur : élaboration du plan d'expansion d'une entreprise et exécution pratique de ce plan. Il y a par là une analogie frappante entre l'économie dirigée et la politique des cartels : plusieurs entrepreneurs forment une entente pour limiter par exemple leur production. La différence réside dans le fait de la libre décision de cette entente, mais si l'on considère les Codes du Président Roosevelt, le

1. Même les dépôts des disponibilités à la Caisse d'Épargne, deviennent de plus en plus obligatoires à la suite du zèle dans le recrutement des dépositaires qui sont contraints à céder devant la pression administrative.

contenu reste le même : l'entrepreneur garde la direction de son entreprise dans les limites prescrites par la convention ou par le Code. Ce qui donc caractérise l'économie dirigée, c'est le partage de la direction (direction « interne » de l'entrepreneur et direction « externe » de l'État), partage modelé sur la politique de cartels et qui constitue une dérogation à l'économie libérale, sans cependant atteindre la direction unique de l'État caractérisant le système soviétique.

Dans le domaine de l'épargne, l'État intervient souvent et sous des formes diverses, mais il n'y a pas toujours lieu de parler d'épargne dirigée. Si par exemple l'État décrète des lois ayant pour but la sécurité et la liquidité des dépôts, ce ne sont que les actes d'un État protecteur. Même rôle protecteur de l'État dans les cas de difficulté financière d'une Caisse d'Épargne. Il arrive aussi que l'État exerce une influence sur la politique de placements des Caisses d'Épargne en recommandant certaines valeurs, mais bien qu'il y ait dans ce cas une intervention assez poussée de la part de l'État, ce n'est pas encore l'épargne dirigée, puisque l'obligation formelle manque. L'épargne dirigée apparaît¹ seulement au moment où l'État assume le soin de distribuer les fonds accumulés par l'épargne, en laissant uniquement aux Caisses la direction interne.

Les conséquences de cette ingérence de l'État peuvent être de deux sortes². D'abord, la distribution des fonds par l'État donnerait la préférence aux investissements de l'État ou aux industries considérées par lui comme les plus importantes à l'économie nationale. Cette éventualité n'est

1. On pourrait admettre que l'épargne dirigée fait son apparition quand l'État fixe d'office le taux d'intérêt des dépôts et intervient par ce moyen pour limiter la concurrence entre les Caisses.

2. *Przegląd Oszczędnościowy*, n° 4, année 1934. L'article de M. Brzeski « L'Épargne et l'Économie dirigée ».

pas très rassurante, car l'État n'est pas nécessairement plus compétent que ses citoyens, pour juger de la valeur d'une telle branche de la production. En tout cas l'État en prenant entre ses mains le choix de l'emploi des fonds, changerait leur destination antérieure — autrement cette mesure serait inutile — et certaines branches de la production jusqu'à présent alimentées par l'épargne seraient privées de capitaux.

La deuxième conséquence de l'épargne dirigée est encore d'une plus grande importance. Les Caisses d'Épargne n'ayant que la direction intérieure, ne pourraient plus garantir ni la sécurité, ni la liquidité des dépôts. La sécurité serait garantie par l'État, cela va de soi, mais la liquidité ? Les Caisses n'en pourraient plus assumer la responsabilité. Et pourtant cette condition — liquidité — est d'importance capitale : si la liquidité est mise en question, le retrait des dépôts commence.

En définitive, l'application de la conception d'économie dirigée en matière d'épargne, amène une contradiction¹ entre deux devoirs de l'État : le premier consiste à enlever aux Caisses la responsabilité quant à la sécurité et la liquidité des dépôts, puisque c'est l'État lui-même qui doit diriger leur emploi, l'autre consiste à protéger l'épargne. Ces deux besoins sont difficiles à concilier.

Si l'on pousse l'analyse plus loin on arrive au moment où l'État, en présence de la diminution de l'épargne, sera obligé d'élargir son ingérence dans ce domaine et de recourir à l'épargne obligatoire. Mais l'exemple de la Russie

1. Il y a également une contradiction interne dans la fixation par l'État du taux de l'intérêt. D'une part, pour encourager l'épargne il faut que l'intérêt soit élevé et, d'autre part, le crédit — contre-partie de l'épargne, exige le taux le plus faible.

soviétique ne semble pas être très encourageant, car malgré les plus grands efforts, le rythme du progrès en U. R. S. S. ne s'est pas avéré aussi rapide que celui des autres pays placés dans des conditions de développement analogues.

DEUXIÈME PARTIE

LE RÔLE ÉCONOMIQUE DE L'ÉPARGNE

Dans cette partie de notre essai nous voulons nous occuper de la fonction économique de l'épargne, telle qu'elle résulte de sa nature ; nous y ajouterons quelques jugements concernant son efficacité et sa valeur pour le développement de l'économie. Nous allons tracer ensuite le tableau de quelques théories qui, à notre avis, impliquent la notion de l'épargne.

Nous examinerons d'abord le progrès économique et le rôle de l'épargne dans ce progrès et ensuite la théorie de l'intérêt et celle des crises.

CHAPITRE PREMIER

LA FONCTION DE L'ÉPARGNE

SECTION I. — L'ÉPARGNE ET LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE

L'épargne, sous quelque aspect qu'elle se présente, a toujours pour objectif l'amélioration de la situation économique de l'épargnant, ou de la personne morale ou physique en faveur de qui on épargne. Ce qui en résulte nécessairement, c'est que le phénomène de l'épargne paraît intimement lié avec le phénomène de la croissance du bien-être qui s'appelle le *progrès économique*. Si nous voulons nous rendre compte du rôle économique et de la fonction de l'épargne dans ce progrès, il faut d'abord préciser ce que l'on entend par l'expression « progrès économique », et quels sont ses facteurs.

§ 1. — *Le progrès économique.*

Il y a plusieurs manières de concevoir le progrès économique. Pour ne citer que les opinions les plus répandues, nous les ramenons à deux catégories : on voit parfois le progrès dans l'augmentation des richesses, qu'il s'agisse de biens de production ou de biens de consommation ; on considère également comme un progrès l'augmentation de la jouissance qui dans cette conception n'exige pas forcément l'augmentation du revenu matériel, mais suivant l'expression de M. Fisher, celle du revenu « psychique ».

Ce n'est pas une tâche facile de caractériser le progrès économique et de retrouver un signe extérieur que l'on puisse retenir comme critère du progrès, et il nous semble que ni l'une ni l'autre des opinions citées ne répond exactement à la réalité. Quant à la première, ni l'augmentation de la quantité des biens de consommation, ni celle des biens de production, qui au fond n'ont de raisons d'être que de fabriquer les premiers, ne conduisent toujours à l'accroissement du bien-être ; pour s'en persuader il faut prendre en considération non seulement la quantité des biens qui peuvent être accumulés entre les mains de quelques privilégiés, mais aussi la distribution juste des richesses. Et en outre, si l'on adopte cette conception du progrès, on est réduit à considérer le travail humain et son accroissement, comme le facteur unique du progrès.

La seconde opinion nous transporte hors du cadre de l'économie politique. L'appréciation subjective du degré de la satisfaction tirée de la consommation étant à la base de cette théorie, il serait difficile sinon impossible de retrouver le trait distinctif extérieur du progrès.

Pour notre part, en considérant que le motif de l'activité économique réside dans l'obtention de la satisfaction des besoins, nous estimons qu'il faut rechercher le progrès économique dans les phénomènes qui seulement *favorisent* la consommation. Suivant la même idée qui nous a amené à définir la consommation comme l'utilisation du revenu en vue d'obtenir la satisfaction, il nous paraît complètement indifférent de savoir si cette satisfaction, est ou non effectivement obtenue ; ce qui compte pour nous, c'est la possibilité d'affecter à la consommation une part toujours croissante du revenu.

Or, considérant que, d'une part, les phénomènes qui favorisent le progrès sont le pouvoir de consommation et la quantité de biens susceptibles de fournir la satisfaction des besoins, et que, d'autre part, le principe dans lequel se résument les moyens d'activité économique consiste à obtenir le plus grand résultat avec le minimum d'efforts, on peut admettre que le progrès économique apparaît lorsque l'on augmente le pouvoir de consommation et la quantité des biens à la base du principe du moindre effort.

Afin de parvenir à une définition succincte du progrès économique, nous sommes obligés de compléter son tableau, tout à l'heure retracé. En effet, il nous manque encore de savoir quel est le facteur économique qui, subissant l'application du principe du moindre effort, nous mettrait en présence du progrès. Énumérons les prémisses de notre raisonnement : 1° les phénomènes de l'augmentation du pouvoir de consommation et de l'augmentation de la quantité de biens sont inséparables en matière du progrès, de sorte que l'augmentation seule du pouvoir de consommation à la suite de l'introduction de la rationalisation dans la consommation ne constitue pas du progrès, pas davantage d'ailleurs que

n'en constitue l'accroissement de la quantité des biens, non suivi par l'augmentation du pouvoir de consommation; 2° c'est exclusivement la production qui peut accroître à la fois la somme des biens et le pouvoir de consommation; 3° le principe du moindre-effort, appliqué dans la production, se traduit par la diminution du facteur travail, non seulement de celui qui est nécessaire à la production actuelle, mais aussi de celui qui fut affecté à la fabrication des capitaux employés dans cette production.

Ce qui ressort de cet exposé, ce que, en matière de progrès économique, l'application du principe du moindre effort se manifeste par la diminution du facteur travail dans la production croissante. C'est ainsi que nous arrivons à pouvoir donner une définition du progrès. Mais le raisonnement que nous avons précédemment présenté nous a conduits à la définition énoncée par M. Freycinet¹ et qui, formulée comme : « l'accroissement de la production par une quantité déterminée de travail », nous apparaît comme la plus vraie.

M. Freycinet voyant l'augmentation du bien-être, c'est-à-dire le progrès économique dans la diminution du travail de l'homme, examine à quoi tient cet enrichissement. Selon

1. Cette définition se trouve dans le manuscrit inédit de M. Freycinet et elle est reproduite par M. Divisia dans l'*Epargne et la R. C.* et par M. Carmille dans l'article susmentionné. Ne connaissant pas ce manuscrit qui est déposé à la bibliothèque de l'Ecole Polytechnique, nous nous étions bornés à la lecture du commentaire des deux auteurs. Voilà le raisonnement de M. Freycinet, tel qu'il est représenté par M. Divisia, p. 214 : « Considérant que le travail « manuel ou corporel n'est pour l'homme que le moyen de se rapprocher « d'un idéal où son existence étant assurée, il pourrait se consacrer librement au développement de ses facultés intellectuelles, M. de Freycinet « voit un progrès positif dans toute conjoncture qui, sans réduire le bien-être de l'homme, diminue son travail ou qui, sans augmenter son travail, « accroît son bien-être. Il définit ainsi le progrès économique comme « l'accroissement de la production pour une quantité déterminée du travail « humain; la mesure de cet accroissement pouvant mesurer le progrès lui-même. »

l'opinion de ce célèbre ingénieur et homme d'État français, le progrès économique tient surtout à ce que l'homme substitue constamment le travail d'une force nouvelle fournie par la nature, au travail que jusqu'à présent il exécutait lui-même.

Pour arriver à ce résultat, il faut deux choses : une force non employée jusque-là, dont le secret doit être arraché à la nature et ensuite une installation, une disposition conservée en vue d'utiliser cette force captivée. En définitive, ce sont l'invention et l'épargne qu'il faut retenir, d'après M. Freycinet, comme deux facteurs du progrès économique.

Tandis que la définition du progrès émise par M. Freycinet nous a paru comme la plus exacte de celles qui furent données jusqu'ici, nous ne saurions pas nous soustraire aux considérations qui précèdent. En qualifiant l'invention et l'épargne comme deux facteurs du progrès, M. Freycinet met *ipso facto* tous les deux sur un pied d'égalité. Or, il nous paraît indispensable de procéder à une discrimination entre les facteurs qui stimulent le progrès et ceux qui en sont seulement condition indispensable.

L'invention est incontestablement un facteur du progrès, qui devient même, suivant l'expression de M. Rist, son moteur, c'est-à-dire que tout perfectionnement à la production entraîne nécessairement l'élévation du niveau de la vie. Mais par le fait même qu'une innovation — la nature de chose l'exige — reçoit une application, il faut ranger à côté de l'invention un autre facteur, savoir un certain esprit d'entreprise. Et en outre, considérant que l'enrichissement peut également résulter d'une application de la même invention dans une production similaire, de sorte que le nombre des entreprises fabriquant le même produit augmente, nous nous croyons fondé de soutenir à plus forte raison que l'ini-

tiative joue aussi son rôle dans le progrès. C'est ainsi que l'initiative et l'invention se présentent à notre esprit comme deux moteurs du progrès.

Où se trouve donc l'épargne? Quel est son rôle en matière de progrès, si nous retenirons l'invention et l'initiative comme deux facteurs suffisants pour le stimuler. L'épargne, à notre avis, ne peut pas par elle-même, contribuer dans la moindre mesure au progrès économique. Il ne s'ensuit nullement que son rôle soit nul ou insignifiant. Bien au contraire, elle en est indispensable, puisque ni l'invention, ni l'initiative ne saurait se réaliser sans le concours de l'épargne. En effet, si l'on veut appliquer une nouvelle invention ou utiliser l'ancienne en vue du développement de la production, on a besoins toujours de nouveaux capitaux et c'est précisément l'épargne qui exclusivement peut les fournir. L'épargne apparaît donc comme un instrument nécessaire du progrès économique, de la même façon d'ailleurs, que le capital est un instrument de la production; la preuve que l'épargne n'est pas un moteur du progrès, mais qu'elle lui sert seulement, réside dans le fait que l'épargne cesserait faute de placement, le jour où l'initiative et l'invention seraient impossibles.

§ 2. — *Le progrès économique et les différents aspects de l'épargne.*

Après avoir assigné à l'épargne sa place au sein du progrès économique, nous sommes obligés d'examiner la question de savoir si l'épargne, sous tous ses aspects, peut être qualifiée d'instrument du progrès. Il s'agit donc d'examiner si la thésaurisation, l'épargne-prévoyance et l'épargne-capital, ont toutes les trois la même fonction économique.

Or, si les trois aspects de l'épargne ont ce trait commun d'améliorer la situation économique de l'homme, ils se distinguent tout de même par leurs procédés. Dans le phénomène de la thésaurisation et dans celui de l'épargne-prévoyance, l'amélioration résulte de l'accroissement du pouvoir de consommation en avenir, dû à l'ajournement de la consommation immédiate. Il n'existe dans ce procédé aucune augmentation réelle du pouvoir, car celui-ci une fois utilisé, on retombe à l'état antérieur; il faut cependant noter que la thésaurisation peut, après un délai d'attente, revêtir l'aspect de l'épargne-capital, mais jusqu'à ce moment elle continue à *accumuler* le pouvoir d'acquisition.

Quand à l'épargne-capital, elle contribue à l'augmentation durable du pouvoir de consommation grâce à sa transformation en capital productif, ce qui a reçu pour conséquence l'augmentation de la quantité des biens.

En définitive, considérant que, d'une part, en matière du progrès économique les phénomènes de l'augmentation du pouvoir de consommation et de l'accroissement de la quantité des biens apparaissent simultanément, et que, d'autre part, la définition du progrès que nous avons adopté voit celui-ci dans l'accroissement de la puissance productive de l'homme, nous pouvons soutenir que c'est exclusivement l'épargne-capital qui peut servir d'instrument au progrès économique. Ni la thésaurisation, jusqu'au moment de sa transformation en capital, ni l'épargne-prévoyance, qui sera consommée ultérieurement, n'augmentent la puissance productive, puisqu'elles ne diminuent pas le facteur de travail. Nous citerons à ce propos le raisonnement de M. Freycinet résumé par M. Divisia¹ : « En effet, le jour où le

1. Divisia. *Op. cit.*, p. 215.

« travail de l'homme diminuerait, la somme d'objet mise à
« sa disposition avec un tel système, diminuerait aussi,
« quelle que fût la quantité des biens de jouissance qu'il eût
« accumulé dans les périodes précédentes, puisque le même
« effort de sa part continuerait de produire le même effet. »

Puisque l'épargne apparaît si intimement liée au progrès, celui-ci devant être constant, nous examinerons dans le paragraphe qui suit, si l'épargne peut accroître indéfiniment.

§ 3. — *Les limites de l'épargne.*

Il y a un moment nous avons dit que l'épargne cesserait le jour où l'invention et l'initiative deviendraient impossibles. Bien qu'elle est invraisemblable, cette supposition n'est pas complètement dénuée de l'intérêt théorique, car il s'agit de savoir quelles sont les limites de l'épargne, et si, en dehors de ce cas purement imaginaire, il n'y en a pas d'autres qui relèveraient de sa nature économique.

Au début de cet essai nous avons cité l'opinion de M. Truchy¹ qui voit, dans le fait même de l'épargne, les causes de sa propre limitation, le germe d'une sorte de contradiction économique. Le raisonnement de M. Truchy est basé sur la constatation que, d'une part, le placement ne sera possible que si les biens de consommation, fabriqués par les biens de production, eux-mêmes formés par l'épargne-capital, trouvent ses preneurs, et que, d'autre part, les débouchés des biens de consommation se trouvent restreints par suite de l'abstention du consommateur. Cette contradiction, qui selon M. Truchy est peu inquiétante dans les circonstances actuelles, paraît pour M. Divisia être

1. V. p. 30.

née d'impossibilité de conserver des richesses en même temps que de les consommer. Nous citerons à ce propos un passage de M. Divisia¹ : « Le thésauriseur de biens consommables — que ces biens se consomment d'ailleurs en une seule fois ou en plusieurs — est placé dans l'alternative de ne pas consommer ces biens, s'il les conserve, ou de ne pas les conserver, s'il les consomme, et la contradiction signalée par M. Truchy nous paraît naître précisément de cette alternative, qui rend incompatible la consommation, en vue de quoi est faite la thésaurisation et la conservation dont elle est faite. »

M. Divisia estime que cette contradiction n'existe que dans le domaine de la thésaurisation par laquelle il comprend l'accumulation de toutes espèces de biens directs, et qu'elle ne peut se produire en matière de la capitalisation par laquelle il comprend l'accumulation des engins de production. La thésaurisation qui laisse intacte la quantité de produits, a pour résultat la distribution entre les générations de la jouissance procurée par les biens directs ; c'est à ce cas que se réfère le passage cité.

La capitalisation ne consiste pas seulement dans la distribution dans le temps de l'usage de ces produits car : « ... la capitalisation, qui augmente la puissance de production de l'homme, lui permet bien vite d'accumuler des richesses, — consommables ou non, durables ou non, peu importe — sans pour cela consommer moins qu'auparavant, et même *tout en consommant davantage*, de telle sorte que cette augmentation de sa consommation cons titue précisément le débouché de son augmentation de production² ». La capitalisation n'apparaît pas alors comme

1. Divisia. *Op. cit.*, p. 211.

2. Divisia. *Op. cit.*, p. 212.

incompatible avec l'augmentation de la consommation.

Ces observations nous paraissent très légitimes et ne perdent pas leur valeur si l'on se fait de la thésaurisation une idée différente de celle de M. Divisia¹.

En effet, quel que serait la signification du mot de thésaurisation, elle se caractérise toujours par sa soustraction à tout emploi. Donc elle reste incompatible aussi avec la consommation et restreignant par là les débouchés des biens de consommation, la thésaurisation devient la cause de la limitation de l'épargne en quête d'un placement productif. Par contre, l'épargne-capital, qui répond au sens de la capitalisation de M. Divisia, et qui est par sa définition même une consommation déviée, n'exclut ni la consommation actuelle, ni son augmentation dans l'avenir. De sorte, que l'alternative — conserver ou consommer — n'intervenant plus, il n'y a pas théoriquement une contradiction interne dans l'épargne-capital. Et même, si la restriction trop intensive de la consommation avait pour effet un ralentissement d'essor de la production, l'épargne-capital pourrait toujours, en diminuant le facteur travail, contribuer au progrès économique.

Mais si nous avons admis que théoriquement la thésaurisation, comportant une incompatibilité entre la conservation et la consommation, peut apparaître comme la cause de

1. M. Divisia voit la thésaurisation, comme nous l'avons dit, dans toute accumulation des biens directs, même dans celle d'immeubles d'habitation. Donc nous n'aurions plus d'incompatibilité entre la conservation et la consommation, puisque les maisons sont utilisées. M. Divisia alors explique que l'accumulation de ces biens est faite aux dépens de la production des biens consommables, il s'exprime comme suit (p. 242) : « Or, les uns et les autres ne « répondent pas aux mêmes besoins ; une société qui chercherait à épargner « indéfiniment par ce moyen en arriverait donc à une situation où les biens « consommables ne suffiraient plus à la demande d'individus enrichis, « tandis que les biens non-consommables, accumulés par eux, trouveraient « d'autant moins d'amateurs que ces derniers n'auraient eux-mêmes, à leur « tour, d'autre objectif que d'en créer d'autres pour épargner. »

l'autolimitation de l'épargne, il nous semble tout de même que cette éventualité est pratiquement peu probable, car soutenant le contraire, on serait obligé de supposer une *abstention constante de consommer*. Or, cette supposition est contraire à la nature de l'homme et elle est peu vraisemblable quant à sa réalisation ; il est rare que l'homme entasse les richesses pour le seul plaisir de les avoir, le plus souvent il a un but précis qui réside dans l'emploi ultérieur, soit pour la production, soit pour la consommation.

Il s'agit encore de savoir, si la contradiction économique dans le fait de l'épargne ne pourrait être trouvée, en considérant l'épargne comme un acte de prévoyance. La réponse est aisée, car au point de vue envisagé, l'épargne-prévoyance revêt, suivant le cas, l'aspect de la thésaurisation ou celui de l'épargne-capital. En effet, l'épargne-prévoyance, c'est-à-dire celle qui sera consommée, peut-être placée ou non ; pour le premier cas il s'impose le même raisonnement que pour l'épargne-capital elle-même, pour le second, celui pour la thésaurisation. Il est certain, que l'épargne-prévoyance se définissant par la consommation différée, est toujours incompatible avec la consommation actuelle de l'épargnant, mais lorsqu'elle est placée elle n'exclut pas la consommation par une autre personne. Nous sommes alors en présence d'un dédoublement du caractère de l'épargne, phénomène que nous avons déjà signalé.

En conclusion de cet examen de la fonction économique de l'épargne nous pouvons soutenir qu'elle consiste à servir d'instrument au progrès économique, et à ce point de vue c'est l'épargne sous son aspect de l'épargne-capital qui joue un rôle, dont on ne saurait exagérer l'importance. D'une part, l'épargne-capital ne trouve théoriquement aucun obstacle interne à son développement, d'autre part elle se

manifeste pratiquement dans la vie économique comme substitut d'un capital détruit, comme financement de la nouvelle production, comme contre-partie de la croissance de la population.

Mais si l'épargne-capital apparaît tellement indispensable à l'économie nationale, il ne s'ensuit nullement que l'épargne sous son aspect de prévoyance soit dépourvue de tout intérêt. Tout au contraire, elle contribue à améliorer l'avenir de l'individu, elle introduit un élément de la juste appréciation de la hiérarchie des besoins, et enfin elle habitue à sacrifier le présent pour l'avenir, ce qui est également condition de l'épargne-capital.

Seule la thésaurisation apparaît comme susceptible d'entraver le progrès et s'adapte mal à l'évolution de l'économie. Mais cette difficulté s'atténue beaucoup, si l'on considère que la thésaurisation n'est pas indéfinie et qu'elle sert le plus souvent à l'accumulation des richesses qui se transforment finalement en capital productif.

Avant de terminer cette analyse nous voulons examiner encore la question de savoir, si la politique de placement des Caisses d'Épargne n'est pas de nature à paralyser des effets pratiques de la fonction de l'épargne, de financer la production.

SECTION II. — PLACEMENT DES FONDS DE CAISSES D'ÉPARGNE

Le problème des placements des fonds accumulés dans les Caisses d'Épargne est l'objet d'une discussion qui date de l'origine de ces institutions et qui, même à l'heure actuelle, n'est point terminée, malgré le rôle toujours croissant des Caisses dans la vie économique. L'étude de l'ensemble du problème qui implique l'analyse détaillée de la politique de

l'épargne et celle du fonctionnement des Caisses, dépasserait le cadre de cet essai purement théorique. Il nous semble tout de même indispensable d'insister ici sur l'opinion selon laquelle le placement en valeurs d'État des épargnes entassées par les Caisses, aurait pour effet leur soustraction à l'emploi productif. Si cette opinion était bien fondée, la façon de gérer les fonds que nous venons de mentionner, compromettrait l'accomplissement de la fonction économique de l'épargne, qui est de financer la production. Cette opinion fut réfutée par M. Lescure¹ et nous exposerons par la suite les principaux de ces arguments.

Les Caisses d'Épargne, à cause de leur grande importance pour l'économie nationale, restent sous le contrôle de l'État qui intervient par la voie législative pour protéger la sécurité et la liquidité des dépôts. Que l'orientation des placements résulte des dispositions législatives ou qu'elle résulte de la décision propre des Caisses, basée sur l'expérience, on peut ramener les pratiques existantes à deux principaux systèmes. Le premier est le système français et l'autre le système allemand.

Sans entrer dans les détails, soit de dispositions législatives, soit des usages pratiqués par les Caisses, le système français se caractérise par les placements en valeurs d'État, tandis que dans le système allemand, les Caisses d'Épargne emploient leurs fonds à l'octroi du crédit direct.

Ni l'un, ni l'autre de ces deux systèmes n'a reçu l'approbation générale des théoriciens et des praticiens. En France, les adversaires du système existant en se référant à l'exemple allemand, demandent un revirement dans ce sens de la politique française. Cependant en Allemagne, notam-

1. Lescure. *L'Épargne en France*, p. 17-25.

ment avant la guerre, il y avait beaucoup de mécontents qui voyaient la supériorité du système français sur le système allemand et demandaient le changement dans le sens inverse. Les adversaires des placements en valeurs d'État évoquent deux sortes d'arguments : d'après les premiers, les placements en valeurs d'État causent un préjudice à la situation économique générale, d'après les seconds, ce placement est nuisible aux Caisses d'épargne elles-mêmes.

I. — D'abord on attaque l'institution même des valeurs d'État, on les accuse d'être nuisibles à l'ensemble d'économie nationale. Or, il faudrait ici opérer une discrimination des buts dans lesquels l'État recourt à l'emprunt. Le premier but consisterait à mettre en équilibre le budget, le deuxième aurait en vue les investissements d'utilité publique, le troisième enfin consisterait à pourvoir aux dépenses nécessitées par une guerre.

Quant au premier cas, l'emprunt d'État s'analyse par un emprunt de consommation, donc nous sommes incontestablement en présence d'une soustraction des épargnes à l'emploi productif. Mais si l'État n'a pas d'autres moyens de maintenir l'équilibre budgétaire que de faire appel aux épargnants, cela signifie que la situation économique ou politique est devenue anormale. Ainsi l'épargne, en prêtant au gouvernement son concours, évite les événements fâcheux que le budget déficitaire pourrait causer pour l'économie nationale.

Quant au deuxième cas, le problème se pose autrement : l'État emploie les sommes faisant le produit des emprunts, principalement à l'exécution des Travaux publics. Il n'y a donc plus question de la soustraction des épargnes à l'emploi productif. Les Travaux publics présentent un avantage certain d'accroître la demande sans créer une contre-partie

dans l'accroissement de l'offre, — alors le phénomène particulièrement désirable au moment de la stagnation.

Il faut cependant noter que les économistes ne sont pas tous d'accord pour attribuer à des Travaux publics entrepris par l'État une efficacité de quelque valeur au cours de sa lutte contre la stagnation; en particulier G. Cassel se montre hostile aux Travaux publics, prétendant que l'initiative privée pourrait avoir pour le moins la même efficacité. Mais par contre, on ne peut pas manquer de signaler que même les États-Unis, attachés aux principes d'économie libérale comme ils le sont, ou tout au moins comme ils l'étaient jusqu'à ces derniers temps, ont pensé depuis longtemps déjà aux Travaux publics pour sortir de la crise. En effet, en 1901 M. Hoover, Ministre du Commerce à cette époque, a créé une commission d'enquête dont l'objet était l'examen des moyens de lutte contre la crise éventuelle. A l'issue de cet examen, on a élaboré un plan des Travaux publics à exécuter durant six ans, à partir du moment du déclenchement de la crise. Il faut tout de même observer, que cette méthode si bonne soit-elle, ne peut être appliquée aussi facilement dans tous les pays, car la condition nécessaire du succès des Travaux publics entrepris par l'État est que l'endettement de l'État soit infime. Et au moment où le président Roosevelt entreprenait ses gigantesques travaux, les dettes de la Trésorerie américaine s'élevaient à peine à 16 milliards.

Nous laissons de côté le troisième but dans lequel l'État emprunte — les dépenses de guerre.

Le second et peut-être le plus important argument des adversaires des placements en valeurs d'État, et qui découle également des considérations sur la situation économique générale, est que l'économie nationale, c'est-à-dire l'indus-

trie, le commerce, l'agriculture ne profitent pas, dans le système français, des possibilités à eux offertes par la présence dans les Caisses d'Épargne des sommes disponibles accumulées. On estime que les épargnes placées en valeur d'État, au lieu de servir aux fins de la production sont immobilisées. Un des adversaires du système français s'exprime ainsi¹. « Supposez l'atmosphère pompant toute l'humidité « qui se produit dans toutes les localités et ne la restituant « jamais sous forme de pluie fécondante et vous aurez « l'image du régime français des Caisses d'Épargne. »

Si l'on serre le problème d'un peu plus près, ce raisonnement apparaît complètement erroné. Dans notre critique nous serons guidés par les arguments de M. Lescure et nous prendrons comme point de départ de notre analyse les modes d'acquisition des valeurs par les Caisses. Il n'y a que deux éventualités : ou bien la souscription au moment de l'émission, ou bien l'achat en Bourse.

Dans le premier cas, les Caisses d'Épargne en souscrivant une nouvelle émission donnée, se substituent aux particuliers, en limitant le nombre des obligations restant offertes au public. Les sommes déclarées par les Caisses aux fins de cette souscription possèdent un équivalent dans les sommes qui sont restées chez les particuliers et qui, à cause de l'intervention des Caisses, n'ont pas obtenu ce placement. L'existence même des valeurs d'État est-elle utile ou nuisible à l'économie nationale? Cette question ne se pose plus, puisque nous supposons que l'émission des valeurs d'État, avec ou sans intervention des Caisses, aurait été couverte. Il peut arriver que l'emprunt vise exclusivement l'équilibre budgétaire et qu'il prive incontestablement l'industrie, le

1. Cf. Lescure. *L'Épargne en France*, p. 18. Voir LEROY-BEAULIEU dans la Bibliographie.

commerce et l'agriculture de capitaux du montant égal à l'émission, mais dans ce cas la souscription par les Caisses n'a pas de plus grandes conséquences que n'en aurait eu la souscription par des particuliers. En définitive, les capitaux ainsi restés entre les mains des particuliers prendront, en quête d'un placement lucratif, le chemin de divers organes de l'économie nationale.

Si nous considérons à présent le cas d'achat à la Bourse, nous parviendrons aux mêmes conclusions que précédemment. Tout acte de vente-achat suppose un preneur et un vendeur et, c'est seulement la personne de propriétaire du titre et du possesseur de la somme, produit de la vente, qui change. Donc les capitaux au lieu d'être disponibles dans les Caisses d'Épargne, restent libres entre les mains de ceux qui ont cédé les valeurs d'État aux Caisses.

En conclusion, ce qui résulte de cette analyse, c'est que les placements en valeurs d'État, effectués par les Caisses, ne peuvent en principe priver l'économie nationale des capitaux. Cette opération a seulement cet effet qu'avant d'être transférée à la production, l'épargne doit se transformer en valeurs d'État. A ce propos on peut soulever une autre question de la plus haute importance : il s'agit d'examiner s'il ne serait pas préférable, au point de vue de l'élargissement et de l'élasticité du marché, que des épargnants, au lieu de mettre leur argent aux Caisses, achetassent directement les valeurs. Mais ce problème ne se lie pas avec le sujet de notre étude, et en outre, il n'a pas d'importance dans la politique locatrice des sommes déjà déposées aux Caisses.

II. — Nous passons à présent au second groupe d'arguments des adversaires du système français, selon lequel le placement des fonds en valeurs d'État cause un préjudice aux Caisses d'épargne, elles-mêmes. Mais, puisque ces

arguments portent surtout sur la question de la liquidité, condition *sine qua non* de la bonne politique des Caisses, ils n'ont pour nous qu'un intérêt subsidiaire, nous nous bornons ainsi à les signaler à titre d'indication.

Les épargnes, pouvant être demandées à chaque instant, doivent posséder une couverture facile à réaliser. Dans les conditions normales, les données statistiques le prouvent, les paiements sont effectués grâce à l'afflux constant des nouvelles épargnes. C'est un trait caractéristique aussi bien pour le système français que pour le système allemand. Au moment de la panique la situation devient différente selon le système auquel on a donné la préférence.

Dans le système dit allemand, la couverture se traduit par l'important portefeuille des effets de commerce, résultant des crédits directs et à court terme, et en outre par les gages hypothécaires. Au moment critique les Caisses ont un moyen classique d'avoir raison des difficultés, qui consiste dans l'escompte des effets de commerce à la Banque d'État. Par contre, dans le système français, les Caisses sont amenées à vendre les valeurs d'État en Bourse et, même si l'on trouvait des acheteurs, les Caisses courent le risque d'obtenir un prix dérisoire.

On peut répondre à cet argument que les Caisses d'Épargne se trouvent sous la protection de l'État et que celui-ci saura au moment donné, prêter son appui aux Caisses. En outre, le système allemand est susceptible de cette critique que la sélection nécessaire et indispensable des effets de commerce, est extrêmement difficile à opérer. Il faut signaler encore que dans le système français, le placement s'effectuant en Bourse a le gros avantage de servir à l'emploi général et non local, c'est-à-dire que la somme déposée aux guichets des Caisses sera d'abord utilisée à

l'achat du titre détenu jusqu'ici par un habitant, par exemple de Bordeaux, et c'est ce dernier qui donnera à la somme reçue contre son titre un emploi productif. Par contre, dans le système allemand l'épargne ne quitte pas la circonscription où elle a été constituée, car les Caisses guidées par le sentiment nettement compréhensible de la sécurité, même au cas où elles ne seraient liées par aucune obligation légale, accordent des crédits à ceux qu'elles connaissent le mieux — donc aux habitants de la même ville et des environs.

Nous voyons que les arguments des adversaires du système français de placement des fonds en valeurs d'État, ne sont pas très persuasifs, et l'application de ce système n'est pas de nature à nuire à la destinée véritable de l'épargne, au point de vue de la théorie, du moins.

En conclusion nous pouvons maintenir que l'épargne sert d'instrument au progrès économique. Sa fonction économique nous paraît garder toute son autorité; obstacles théoriques concernant une contradiction interne, que d'après certains économistes comporte le phénomène de l'épargne, et les difficultés pratiques rencontrées par les Caisses d'Épargne dans la gestion des sommes déposées, n'étant pas, à notre avis, décisives.

La fonction économique de l'Épargne ainsi posée, nous passons à présent à la notion de l'épargne que nous rencontrons dans quelques théories économiques.

CHAPITRE II

L'ÉPARGNE ET LES THÉORIES DE L'INTÉRÊT

La théorie de l'intérêt est une des plus importantes dans l'économie politique et, ce qui va de soi, elle a reçu un développement en proportion avec ce qu'elle représente pour la science. Il nous est impossible, à cause de l'étendue du problème, de nous occuper de toutes les théories et de tous les économistes qui consacraient leurs études à élarguer les problèmes de l'intérêt. Et en outre, en déclenchant une si vaste entreprise, l'auteur de cet essai risquerait de trop s'éloigner de son sujet principal qui est l'étude de l'*épargne* dans les théories de l'intérêt. Ainsi, nous nous bornerons à exposer les théories qui se présentent à nos yeux comme les plus importantes, au point de vue nous intéressant.

Nous diviserons le chapitre présent en deux sections : une aura pour objet l'explication de l'intérêt, l'autre — la détermination du taux d'intérêt.

SECTION I. — L'EXPLICATION DE L'INTÉRÊT

Dans cette section nous représenterons brièvement les théories de Senior, de Böhm-Bawerk, d'Adolphe Landry.

I. *La théorie de Senior.* — L'idée de ce que nous appelons l'épargne, et de ce que Senior appelle l'abstinence, d'ailleurs très justement dans sa conception, comme nous

le verrons tout à l'heure, est le point vital de l'exposé de l'économie politique de cet auteur. L'abstinence intervient comme l'idée maîtresse lors de ces considérations sur la production et sur la répartition.

Pour Senior¹, l'abstinence est le troisième facteur de la production qui, en tant que cause unique de la formation du capital, remplace celui-ci et se joint à la nature et au travail dans l'énumération des éléments de la production. Ayant élevé si haut le rôle de l'épargne, Senior estime que le prix d'un produit est déterminé par le travail plus le sacrifice du capitaliste qui a consenti à ne pas consommer son capital.

Senior réserve également une place importante à l'abstinence en matière de la répartition ; d'après lui, c'est précisément l'abstinence du capitaliste, le retard consenti quant au moment de la consommation, qui incline ce dernier à n'offrir ses capitaux que moyennant un intérêt, qui serait une rémunération de son abstinence.

La théorie de Senior est classée par A. Landry² parmi les théories qui, au lieu de donner une explication véritable de l'intérêt, affirment simplement son existence. En effet, Senior répond à la question pourquoi existe un intérêt en disant que le capitaliste exige un intérêt, parce qu'il lui en coûte

1. Senior. *Political Economy*, p. 57.

2. Nous donnons ici le tableau des théories de l'intérêt, tel qu'il se trouve dans l'*Intérêt du capital* d'Adolphe Landry, p. 167.

I. Les théories qui ne s'attachent, ni à ce qui explique que le capitaliste exige un intérêt, ni à ce qui explique qu'il en obtienne un.

II. Pourquoi le capital exige un intérêt : affirmation ; travail ; rôle social ; les théories éclectiques.

III. Pourquoi le capital obtient un intérêt : fructification ; exploitation ; l'usage ; productivité ; théories éclectiques.

IV. Les théories bilatérales.

Böhm-Bawerk dans *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital* suit une autre classification, la voilà : 1° Les théories incolores ; 2° La productivité des capitaux : les théories naïves et motivées ; 3° L'usage ; 4° Abstinence ; 5° Travail ; 6° Exploitation ; 7° Agio ; 8° Théories éclectiques.

de dépenser ses capitaux, de se priver pendant un temps d'une partie de son patrimoine. Cependant la question qui se pose, est précisément de savoir pourquoi il en coûte au capitaliste de se priver de la jouissance de son capital; cette question n'a pas reçu de réponse dans la théorie de Senior.

Nous trouvons chez Böhm-Bawerk une critique très sévère de l'opinion de Senior. Voilà comment raisonne Böhm-Bawerk¹ : « Un produit coûte soit le travail qu'il fallut
« dépenser pour l'avoir, entendons la peine que ce travail
« représente, soit les jouissances qu'avec ce travail, ou
« plutôt avec une même somme de travail, on eût pu se
« procurer, son coût se mesure par le travail que ce bien a
« demandé, si avec cette même somme de travail on n'eût pas
« pu créer un autre bien rémunérant le travail en question ;
« il se mesurera par la quantité la plus grande de jouissance
« qu'avec la même somme de travail, on eût pu se procurer,
« dans le cas contraire; mais il faut se garder d'additionner
« les deux choses. Or, c'est précisément là, au dire de
« Böhm-Bawerk, ce que Senior aurait fait : ajouter au
« travail dépensé, dans l'estimation du coût du produit capi-
« talistique, le sacrifice que le capitaliste s'est imposé pour
« son abstinence, c'est ajouter à la considération de peine
« incluse dans ce travail, celle des jouissances que le capi-
« taliste eût pu se donner grâce à ce même travail. »

D'après A. Landry, Senior ne mérite pas cette critique, car la présentation de sa théorie par Böhm-Bawerk, ne semble pas être très exacte. En effet, Senior dit que le prix d'un produit est déterminé par le travail plus l'abstinence, Böhm-Bawerk traduit cette expression par une autre : la peine dépensée plus la jouissance perdue. Ces deux expres-

1. Böhm-Bawerk. *Op. cit.*, t. I, p. 343. Cf. Landry. *Op. cit.*, p. 180.

sions ne se balancent pas du tout. Nous donnerons à ce propos la citation de Landry¹ où il réfute les objections de Böhm-Bawerk : «... Et la meilleure preuve qu'on puisse
« donner, c'est que si Senior eût voulu dire ce que lui fait
« dire Böhm-Bawerk, l'intérêt, rémunération de l'abstinence,
« eût dû être à peu de chose près égal au capital dépensé,
« pour n'importe quelle durée d'attente et même pour une
« attente très courte.

« Ce que Senior veut indiquer par ce travail dont il parle,
« c'est soit la peine représentée par ce travail, soit les biens
« qu'on eût pu avoir avec le même travail, il ne spécifie
« pas; et l'abstinence, qu'il ajoute au travail, c'est l'ennui
« qui résulte pour le capitaliste du retard apporté à sa con-
« sommation. »

Nous devons tout de même ajouter que malgré la défense que Landry apporte à Senior contre les critiques de Böhm-Bawerk, lui-même il n'est pas satisfait de la théorie de Senior pour raison de manque de l'analyse complète des phénomènes.

L'intérêt que présente cette théorie pour notre étude, est évident. La notion de l'épargne pour la première fois peut-être, étant introduite dans un système économique, pour y occuper une place si considérable, le mérite de Senior est important à ce point de vue aussi. Mais on ne pourrait pas manquer de souligner que l'abstinence dont s'occupe Senior, ne répond pas à la conception que nous nous faisons de l'épargne.

En effet, Senior met en relief un seul fragment du concept de l'épargne, celui de ne pas consommer. Cet élément, nous avons eu soin d'y insister, ne constitue même pas ce

1. Landry. *Op. cit.*, p. 187.

qu'on appelle l'acte de l'épargne; étant un acte négatif, il exige la compagnie d'un autre acte positif. Et bien que le capitaliste offre son capital à un producteur, ce n'est pas en vertu de l'utilité que son capital procure, qu'il sera payé, mais à cause d'une privation qu'il s'inflige. Voilà pourquoi nous estimons que Senior a employé très justement le mot d'abstinence et non pas celui d'épargne.

II. — *La théorie de Böhm-Bawerk.* — L'idée maîtresse de la théorie de Böhm-Bawerk, réside dans le fait que l'on préfère les biens présents aux biens futurs, que l'on fait plus de cas d'un bien présent d'une valeur donnée que de la promesse d'un bien futur de même valeur.

Il y a, d'après Böhm-Bawerk, trois causes à cette préférence :

I. — Le rapport entre les ressources et les besoins varie pour les hommes d'un moment à l'autre.

II. — La dépréciation des biens et des besoins futurs.

III. — L'utilité plus grande que les biens présents posséderaient par des raisons techniques.

Ceci posé¹, la raison pour laquelle on exige un intérêt du capital offert, est évidente. Sans une rémunération du prêt, le prêteur subirait une perte, car au moment où il reviendra en possession de son bien, celui-ci peut avoir pour lui une valeur inférieure, soit que les besoins de notre Capitaliste aient augmenté, soit que le bien ait effectivement perdu son prix, soit encore que l'utilité du bien ait diminué. L'intérêt devient donc une sorte d'assurance contre la perte, le prix du temps.

La théorie de Böhm-Bawerk n'est pas sujette aux mêmes critiques que la théorie de Senior. En effet, Böhm-Bawerk

1. Böhm-Bawerk. *Op. cit.*, t. III, sec. III, chap. iv.

ne se borne pas à affirmer l'existence de l'intérêt, il tend à expliquer pourquoi il existe. Mais dans son raisonnement, l'économiste autrichien n'examine qu'une face du problème, savoir comment il se fait que le capital exige un intérêt, et il laisse de côté l'autre question, d'une importance égale, savoir comment il se fait qu'il y ait des gens qui consentent à payer un intérêt, comment on trouve les placements qui le rapportent. Voilà le point principal de la critique apportée par A. Landry¹ à la théorie de Böhm-Bawerk.

Ce n'est pas une tâche facile que celle de rechercher un lien logique entre la théorie de l'intérêt de Böhm-Bawerk et la notion de l'épargne. Bien que ce lien soit difficile à mettre en évidence, il nous semble tout de même qu'il existe.

Böhm-Bawerk, en examinant la formation du capital², a dit que l'épargne est nécessaire pour que le capital puisse être produit. Nous rappelons à ce propos notre citation³ de Böhm-Bawerk, où il insiste sur le fait que l'épargne véritable est celle des forces productives prises sur la jouissance immédiate de la vie et indispensables à la fabrication des biens capitalistes. L'épargne occupe donc une place importante, à côté de la production, en matière de formation du capital.

Mais former un capital ce n'est pas tout, il faut encore le conserver. L'intérêt du capital, ayant pour objectif de rémunérer le capitaliste du risque couru et de la peine que le capitaliste subit de ne pas utiliser lui-même son capital, est l'instrument de la conservation du capital.

Pourquoi donc ne pas voir dans l'intérêt la prolongation

1. *Op. cit.*, p. 197 et suite.

2. Böhm-Bawerk. *Op. cit.*, t. II, chap. iv.

3. V. p. 90.

de l'acte d'épargne qui, s'il se traduisait, lors de la formation du capital, par la libération des forces productives, se traduit à présent, le capital une fois formé, par la conservation intégrale dudit capital, résultat à la fois de l'abstinence du capitaliste et de l'utilisation par une autre personne ?

III. *La théorie d'Adolphe Landry.* — Le nœud de la théorie d'Adolphe Landry, se trouve dans le principe de l'équilibre de la consommation. Ce principe est formulé comme suit¹ : « On a avantage, d'une manière générale, à
« dépenser ses revenus dans ce moment où ils peuvent
« satisfaire des besoins les plus grands, et c'est pourquoi
« la répartition la meilleure de notre consommation dans le
« temps est celle qui fait égaux les derniers besoins satis-
« faits à chacun des moments, dans chacune des périodes
« de la durée. »

Adolphe Landry estime que deux conséquences découlent de ce principe. La première consiste dans le fait que la capitalisation ne coûte rien au capitaliste, lorsqu'elle tend à

1. *L'intérêt du capital*, p. 49. Nous présenterons ici le raisonnement qui a conduit Landry à formuler ce principe, p. 48 : « Soit donc un individu qui a
« lieu de croire que ses besoins dans l'avenir vont aller en croissant. Cet
« individu aura avantage à mettre en réserve, pour ne le consommer que
« plus tard, une partie de ses revenus présents. Il a, par exemple 10.000 francs
« de revenu annuel, et je suppose, pour simplifier le problème, qu'il n'ait à
« se soucier que de régler ses dépenses de l'année présente et de l'année
« prochaine. Notre individu va-t-il dépenser cette année-ci la totalité de ses
« revenus, c'est-à-dire 10.000 francs, pour dépenser l'année prochaine la
« même somme. Par là, il s'assurerait, cette année, la satisfaction d'une
« certaine quantité de besoins. La grandeur du besoin satisfait par la
« dernière fraction du revenu étant M, tandis que l'année prochaine, le
« besoin satisfait par la dernière fraction — égale à celle-ci — du revenu
« aurait une grandeur N supérieure à M. S'il économise, au contraire
« 2.000 francs sur ses revenus de cette année, s'il dépense 8.000 cette année
« et 12.000 francs l'année prochaine, le dernier besoin satisfait l'année pro-
« chaine aurait une grandeur P et le dernier besoin satisfait cette année
« aurait une grandeur égale, P étant à la fois inférieur à N et supé-
« rieur à M. Je dis que cette deuxième manière de répartir la consom-
« mation des 20.000 francs perçus dans les deux années, est préférable à
« l'autre. »

établir l'équilibre de la consommation. La seconde, que la capitalisation coûte au capitaliste et que celui-ci, par suite, ne s'y décidera que moyennant un intérêt, lorsqu'elle détruit l'équilibre de la consommation ou qu'elle aggrave le défaut de cette consommation.

La capitalisation, d'une part, tend à établir l'équilibre de la consommation quand les besoins doivent croître ou quand les ressources doivent diminuer. D'autre part, elle détruit l'équilibre de la consommation ou aggrave le défaut d'équilibre : *a)* quand les besoins doivent diminuer ; *b)* quand les ressources doivent croître ; *c)* quand les besoins et les ressources doivent rester les mêmes. C'est la loi de la décroissance de l'utilité qui — selon Landry — dans ce cas-là, fait la rareté du capital et empêche les capitaux d'être avancés sans intérêt. Donc, il faut joindre à ces trois causes pour lesquelles il en coûte au capitaliste de capitaliser, une quatrième — la dépréciation future.

Ceci posé, nous savons pourquoi certains capitaux exigent un intérêt. Mais ces observations ne suffisent pas pour expliquer l'existence de l'intérêt, puisque ce problème possède double aspect. Nous citerons textuellement Adolphe Landry¹ : « S'il y a un intérêt du capital, c'est d'une part, parce qu'on « ne consent à avancer ou à prêter certains capitaux que « moyennant l'assurance d'en retirer des intérêts, c'est « d'autre part, parce que l'on trouve des placements à faire « qui peuvent rapporter des intérêts, et parce qu'il y a des « emprunteurs qui trouvent ou qui estiment trouver leur « avantage à emprunter à intérêts ; en d'autres termes, « c'est d'une part, parce que certains capitaux exigent des « intérêts, et d'autre part, parce qu'ils trouvent à en retirer

1. *Op. cit.*, p. 145.

« ou qu'on consent à leur en donner, cette condition étant
« remplie, en outre, que les capitaux n'exigeant pas d'inté-
« rêts ne suffisent pas pour les emplois lucratifs ouverts au
« capital. »

Le deuxième aspect du problème de l'épargne est représenté par la question : Comment se fait-il que les capitaux puissent rapporter des intérêts ? De ceci, il y a selon Landry, six raisons. Les voilà¹ : 1° le fait, qu'il y a des gens dont les besoins seront plus petits dans l'avenir ; 2° le fait, qu'il y a des gens dont les ressources seront plus grandes dans le futur ; 3° la dépréciation systématique des biens futurs ; 4° la productivité proprement dite du capital, c'est-à-dire cette loi qui veut que dans nombre d'entreprises on puisse, avec des avances ou avec un surcroît d'avances, obtenir un produit supplémentaire plus utile que la dépense et le surcroît de dépense consentie ne serait utile, si on le consentait pour accroître la consommation immédiate ; 5° la pseudo-productivité du capital, c'est-à-dire, l'existence de certaines productions où des capitaux — si ces productions ne sont pas trop développées — peuvent être employés lucrativement, le produit étant proportionnel à la quantité de capital avancé ; 6° la possibilité de créer des biens durables de jouissance qui seront plus appréciés que les biens non durables dont la création exige les mêmes dépenses — pour autant, tout au moins, qu'on ne créera de ces biens qu'une certaine quantité.

La théorie de Landry, classée par l'auteur lui-même, dans la catégorie des théories éclectiques, tend, nous l'avons vu, à expliquer l'intérêt en combinant plusieurs facteurs qui y interviennent.

1. *Op. cit.*, p. 146.

L'idée de l'épargne, où se trouve-t-elle dans ces considérations? Dans son livre, Adolphe Landry n'a jamais employé, à notre connaissance, le mot d'épargne et pourtant l'idée d'épargne se trouve à la base de toute la théorie, sous le terme de capitalisation.

En effet, n'est-ce pas la considération de l'amélioration de la future situation économique de l'individu — considération si précieuse pour notre conception de l'épargne — qui a amené Landry à poser le principe de l'équilibre de la consommation? Et c'est donc en vertu de cet équilibre que l'opération de capitaliser coûte au capitaliste et que certains capitaux exigent un intérêt. Si l'on veut prouver que la notion de la capitalisation répond réellement à celle de l'épargne, il suffit de citer la définition de la capitalisation, telle qu'elle est formulée par Adolphe Landry, lui-même¹ ; « ... En somme la capitalisation n'est pas autre chose que la manifestation dans l'ordre économique de la prévoyance de l'homme. Capitaliser, c'est essentiellement retarder une jouissance pour la faire plus grande, ou pour obtenir en place d'elle une jouissance plus grande. »

SECTION II. — LA DÉTERMINATION DU TAUX DE L'INTÉRÊT

C'est surtout lors des études concernant le mécanisme de la détermination du taux des intérêts, que les auteurs insistent sur le rôle de l'épargne dans le phénomène de l'intérêt. Nous présenterons ici une des théories les plus représentatives au sujet de l'intérêt, savoir celle de M. Colson².

La théorie de M. Colson se propose de démontrer que le

1. *Op. cit.*, p. 5.

2. Colson. *Cours d'Economie politique*, t. I.

niveau des salaires dans un pays et les taux d'intérêt du capital sont déterminés par la loi de l'offre et de la demande, et par des facteurs sociaux parmi lesquels figure l'épargne. Nous allons à présent rechercher la conception de l'épargne, telle qu'elle est impliquée dans cette théorie.

Les produits obtenus chaque année se répartissent entre le travail et le capital. Leur rémunération respective dépend de leur productivité, car il arrive souvent que les entrepreneurs peuvent employer dans la production soit la main-d'œuvre, soit le capital sous forme de machine. Cette rémunération du travail et du capital se règle mécaniquement grâce au choix effectué par les entrepreneurs en faveur, soit de la main-d'œuvre, soit du capital ; le choix est fait selon les avantages que présentent l'un ou l'autre de ces emplois, le niveau des salaires et le taux d'intérêt étant pris en considération

Il y a d'après M. Colson quatre facteurs qui conditionnent les variations du niveau général des prix et du taux d'intérêt :

1° *Le degré d'abondance de la force de travail*, qui est un facteur de dépréciation du salaire.

2° *L'abondance des capitaux*, qui exerce la même influence sur le niveau du taux de l'intérêt. Le caractère concurrent de ces deux éléments reçoit ici son application lumineuse, puisque le revenu global se répartissant entre le capital et le travail, la diminution de l'intérêt augmente le salaire.

3° *Le progrès technique* augmente les débouchés des capitaux, car en perfectionnant principalement l'utilisation des machines, il rend leur emploi plus avantageux vis-à-vis de la main-d'œuvre. Mais puisque le progrès technique augmente la quantité des produits, il peut paraître comme avantageux également du point de vue des salariés.

4° *L'orientation de la production* exerce son influence sur la rémunération du capital et celle du travail, car suivant que la production s'oriente vers les industries exigeant beaucoup de capitaux ou bien beaucoup de main-d'œuvre, elle agit sur l'étendue de l'un ou de l'autre de ces débouchés.

Ayant ainsi résumé les considérations assez développées de M. Colson, regardons à présent comment l'auteur raisonne pour arriver à la détermination du salaire et du taux de l'intérêt. Les variations de leur niveau se produisant constamment...¹ « La question vraiment délicate est de savoir
« comment se détermine le point d'arrêt.

« ... Ce qui détermine la proportion de travail et de capital
« employés par chaque entrepreneur, à un taux donné de
« salaire et d'intérêt, ce sont les calculs qu'il fait en vue de
« réduire autant que possible son prix de revient. Si main-
« tenant nous envisageons la totalité des entreprises d'un
« pays, nous voyons que la situation générale est la résul-
« tante des organisations données par chaque entrepreneur
« à son entreprise, d'après les considérations qui précèdent.
« Le rapport entre la quantité totale de force de travail
« qu'embauchent les entrepreneurs, agissant chacun de son
« côté au mieux de ses intérêts privés, et la quantité totale
« de capital qu'ils mettent en œuvre est déterminé, dans
« chaque pays, par le rapport qui existe entre les prix uni-
« taires auquel se paie l'emploi de l'un ou de l'autre de ces
« deux facteurs. Ces deux rapports sont liés de telle sorte qu'à
« chaque valeur de l'un répond une valeur de l'autre, et une
« seule. Or, quand on envisage, non plus une entreprise
« isolée, mais l'ensemble du marché, ce ne sont plus les

1. Cf. Divisia. *Op. cit.*, p. 127 et 128. Colson. *Op. cit.*, t. I.

« prix qui sont donnés, ce sont les quantités. Chaque entrepreneur en particulier, subit le cours des salaires et le taux de l'intérêt qui résulte de la situation générale, et il règle en conséquence les quantités respectives de force de travail et de capital qu'il emploie. Sur l'ensemble du marché, nous avons vu que les quantités de travail et de capital qui sont nécessairement employées à un moment donné, sont déterminées par le nombre de bras et par l'épargne disponibles à ce moment; le taux des salaires, d'un côté, celui de l'intérêt de l'autre, haussent ou baissent jusqu'à ce que la demande formulée par les entrepreneurs ait intégralement absorbé l'offre de services producteurs... »

Ensuite M. Colson donne la conclusion de cette analyse : « Il suit de là que la rémunération du travail et du capital, dans un état donné de l'art industriel, du chiffre de la population et du montant de l'épargne accumulée, est absolument déterminée ».

Il nous reste encore à examiner quel est au juste la conception de l'épargne qui intervient en tant que facteur dans la détermination du taux de l'intérêt et du salaire.

Ce qui se présente d'abord aux yeux, c'est que l'épargne agit sur le mécanisme en tant qu'elle agit sur l'offre du capital. Mais puisque c'est plutôt le capital (défini par M. Colson comme tout produit épargné en vue de la production), et non l'épargne, qui intervient dans la détermination du salaire et de l'intérêt, il nous faut retenir seulement cette épargne qui est offerte aux producteurs. La théorie de M. Colson refuse ainsi à la thésaurisation et à l'épargne offerte aux consommateurs toute influence sur la détermination du taux de l'intérêt.

La première et principale caractéristique de la conception de l'épargne que M. Colson emploie dans sa théorie, est que

l'épargne est uniquement considérée en tant qu'elle est placée dans la production. Nous nous rapprochons donc de la conception anglaise de l'épargne.

Ensuite, il n'y a pas lieu, selon M. Colson, de distinguer entre ce que nous appelons l'épargne flottante et l'épargne-capital, car¹ « toute avance faite par l'entrepreneur lui-même ou par un tiers, en vue de la production prend le caractère d'un capital ». Il n'y a lieu de faire aucune distinction entre l'épargne servant à la création de nouveaux produits ou celle qui sert à fournir un fonds de roulement. De même, la question de la durée pour laquelle l'épargne est offerte ne compte pas dans la conception de M. Colson.

La troisième caractéristique de l'épargne est qu'il n'y a aucune importance qu'elle soit faite en monnaie ou en nature, car² « dans les prêts comme dans toutes les transactions l'argent n'est employé qu'à titre intermédiaire ».

Ici une observation s'impose. Tous les capitaux employés dans la production, ne sont pas offerts sur le marché. Si l'on peut admettre que tous les capitaux, soit en nature, soit en monnaie, impliquent une mise en disponibilité, est-ce qu'il ne faut pas tenir tout de même compte de la distinction entre les capitaux utilisés dans la production, mais non offerts sur le marché, et ceux qui étaient offerts ? La théorie de M. Colson répond à cette question que tous les capitaux utilisés dans la production agissant sur l'importance de la demande du travail, on ne peut pas exclure de la théorie les capitaux non offerts, puisque leur introduction dans la production a exactement la même influence que s'ils étaient offerts.

Le même raisonnement, basé sur le caractère concurrent

1. Cf. Divisia. *Op. cit.*, p. 130.

2. *Idem.*

de deux éléments entre lesquels se répartit le revenu global, doit être appliqué quant à la distinction entre les capitaux de production et ceux de jouissance. Bien que l'affectation de l'épargne, prélevée sur le revenu, à la production soit des capitaux de production, soit des capitaux de jouissance, augmente la demande du travail, cette augmentation n'est *définitive* que s'il s'agit de la fabrication de capitaux de production. Il s'ensuit que les épargnes qui s'orientent vers la création de capitaux de jouissance, même au cas où elles seraient offertes sur le marché, ne doivent pas être prises en considération dans la théorie de la détermination du taux de l'intérêt et du salaire.

La dernière caractéristique de la conception de l'épargne dont M. Colson s'est servi dans sa théorie, est que l'auteur fait intervenir dans la détermination du taux de l'intérêt et du salaire l'ensemble des capitaux en quête de placement. A ce propos nous citerons le passage suivant¹ : « Si nous
« voulons rechercher ce qui détermine la quantité du *capital*
« offerte, nous constaterons... que... l'offre est constituée
« par la *totalité de l'épargne nouvelle disponible ou des*
« *capitaux engagés jusque-là dans un emploi qui prend fin,*
« *déduction faite de la fraction que le propriétaire emploie*
« *directement.* »

Pour M. Truchy le problème se pose autrement. En effet, M. Truchy² considère que les capitaux en quête de placement, s'ils paraissent avoir deux sources possibles, n'en ont en réalité qu'une seule.

La première est constituée par le capital d'ancienne formation ramené à l'état de capital liquide qui, selon M. Truchy étant le résultat d'un transfert, n'augmente pas ainsi

1. Cf. Divisia. *Op. cit.*, p. 134.

2. Truchy. *Cours*, t. I, ch. III, p. 184.

la disponibilité collective et n'est pas la source réelle du capital en quête de placement. « La seconde source, et la seule réelle, des capitaux en quête d'emploi, c'est l'épargne. « L'épargne forme des capitaux neufs, elle crée des capitaux¹. »

M. Colson en parlant de l'ensemble de l'épargne et des capitaux libérés comme des facteurs de l'augmentation de l'offre, a visé uniquement la création de ressources disponibles. Or, c'est un point qu'il faut examiner.

Cette création consiste, selon le commentateur de la théorie de M. Colson, M. Divisia², en la transformation du capital fixe en capital circulant. Nous reproduisons ici textuellement la présentation du problème par M. Divisia qui en conclut que l'on peut indifféremment adopter la méthode de M. Truchy ou celle de M. Colson. Voici en quoi consiste son raisonnement : « Par exemple, une entreprise de fabrication de boulons a acheté des tours à fileter; tous les ans, « elle met de côté un certain nombre de boulons — ou si « l'on préfère et ce qui revient au même, l'argent provenant de la vente de ces boulons — en vue de l'amortissement de l'un de ces tours. Au bout d'un certain nombre « d'années, ce tour est usé et l'entreprise possède à la place « un certain stock de boulons ou la somme correspondante.

« L'entreprise peut alors acheter un nouveau tour, mais « elle peut aussi décider, pour une raison quelconque, de « réduire d'une unité le nombre de ses tours à fileter; le « capital correspondant redevient alors disponible. Que ce « capital soit conservé par la Société ou distribué à ses « actionnaires, il n'en viendra pas moins s'offrir sur le « marché des capitaux ou se réemployer directement dans

1. *Id.*

2. *Op. cit.*, p. 136.

« la production, si l'épargne correspondante n'est pas pure-
« ment et simplement détruite par une consommation de
« jouissance.

« A ce titre on peut donc bien dire que les capitaux venus
« au terme de l'utilisation à laquelle ils avaient été destinés,
« s'en retournent grossir, sur le marché, l'offre des capitaux
« en quête d'emploi. Mais il faut noter que, dans ce cas, la
« suppression d'un tour dans notre entreprise de boulons
« entraîne celle d'un emploi de tourneur et que, par consé-
« quent, elle grossit l'offre de main-d'œuvre, en même
« temps qu'elle grossit l'offre des capitaux; et l'on peut
« même dire que ces deux augmentations de l'offre se neu-
« tralisent rigoureusement.

.
« En somme, s'il est permis de considérer qu'un capital
« spécialisé ayant repris la forme de capital liquide vient
« grossir la somme totale des capitaux en quête d'emploi,
« c'est à la condition de considérer en même temps que la
« main-d'œuvre correspondante, libérée elle aussi, vient de
« son côté grossir la main-d'œuvre en quête de placement.
« C'est ainsi notamment que l'on doit considérer la théorie,
« si à l'occasion de son étude on utilise pour l'*observation*
« de la main-d'œuvre la statistique du *placement* et pour
« l'observation du capital la statistique des émissions con-
« venablement complétées, l'une et l'autre.

« Mais il est une autre façon de voir les choses : on peut
« en effet *observer*, en ce qui concerne la main-d'œuvre, des
« *statistiques d'effectifs* de la population salariée, abstrac-
« tion faite des *changements d'emploi*; on devra de même
« alors considérer l'effectif des capitaux, abstraction faite
« des changements d'emploi; dans ce cas, une augmentation
« de l'effectif de la population devra être comparée à une

« augmentation de la masse totale des capitaux affectés à la
« production, c'est-à-dire à l'épargne elle-même, et non pas
« à la masse des capitaux, nouveaux ou non, offerts sur le
« marché. »

Si nous avons donné une si longue citation de M. Divisia, c'est parce qu'elle explique d'une façon lumineuse, à notre avis, la raison pour laquelle M. Colson n'a pas fait dans sa théorie, la distinction, de prime abord impérieuse, entre l'offre de l'épargne et celle de capitaux libérés. Notons encore que c'est à la base de ce même raisonnement que M. Divisia a formulé sa théorie des « ensembles renouvelés¹ ».

En conclusion de cet examen nous voyons bien que la notion de l'épargne, plus précisément celle de l'épargne-capital, occupe une place importante dans la détermination du salaire et du taux d'intérêt.

1. *Op. cit.*, p. 138.

CHAPITRE III

L'ÉPARGNE ET LES THÉORIES DES CRISES

Parmi les théories qui attribuent à l'épargne un rôle prépondérant dans la vie économique, les théories des crises occupent une place de tout premier ordre. L'épargne peut-elle, et de quelle manière intervenir dans la rupture de l'équilibre économique? C'est le problème qui à présent va faire l'objet de notre étude.

Avant tout examen détaillé de cette question, une observation préliminaire s'impose. Puisque l'équilibre économique se traduit par l'égalité production-consommation, ce n'est pas l'épargne sous tous ses aspects qui saurait exercer une influence sur ledit équilibre, et c'est spécialement à ce point de vue que la distinction entre l'épargne-prévoyance, l'épargne-capital et la thésaurisation démontre son opportunité, citons à ce propos M. Lescure¹ : « Au point de vue de l'équilibre économique, il faut distinguer entre l'épargne-prévoyance ou consommation différée et l'épargne-capital ou consommation déviée. L'action de l'épargne-consommation différée est simple : si les épargnes consommées par la prévoyance équivalent aux épargnes formées dans ce but, rien n'est changé dans l'équilibre économique... Seul l'excès d'épargnes faites dans un but de prévoyance

1. Lescure. *L'Épargne en France*, chap. 1, § 1, p. 5.

« sur la consommation d'épargnes antérieures, constitue un
« solde disponible. Et cette épargne peut alors songer à se
« transformer en capital productif. »

Comme nous devons également refuser à la thésaurisation toute influence sur l'équilibre (elle réfrène à la fois la production et la consommation), c'est seulement l'épargne-capital qui doit être prise en considération.

Ainsi restreinte à l'un de ses aspects, quel rôle l'épargne pourrait-elle jouer dans le déclenchement du déséquilibre ? Deux théories ont été proposées par des économistes : — ou bien on a produit trop de moyens de production et l'épargne est insuffisante pour les absorber, donc l'insuffisance de l'épargne amène la rupture, — ou bien on a trop épargné, et ce qui va de soi, on a trop demandé de capitaux de production. Et comme ceux-ci n'ont de raison d'être que pour fabriquer les biens de consommation, il peut arriver que le pouvoir de consommer n'est pas suffisant pour absorber le total assez élevé de biens de consommation, résultant de la production accrue de capitaux de production. Donc nous serions en présence d'un excès d'épargne.

Nous examinerons ces deux théories séparément. La théorie de l'excès d'épargne et celle de l'insuffisance d'épargne étant successivement donnée comme explication des crises, nous commencerons notre examen par la première dans l'ordre chronologique, celle qui voit la cause de la rupture de l'équilibre dans l'excès de l'épargne. Cette théorie était celle de Sismondi, de Rodbertus et principalement de Marx ; elle fut reprise et mise au point par M. Bounatian¹.

La théorie de l'excès d'épargne est issue du jugement

1. V. Bibliographie.

selon lequel le nombre toujours plus restreint de capitalistes entraînerait la concentration des revenus entre leurs mains, les salaires n'augmentant pas en raison directe de la production. La hausse de la production a donc pour conséquence la concentration du pouvoir de consommation entre les mains des capitalistes. Il s'ensuit que nous nous trouvons en présence d'une contradiction qui se traduit par un surplus du pouvoir d'acquisition par rapport aux besoins, chez les capitalistes, et dans une situation inverse chez les salariés.

Les capitalistes, ne pouvant pas dépenser la totalité de leurs revenus, sont obligés d'épargner, donc d'acquérir des biens de production. Nous allons alors vers la crise, car les biens de production servant par la nature des choses à la fabrication des biens de consommation, ces derniers ne trouvent plus de débouchés.

Ceci est très compréhensible, car les capitalistes, détenteurs du pouvoir de consommation satisfont leurs besoins avec une quantité de biens de beaucoup inférieure à celle qui a été produite. D'autre part, les ouvriers qui n'ont pas satisfait leurs besoins ne disposent pas d'un pouvoir de consommation suffisant.

Cette théorie, dont nous avons fait l'exposé à la suite de M. Lescure¹, n'est pas exclusivement celle des socialistes. Nombre d'économistes et d'hommes d'État partagent l'opinion de Sismondi sur le manque d'automatisme dans le développement de la production, c'est-à-dire affirment que la production accrue par suite de la rationalisation technique, ne trouve pas nécessairement ses débouchés; c'est justement cette opinion qui préside au raisonnement des auteurs de la théorie résumée. Citons à ce propos un

1. Lescure. *L'Épargne en France*, p. 7-9.

curieux document, un rapport du Gouvernement des États-Unis daté de 1886¹ : « Les diverses nations du monde ont « construit et équipé des usines en surnombre, bien au delà « des nécessités de la production... Sans doute, il est indé- « niable que la découverte de nouveaux procédés de fabri- « cation continuera dans l'avenir, mais cela ne créera pas « nécessairement de nouveaux débouchés... (Et plus loin) « L'ère des gros profits est probablement terminée... »

La réfutation que M. Lescure a infligé à cette théorie, comporte deux arguments principaux : selon le premier, la théorie de l'excès d'épargne ou de la sousconsommation ouvrière implique une surproduction chronique, ce qui n'est pas d'accord avec l'expérience, celle-ci ne faisant constater que les crises périodiques ; le second argument dit que les capitalistes ne pourraient pas épargner, si cette opération ne leur rapportait un profit. Et puisque les capitalistes en retire un intérêt, c'est la preuve que la surproduction n'existe pas. En outre, la limitation du profit entraînerait la diminution de l'épargne, dont l'importance se trouve en rapport direct avec le profit. Si l'on oppose cette critique à la théorie de l'excès d'épargne, on ne peut plus voir dans l'épargne une cause de la rupture de l'équilibre économique.

Nous passons à présent à la théorie qui explique également les crises par une action quantitative de l'épargne sur l'équilibre économique, par l'insuffisance de l'épargne, action qui serait alors inverse à celle que l'épargne a exercée dans la théorie précédente. Mais nous devons tout de même noter que ces deux théories ont un point commun parce qu'elles constatent toutes les deux l'excès de l'épargne pendant la période de dépression.

1. Simiand. *Les fluctuations économiques à longue période*, p. 5.

On peut ramener la théorie de l'insuffisance de l'épargne dont l'interprète le plus éminent est Spiethof, à quelques points : *a)* durant la dépression se forment d'abondantes épargnes ; *b)* elles restent inoccupées ; *c)* à un certain moment elles se portent vers l'industrie et suscitent la prospérité ; *d)* la crise éclate au moment où les épargnes accumulées pendant la période de la dépression se trouvent absorbées et on commence à éprouver le défaut d'épargne¹.

Ces principes exposés nous donnerons les grandes lignes du schéma du cycle économique, vu par les théoriciens de l'insuffisance de l'épargne. Pendant la dépression le revenu capitaliste n'est donc pas entièrement dépensé, il reste en partie sans placement. Il s'ensuit que le pouvoir d'acquisition total devient supérieur à la production des mêmes années, car l'emploi d'une partie du revenu est retardé. C'est aussi en raison d'un retard en matière de remploi de capitaux que les ventes ne sont pas suivies par les rachats, Le mécanisme du passage de la dépression vers l'essor et la crise, tel que le conçoit la théorie du manque de l'épargne, a été donné par son adversaire M. Aftalion² ; nous le citerons textuellement. « Pendant la dépression le revenu étant
« je suppose de 12, la production et la consommation restent
« à 10, parce que 2 sont épargnés. Pendant la prospérité,
« le pouvoir d'acquisition s'élève à 14, parce que au revenu
« annuel de 12 s'ajoute l'épargne de 2. Et la production
« sociale bondit de 10 à 14 pour atteindre à la même
« hauteur. Lorsque l'épargne de 2 a été consommée, une
« industrie utilisée pour 14 n'étant plus soutenue que par le
« revenu normal de 12, la crise de surproduction devient
« inévitable.

1. Aftalion. *La théorie de l'épargne en matière des crises*, chap. III, § 1.

2. Aftalion. *Op. cit.*, chap. II.

« Pour l'ensemble du cycle périodique, la production
« totale et le pouvoir d'acquisition global ont bien la même
« grandeur, sont tous deux à 24. Mais durant la dépression
« le revenu a dépassé la production. Il a donc fallu que
« pendant la prospérité la production s'élargisse considéra-
« blement, de façon à absorber la partie non dépassée du
« revenu de la période précédente. D'où une extension des
« forces productives conduisant fatalement à la crise après
« la disparition de cet excédent. »

La théorie de l'insuffisance de l'épargne est sujette à maintes critiques. Le point, le plus souvent attaqué, est la thèse énoncée par cette théorie que pendant la dépression les épargnes s'accumulent sans se placer et qu'elles se réfèrent à la fin de la période de dépression.

D'abord, est-ce qu'il est logique de supposer que l'épargne est inférieure pendant la période d'essor à celle de la dépression¹. Nous ne le croyons pas. Nous avons insisté à maintes reprises, et c'est un fait bien connu, que l'épargne est prélevée sur le revenu, et celui-ci étant forcément diminué durant la dépression, comment peut-on en conclure que l'épargne est plus abondante dans la période de dépression? C'est le contraire qui nous paraît être vrai, c'est pendant l'essor que le revenu étant plus élevé, l'épargne doit être plus importante. Nous citerons à ce propos M. Aftalion² : « En principe, si pendant la prospérité plus de
« capitaux qu'auparavant ont été fabriqués et que ainsi
« a grandi la production globale, le revenu global grandit
« d'autant et dans ce revenu la part destinée aux achats
« des capitaux, les épargnes. » Nous trouvons la même idée

1. Aftalion. *Op. cit.*, chap. III, § 1 ; Lescure. *Op. cit.*, chap. I, § 1.

2. *Id.*

chez M. Lescure¹ : « C'est ainsi, c'est-à-dire par une progression des épargnes, que l'on doit expliquer la possibilité des émissions croissantes en période d'essor et non par une accumulation d'épargne pendant la période de dépression. Car l'action de l'accumulation des épargnes de la période de dépression se ferait sentir au début de la période d'essor, expliquerait un essor d'un an ou deux ans, mais point un essor de quatre ou cinq ans comme on constate dans la réalité. »

Ensuite, n'y a-t-il pas une contradiction interne dans l'attribution à l'insuffisance de l'épargne une faculté d'amener la surproduction, la crise et la baisse de prix ? Si l'on admet que la baisse des prix résulte du manque d'épargne, alors de la limitation du pouvoir d'acquisition des capitalistes, comment se fait-il que l'on n'assiste pas à l'arrêt de la baisse, lorsque les capitalistes retrouvent leur pouvoir d'acquisition, et ils l'ont bien retrouvé, puisqu'ils épargnent justement pendant la dépression. Nous citerons à ce propos M. Aftalion² : « Il est incompréhensible si la crise provient du défaut d'épargne, que les épargnes se forment, qu'on regorge d'épargne et que cependant les épargnes ne s'emploient pas dans l'industrie, s'entassent oisives et prolongent ainsi la dépression. Il est incompréhensible si la baisse est due à ce que les capitalistes ne peuvent plus acheter, que le jour où ils le peuvent, la hausse ne se manifeste pas. »

Si la logique ne suffisait pas à convaincre les partisans fervents de la théorie de l'insuffisance de l'épargne, on pourrait fournir des arguments plus directs pour réfuter cette thèse. En effet, si les épargnes s'entassaient en temps de la

1. Lescure, *Op. cit.*, p. 13-17.

2. Aftalion. *Op. cit.*, chap. III, § 1.

dépression où se trouvent-elles ? Est-ce à cause des placements temporaires ? Ils n'ont subi aucun changement. Est-ce à cause de la thésaurisation ? Non, l'encaisse des Banques nationales prouve le contraire.

Bref, nous sommes portés à croire que pendant la période de dépression l'épargne est moins abondante, et c'est seulement la faible demande qui donne l'illusion que l'offre est augmentée.

Un autre grand défaut de la théorie de l'insuffisance de l'épargne est de ne pas expliquer le retour de l'épargne, à partir de l'essor, vers l'industrie. La théorie parle tout de même d'une reconstitution de la demande qui se produit grâce à la diminution des prix, mais l'action de l'épargne s'exerçant surtout sur l'offre, nous laissons de côté l'examen de ce problème.

En définitive, nous voyons que ni l'une, ni l'autre des théories qui accusent l'épargne d'être la cause des crises, ne résiste à la critique. C'est, tout au contraire, la théorie d'Adam Smith¹, qui doit être considérée comme vraie. D'après l'opinion d'Adam Smith il n'y a aucune action de l'épargne sur l'équilibre économique, tout au contraire, les fluctuations dans l'importance de l'épargne suivent la crise. M. Lescure partage cette opinion que toute épargne est consommée et il ajoute² : « Sans doute le phénomène de « l'épargne peut agir sur la direction de la consommation ; « mais il ne saurait expliquer par un déplacement des

1, Voilà comment est formulée la célèbre phrase d'Adam Smith, *Richesse des Nat.*, t. II, chap. III, p. 25 : « Ce qui est annuellement épargné est « aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé et « presque dans le même temps, mais par une autre classe de gens... La « portion de son revenu qu'un homme riche épargne annuellement, quand « il emploie immédiatement un capital pour en tirer profit, est consommé « de même et presque en même temps, mais elle l'est par une classe de gens « différente, par des ouvriers, par des fabricants, par des artisans. »

2. Lescure. *Op. cit.*, p. 16

« pouvoirs de consommation ces ruptures d'équilibre que
« sont les crises périodiques, et il ne saurait expliquer
« l'évolution des sociétés capitalistes par période d'essor et
« de dépression. » Cette théorie est aujourd'hui prépondérante et c'est grâce à sa diffusion qu'une opinion favorable à l'épargne s'est répandue, sous l'influence de laquelle les épargnes peuvent continuer à former et augmenter par là le pouvoir d'acquisition global, malgré les dires de certains économistes qui exhortent à consommer plutôt qu'à épargner.

Pour terminer nous citerons encore un passage de M. Philip¹ qui, quoique d'une façon moins formelle quant à son développement, émet la même opinion que celle adoptée par l'auteur : « Si donc un déséquilibre se produit ce n'est
« pas l'épargne en soi, qui en est l'origine, mais sa mauvaise
« orientation et la poursuite d'investissement qui, à un
« moment donné, s'effectuent à un prix de revient stable ou
« même croissant. »

1. Philip. *La crise et l'économie dirigée*, p. 133.

CONCLUSIONS

L'étude de l'épargne nous paraît très passionnante, non seulement à cause de son actualité indéniable, mais par la valeur que cette notion représente pour la science économique. Le défaut de mise au point dans la signification du mot « épargne » est évident, et cependant, à notre avis, c'est peut-être une des plus importantes notions que contient l'économie politique ; nous avons essayé dans notre thèse de rattacher le fait de l'épargne à la chaîne des principaux faits de la théorie économique.

C'est en poursuivant cet objectif que nous avons assigné à l'acte « épargner » une place dans l'ensemble de procédés qui, par leur méthode, distinguent la science économique des autres. Le but de l'épargne — l'amélioration de la future situation économique, aussi bien de l'individu que de la collectivité — nous a paru comme intimement solidaire du but de toute activité économique qui réside dans la poursuite de bénéfices. En analysant les rapports de l'épargne avec la production et la consommation, nous avons vu à quel point ces rapports sont indissolubles. Lors de l'examen des éléments du concept de l'épargne, retenus à la suite de l'étude de l'utilisation et de la non-utilisation du revenu, nous avons pensé de les réunir sous un seul concept.

C'est ainsi que nous nous refusons à voir deux ou plusieurs épargnes qui auraient pour base les différences tenant

aux divers moyens de disposer le revenu. L'épargne-thésaurisation, l'épargne-prévoyance et l'épargne-capital, dont on constate l'existence dans la vie, ne nous paraissent pas constituer des épargnes différentes, puisqu'elles comportent toutes les trois la même action de restreindre la consommation de celui qui épargne, puisque l'objectif de cet acte est toujours le même et c'est toujours le pouvoir d'acquisition que l'on épargne. Il nous semble alors qu'il y a lieu de parler plutôt des trois phénomènes de la même catégorie, des trois variantes d'un concept unique, que des trois concepts foncièrement différents.

Le concept de l'épargne n'est pas pour nous seulement unique, il est indépendant, comme d'ailleurs tout concept scientifique, des conditions de temps et de lieu; l'étude de l'épargne en U. R. S. S. a eu comme but la démonstration de cette vérité, que même dans un régime non capitaliste, ses trois aspects ayant été constatés, le concept de l'épargne peut y être dégagé.

Dans la seconde partie de notre essai nous avons étudié le rôle économique de l'épargne. Ce n'est pas par pur hasard que nous avons employé, en parlant de la valeur de la notion de l'épargne en matière du progrès, le mot « fonction » économique. Ce mot a pour nous un caractère d'obligation, de nécessité et, puisque la place prise par l'épargne au sein du progrès dérive de sa nature économique, nous estimons que son rôle d'instrument du progrès est le seul incontestablement acquis.

On ne trouvera pas dans notre thèse des considérations d'ordre pratique, nous ne nous sommes pas occupés de la politique de l'épargne, nous ne nous sommes pas occupés de la question de savoir si ou comment l'épargne doit lutter contre la crise. Notre essai est purement théorique. A ce

propos nous voulons expliquer pourquoi nous avons donné dans la Bibliographie presque exclusivement des ouvrages économiques généraux, et non pas ceux qui traitent directement de l'épargne. Que le défaut des études de ces genres, défaut révélé à maintes reprises par les économistes, soit notre excuse.

En terminant ces observations, nous voulons revenir encore sur la question de la valeur des ouvrages théoriques. Ce n'est pas seulement par le besoin d'une spéculation intellectuelle, mais surtout à cause du lien indissoluble existant entre la théorie et la pratique, que l'on se consacre à ce genre d'études. Qu'il nous soit permis de citer ici M. Divisia¹ : « En « réalité en cette matière (épargne) comme en toutes autres, « aucun fossé ne sépare et ne doit séparer la théorie de la « pratique. Ce sont le plus souvent les préoccupations « d'ordre pratique qui font naître les théories et pro- « gresser la Science. Inversement, quiconque aborde le « domaine des réalisations pratiques sans s'être éclairé préa- « lablement par des réflexions poursuivies dans la sérénité « des spéculations théoriques, doit redouter tous les déboires « de l'empirisme. »

1. Divisia. *Op. cit.* Introduction, p. 4.

VU :

Le Président de la thèse,
J. LESCURE.

VU :

Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION (A.). — *Les crises périodiques de surproduction*. Recueil Sirey, Paris, 1929.
- *La théorie de l'épargne en matière des crises périodiques de surproduction générale et sa critique*. Revue d'histoire des doctrines, année 1909, p. 229.
- *Monnaie et industrie*. Recueil Sirey, Paris, 1930.
- BEAUREGARD. — *Eléments d'Economie politique*. Quantin, Paris, 1906.
- BOSC. — *Le rôle social des Caisses d'épargne en France*. Rousseau, 1909.
- BÖHM-BAWERK. — *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*. Giard, Paris.
- *Théorie positive du capital*. Giard, Paris, 1929.
- BOUNATIAN (L.). — *Les crises économiques*. Giard, Paris, 1922.
- CASSEL (G.). — *La monnaie et le change après 1914*. Giard, Paris, 1923.
- *The crisis in the world monetary system*. London, 1932.
- CIESZKOWSKI. — *Du crédit et de la circulation*. Guillaumin, Paris, 1884.
- COLSON. — *Cours d'Economie politique*. Gautier, Paris, 1916-1926.
- CORBIER. — *Entreprises et contrats de capitalisation et d'épargne*. Edit. de la Revue de l'épargne, 1921.
- COURCELLE-SENEUIL. — *Traité d'Economie politique*. Guillaumin, Paris, 1896.
- DIVISIA (F.). — *L'épargne et la richesse collective*. Recueil Sirey, Paris, 1928.
- *Economique rationnelle*. Doin, Paris, 1928.
- FISHER. — *De la nature du capital et du revenu*. Giard, Paris, 1911.
- GARNIER. — *Traité d'Economie politique*. Paris, 1901.
- GIDE (Ch.). — *Cours d'Economie politique*. Recueil Sirey, 1930.
- GLAIN. — *Prévoyance et capitalisation*. Imp. Lepêtre, Rouen, 1913.
- HAWTREY (R. G.). — *Currency and Credit*. London, 1930.
- KOSTANECKI (A.). — *Problem Ekonomji* (Problème d'Economie). Varsovie, 1929.
- KRZYŻANOWSKI. — *Teorja i polityka oszczedności* (La théorie et la politique de l'épargne). Varsovie, 1931.
- LAINVILLE. — *L'épargne collective*. Les Presses Universitaires de France, Paris, 1922.
- LANDRY (A.). — *L'intérêt du capital*. Giard, Paris, 1904.
- *L'utilité sociale de la propriété individuelle*. Belais. Paris, 1904.

- LEROY-BEAULIEU. — *Traité d'Economie politique*. Guillaumin, Paris, 1896.
- LESCURE (J.). — *Les crises générales et périodiques de surproduction*. Recueil Sirey, Paris, 1910.
- *L'Épargne en France*. Recueil Sirey, Paris, 1914.
- *Les origines de la Révolution russe*. Recueil Sirey, Paris, 1927.
- *La Révolution russe*. Gamber, Paris, 1929.
- *Le bolchevisme de Staline*. Dömat-Monchrestien, 1934.
- LORIA. — *Analisi della proprietà capitalista*. Turin, 1889.
- MARSHALL. — *Principes d'Economie politique*. Giard, Paris, 1906-1909.
- MARTIN (J.). — *Das Sparen in der ökonomischen Theorie*. Vienne, Leipzig, 1933.
- MILL (J. St.). — *Principes d'Economie politique avec quelques-unes de leurs applications à l'économie sociale*. Guillaumin, Paris, 1879.
- PARETO. — *Manuel d'Economie politique*. Giard, Paris, 1909.
- PHILIP (A.). — *La crise et l'économie dirigée*. Éditions de Cluny, Paris, 1935.
- PHILIPPOWICH. — *Grundriss der politischen ökonomik*. Fribourg, 1897.
- PIERSON. — *Traité d'Economie politique*. Giard, 1926.
- *La prévision des cycles d'affaires*. Giard, 1931.
- RISF. — *Quelques définitions de l'épargne, essai de critique*. Revue d'Economie politique, nov.-déc. 1921.
- *L'épargne, son mécanisme social et psychologique*. Revue de métaphysique et de morale, 1921.
- ROSTAND. — *L'action sociale par l'initiative privée*. Guillaumin, Paris, t. I, 1892; t. II, 1897.
- SCHMOLLER. — *Principes d'Economie politique*. Giard, Paris, 1905-1908.
- SENIOR. — *Political Economy*. Glasgow, 4^e édition.
- SIMIAND. — *Les fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*. Alcan, Paris, 1932.
- SISMONDI. — *Nouveaux principes*. Collection des Economistes, Paris, 1849.
- SMITH (A.). — *Richesses des Nations*. Guillaumin, Paris, 1843.
- TRUCHY (H.). — *Cours d'Economie politique*. Recueil Sirey, Paris, 1927.
- WALRAS (L.). — *Éléments d'Economie politique pure ou la théorie de la richesse sociale*. Pichon, Paris, 1900.
- WEILER. — *L'influence du change sur le commerce extérieur*. Rivière, Paris.

Périodiques.

- Economist* (The). Londres.
- Ekonomista* (L'économiste). V. surtout article de St. Kempner en 1923, Varsovie.
- Economiste Français*. Paris.
- Epargne du monde*. Milan.
- Journal des Economistes*. V. article de Courcelle-Seneuil, 1890, Paris.
- Przegląd Oszczędnościowy* (La Revue de l'épargne). Varsovie.
- Oszczędność* (L'épargne). Varsovie.
- Revue Bankwirtschaft*. Berlin.
- Revue d'Economie politique*. Paris.
- Revue Politique et Parlementaire*. Paris.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	1
INTRODUCTION.	3

PREMIÈRE PARTIE

LA NATURE DE L'ÉPARGNE

GÉNÉRALITÉS	15
CHAPITRE PREMIER. — L'épargne et l'activité économique. . .	21
CHAPITRE II. — Le fonctionnement de l'épargne.	32
<i>Section I.</i> — La formation de l'épargne.	33
<i>Section II.</i> — L'épargne et la production.	38
§ 1. La thésaurisation	43
§ 2. L'épargne flottante.	47
§ 3. L'investissement.	53
<i>Section III.</i> — L'épargne et la consommation.	65
CHAPITRE III. — Analyse des éléments constitutifs du concept de l'épargne.	75
§ 1. La non-utilisation du revenu	76
§ 2. L'utilisation du revenu	84
§ 3. L'analyse des différents aspects de l'acte d'épargne .	92
§ 4. La chose épargnée.	102
§ 5. Résumé et conclusions	107
CHAPITRE IV. — L'épargne en U. R. S. S.	112
§ 1. L'épargne-capital en U. R. S. S.	113
§ 2. L'épargne-prévoyance.	119
§ 3. La thésaurisation.	121
§ 4. L'épargne et l'économie dirigée.	123

DEUXIEME PARTIE

LE ROLE ÉCONOMIQUE DE L'ÉPARGNE

CHAPITRE PREMIER. — La fonction économique de l'épargne .	129
<i>Section I.</i> — L'épargne et le progrès économique	129
§ 1. Le progrès économique.	130
§ 2. Le progrès économique et les différents aspects de l'épargne.	134
§ 3. Les limites de l'épargne.	136
<i>Section II.</i> — Placement de fonds de Caisses d'épargne . . .	140
CHAPITRE II. — L'épargne et les théories de l'intérêt.	148
<i>Section I.</i> — L'explication de l'intérêt.	148
<i>Section II.</i> — La détermination du taux de l'intérêt.	157
CHAPITRE III. — L'épargne et la théorie des crises	166
CONCLUSIONS	175
BIBLIOGRAPHIE.	179
TABLE DES MATIÈRES.	181

ERRATA

Page 23, 20^e ligne, *au lieu de* : principe hédoniste, *lire* : principe hédonistique.
